



## **Rapport de résultats 2020**

PRODAKOR

RD CONGO

# Table des matières

<b>1</b>	<b>ACRONYMES.....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>APERÇU DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>5</b>
2.1	FICHE D'INTERVENTION .....	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	6
2.2.1	<i>Pertinence</i> .....	6
2.2.2	<i>Efficacité</i> .....	7
2.2.3	<i>Efficiéce</i> .....	8
2.2.4	<i>Durabilité potentielle</i> .....	9
2.2.5	<i>Conclusions</i> .....	9
<b>3</b>	<b>SUIVI DES RESULTATS.....</b>	<b>11</b>
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE .....	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i> .....	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i> .....	13
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME .....	15
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	15
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	15
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	18
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	19
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	20
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	23
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 .....	28
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	28
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	29
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	30
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 .....	39
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	39
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i> .....	41
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i> .....	42
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	44
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i> .....	44

3.6.2	État d'avancement des principales activités.....	45
3.6.3	Analyse des progrès réalisés .....	46
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5 .....	54
3.7.1	Progrès des indicateurs.....	54
3.7.2	État d'avancement des principales activités.....	55
3.7.3	Analyse des progrès réalisés.....	57
<b>4</b>	<b>SUIVI BUDGETAIRE.....</b>	<b>58</b>
<b>5</b>	<b>RISQUES ET PROBLEMES .....</b>	<b>59</b>
<b>6</b>	<b>SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....</b>	<b>69</b>
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE .....	69
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	70
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES .....	70
<b>7</b>	<b>THEMES TRANSVERSAUX.....</b>	<b>70</b>
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	70
7.2	GENRE.....	71
7.3	DIGITALISATION .....	71
7.4	EMPLOIS DECENTS.....	72
<b>8</b>	<b>LEÇONS APPRISES .....</b>	<b>72</b>
8.1	LES SUCCES .....	72
8.2	LES DEFIS.....	72
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE .....	73
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES .....	73
<b>9</b>	<b>PILOTAGE.....</b>	<b>74</b>
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION .....	74
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	75
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES.....	77
9.4	RECOMMANDATIONS .....	79
<b>10</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>80</b>
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	80
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR.....	84

10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL) .....	86
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS .....	86
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	88
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	90

## 1 Acronymes

APSKO	Association des Producteurs de Semence du Kasai Oriental
ASBL	Association Sans But Lucratif
CAP	Centre d’Alevinage Principal
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CIPOUD	Concours Intégral des Paysans pour le Développement
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
COMPAR	Comité des Partenaires
COPROSEM	Conseil Provincial des Semences
CPM	Country Portefolio Manager
DT	Délégué Technique
DTF	Document Technique et Financier
ECT	Expert en Coopération Technique
EDUKOR	Education au Kasai Oriental
EST	Expertise Sectorielle et Technique
ETR	End Term Review
FAIF	Fonds d’Appui aux Initiatives des Femmes
GEAKA	Groupe d’Exploitants Agricoles de Kajiba
IM	Intervention Manager
INERA	Institut National d’Etude et de la Recherche Agronomique
IPAPEL	Inspection Provinciale de l’Agriculture Pêche et Elevage
IPDR	Inspection Provinciale du Développement Rural
ITAPEL	Inspection Territoriale d’Agriculture Pêche et Elevage
ITAV	Institut Technique Agricole et Vétérinaire
ITDR	Inspection Territoriale de Développement Rural
MTR	Mid Term Review
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation des Producteurs Agricoles
OPB	Organisation paysanne de Base
PPF	Promotion de la Femme Paysanne
PIT	Project Information Tool
PPV	Production et Protection des Végétaux
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans la Province du Kasai Oriental
PRODAT	Programme de Développement Agricole de la Tshopo
PRODDIM	Programme de Développement Diemu Mukenyi
PRODEKOR	Programme de Désenclavement du Kasai Oriental
PRODI	Projet Ditunga
R & D	Recherche et Développement

RDC	République Démocratique du Congo
SENASEM	Service National des Semences
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SIP	Système d'Information sur les Prix
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SMS	Short Message Service
SQD	Semence de Qualité Déclarée
UAAPM	Union des Associations Agro-Pastorales de Mukumbi
UADAT	Union des Associations pour le Développement Agricole de Tshilenge
USD	United States Dollar

## 2 Aperçu de l'intervention

### 2.1 Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Programme de Développement Agricole dans la province du Kasai Oriental - PRODAKOR
<b>Code de l'intervention</b>	RDC1217111
<b>Localisation</b>	Provinces du Kasai Oriental et de Lomami
<b>Budget total</b>	Contribution belge : 19,500,000 EUR Selon le DTF original : 11.000.000 EUR Transfert d'Edukor (14/03/2019) : 1,000,000 EUR Transfert Budgétaire de PRODEKOR (17/11/2019) : 1.500.000 EUR DTF additionnel (11/05/2020) : 6.000.000 EUR
<b>Institution partenaire</b>	Ministères provinciaux en charge de l'Agriculture du Kasai Oriental et de Lomami
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	03/07/2013
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	Octobre 2013
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	31/12/2020 Prolongation 31 décembre 2022
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	02/07/2021 Prolongation 02 juillet 2023
<b>Groupes cibles</b>	* <b>Cibles directes :</b> - Les Organisations Paysannes Agricoles ; - Unions des Organisations Paysannes de base ; - Ministères provinciaux en charge de l'Agriculture ; - Ministères Provinciaux en charge du Développement Rural,

	<p>du Genre, Famille et Enfant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inspections Provinciales de l'Agriculture, Pêche et Elevage (IPAPEL) ;</li> <li>- Inspections Provinciales du Développement Rural (IPDR) ;</li> <li>- Service National des semences (SENASA) ;</li> <li>- Institut National d'Etude et Recherche Agronomique (INERA, Station de Ngandajika).</li> </ul> <p><b>* Cibles indirectes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculteurs</li> <li>- Entrepreneurs agricoles privés.</li> </ul>
<b>Impact</b>	Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la province du Kasai Oriental et Lomami sont réduits par la relance durable du secteur agricole
<b>Outcome</b>	Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes
<b>Outputs</b>	1. Les services d'innovation technique, d'expérimentation paysanne et d'appui-conseil destinés aux exploitations agricoles familiales sont améliorés.
	2. Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations agricoles familiales sont améliorés.
	3. La gouvernance du secteur agricole dans la province est améliorée.
	4. Le leadership des femmes rurales est renforcé.
	5. Un pôle de développement agricole est créé au centre du terroir de Ngandajika
<b>Année couverte par le rapport</b>	<b>2020</b>

## 2.2 Auto-évaluation de la performance

### 2.2.1 Pertinence

	<b>Performance</b>
<b>Pertinence</b>	A

L'intervention PRODAKOR reste très pertinente tout d'abord par rapport aux besoins des populations bénéficiaires. En effet, les populations de la zone continuent de dépendre d'une agriculture peu productive mais surtout durable. En dépit des efforts faits jusqu'ici pour faire adopter des techniques agroécologiques plus productives et plus soutenables notamment dans les bassins de productions appuyés par PRODAKOR (avec 70% des agriculteurs qui utilisent l'une ou l'autre des techniques agro-écologiques dans les bassins de production couverts par l'intervention), le risque de retourner aux anciennes méthodes demeure grand justifiant ainsi la nécessité d'intervenir encore pour ancrer durablement les acquis obtenus jusque-là chez les populations bénéficiaires. PRODAKOR est aussi pertinent parce qu'il est en parfaite cohérence avec les politiques nationales congolaises de développement ainsi qu'avec la politique belge de coopération au développement. Pour la RDC, il s'agit du **Plan National d'Investissement**

6

**Agricole (PNIA 2014-2020)**, publié en septembre 2013 par le Ministère national de l'Agriculture, Pêche et Elevage. Le PNIA vise à stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole congolais de plus de 6% ; une croissance indispensable pour réduire la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour enfin générer durablement des emplois et des revenus. Au crépuscule du PNIA dont la fin était antérieurement prévue en 2020, force est de reconnaître que des gaps sont encore observables dans la réalisation de ses objectifs. En effet, selon le rapport de suivi de Sécurité alimentaire, des niveaux de production agricole et Animale, Évaluation de la Campagne Agricole 2017-2018 et Bilan Alimentaire, la RDC avait un déficit alimentaire d'environ 6,9 millions de tonnes en 2018, soit -22% des besoins alimentaires nationaux. Ce même rapport stipule que le pays est largement déficitaire en céréales (-10,7 millions de tonnes, soit 83%). Dès lors, la continuation du PRODAKOR en tant que projet contributeur aux objectifs du PNIA trouve toute sa pertinence.

Pour la Belgique, il s'agit de la **Note stratégique Agriculture et sécurité alimentaire intitulée « De la subsistance à l'entrepreneuriat »**, publiée par la Direction Générale de la coopération au Développement (DGD), en mars 2017. PRODAKOR est parfaitement alignée à cette note stratégique. En effet, l'avenant du DTF 2020-2022 place la démarche entrepreneuriale au cœur des axes stratégiques et opérationnels devant guider sa phase d'extension et dans le but d'assurer la durabilité des acquis. Cela s'est traduit de façon concrète par la planification puis la mise en œuvre de plusieurs activités de renforcements des capacités dans le domaine de l'entrepreneuriat : des renforcements de capacités qui dorénavant touchent plusieurs acteurs positionnés sur plusieurs maillons des principales chaînes de valeur agricoles. Ainsi dans le maillon « intrant », les agri-multiplicateurs ont été largement renforcés dans ce domaine dans le but d'en faire de vrais entrepreneurs capables de mettre sur le marché des semences de qualité répondant à la demande des producteurs. Il en est de même, des agriculteurs de référence et des transformateurs successivement positionnés dans les maillons de la production et de la transformation des produits agricoles.

## 2.2.2 Efficacité

	<b>Performance</b>
<b>Efficacité</b>	<b>A</b>

En dépit de la pandémie COVID 19, qui a beaucoup impacté son modèle opératoire, et une équipe de mise en œuvre complétée avec un retard (5 staffs prévus pour commencer en juillet n'ont pu commencer à prester qu'en novembre 2020), PRODAKOR en 2020 a été relativement efficace. En effet, les réalisations telles que mesurées à travers les cibles ont été satisfaisantes. Le revenu moyen issu des activités agricoles des ménages dans les bassins appuyés est passé de 133 \$ en 2019 à 168 \$ par saison agricole en 2020. S'agissant du niveau d'adoption des innovations agricoles durables dans les ménages des bassins agricoles, il est passé de 65% en 2019 à 74 % en 2020. Ces résultats satisfaisants s'expliquent par plusieurs facteurs parmi lesquels :

- Un dispositif d'appui-conseil par les IPA et les IPDR significativement renforcé avec un nombre d'agents mobilisés (recevant des primes de PRODAKOR) qui a passé de 66 agents en 2019 à 207 agents en 2020. Plusieurs de ces agents qui soit ne reçoivent pas de salaires ou soit les reçoivent avec beaucoup de retard ont pu prodiguer des conseils appropriés et en temps opportun aux agriculteurs. Cela leur a permis d'être plus motivés et plus présents auprès des agriculteurs pour leur donner les conseils et encouragements dont ils ont besoin pour améliorer leur production agricole.
- Des services de transformation accrus avec des unités mises en place en 2019 mais dont l'exploitation n'a commencé significativement qu'en 2020.
- L'entrée progressive en production des palmiers; une tendance à la hausse qui devrait se poursuivre encore quelques années avant de se stabiliser.

Si la tendance observée au niveau des cibles se maintient, l'Outcome en fin de projet (fin 2022) devrait être totalement atteint.

Malgré cette efficacité globale, les progrès par output ont connu des performances variables dans cette année 2020. Si les cibles des output 1 (Innovation technique et expérimentation paysanne en semences et productions), 3 (gouvernance agricole) et 4 (leadership femmes rurales) ont été atteintes, il n'est pas le cas des outputs 2 et 5. L'output 2 consacré au volet post-récolte (conservation, transformation et commercialisation) a connu de légers ralentissements matérialisés par un recours aux services de stockage, de transformation et de commercialisation légèrement en-deça des attentes. Plusieurs unités de stockage et de transformation mises en place en fin 2019, ont pris du temps pour arriver à leur niveau optimal de service. Avec le coaching rapproché en cours de délivrance, ces services atteindront sous peu le niveau souhaité permettant par la suite d'atteindre les attentes.

S'agissant du résultat 5 qui est axé sur la construction d'un pôle de développement agricole à Ngandajika, la nouveauté de l'approche développement local au niveau de l'équipe de mise en oeuvre explique les lenteurs observées dans ses progrès. Cependant en 2020, l'équipe de mise en oeuvre a beaucoup gagné en expérience laissant présager de rapides progrès dans le courant de 2021. Cette équipe pourra aussi compter sur la mobilisation des experts du contrat cadre développement local; un contrat-cadre déjà ficelé en 2020.

### 2.2.3 Efficience

	<b>Performance</b>
<b>Efficience</b>	<b>B</b>

En 2020, PRODAKOR a été efficace. En effet, avec seulement 98% du budget planifié, les cibles de 2020 ont été atteintes de façon satisfaisante (avec un revenu issu des activités agricoles par ménage qui est passé de 133\$ en 2019 à 168 \$ en 2020) voire dépassées avec un taux d'adoption des innovations de 74% ou 108% de l'objectif/cible des 60% attendus en 2020. Des efforts considérables ont été faits pour rationaliser les activités et les dépenses y associées. La réduction du taux de primes offertes aux agents des IPA et des IPDR ; réduction faite dans une logique de désengagement progressif, constitue une bonne illustration de cette rationalisation des dépenses et activités.

Malgré cette efficacité globalement satisfaisante, il existe des niches d'amélioration de l'efficacité du projet parmi lesquelles :

- Les achats locaux. Les prix offerts dépassent souvent les prix affichés dans le marché local. De multiples raisons peu convaincantes sont souvent évoquées par la cellule marché public ; des raisons qui incluent (1) la conduite d'achats auprès d'entreprises en règle avec le fisc (contrairement aux entreprises informelles) ou (2) le paiement différé pratiqué (paiement après plusieurs semaines de la délivrance des articles achetés) par Enabel qui occasionneraient des coûts d'opportunités. Il y a lieu de réfléchir en 2021 avec le service support d'Enabel Kasai pour trouver des moyens de rendre plus efficaces ces achats locaux en obtenant de meilleurs rapports qualité/prix.
- Les ateliers par leur nombre important et/ou le nombre de leurs participants. Les coûts de ces ateliers sont encore importants avec des niveaux de prise en charge des participants qui semblent dépasser la réalité effective. Par ailleurs, de par ces coûts, ces ateliers peuvent constituer une contrainte à une réelle appropriation par les acteurs locaux du processus de développement notamment le développement local à Ngandajika.

De plus, en plus d'une efficacité satisfaisante, la planification financière a été aussi satisfaisante avec un taux de consommation budgétaire de 98%.

## 2.2.4 Durabilité potentielle

	<b>Performance</b>
<b>Durabilité potentielle</b>	<b>C</b>

En 2020, PRODAKOR a continué à renforcer les capacités des services techniques en charge de l'agriculture (IPA) et du développement rural (IPDR) dans les deux provinces afin de les outiller à assurer une certaine durabilité des services d'appui-conseil même au-delà de la période du projet. Malgré une volonté affichée par les autorités provinciales et les responsables des services techniques, les gestes d'appropriation des acquis de PRODAKOR restent très limités. La recommandation de la SMCL de mars 2018 consistant à inscrire des lignes dans les budgets des provinces pour soutenir les activités de ces services techniques est restée sans suite à ce jour. La couverture des activités d'appui-conseil par les IPA par les IPDR à un niveau d'intensité et de qualité acceptables continue de dépendre malheureusement encore et dans une large mesure de l'appui du projet. Les réalisations de 2020 ainsi que celles antérieures sont fortement attribuables aux primes offertes par PRODAKOR aux agents des IPA et IPDR. En effet, même réduites de façon considérable, ces primes restent la principale voire l'unique motivation à la fourniture d'un service minimum d'appui-conseil de plusieurs agents sur le terrain; des agents qui pour la plupart n'ont pas soit de salaires ou souvent les reçoivent avec retard. Tout ceci laisse présager une faible durabilité des actions d'appui-conseil. Aussi, plusieurs missions et ateliers des services en charge du genre ont été financièrement appuyés dans le cadre du projet. C'est le cas notamment de la production de plans d'action provinciaux genre destinés à lever les contraintes et blocages rencontrés par les femmes rurales. Malgré les engagements pris par les ministres de tutelle à financer quelques actions de ces plans, des engagements annoncés dans les préfaces de ces documents, aucun geste n'a jusque là été pris dans le sens de concrétiser cet engagement.

Cependant, l'appropriation constatée l'année passée au niveau des acteurs de la société civile, notamment les associations des agriculteurs, les OPB, qui ont fortement apprécié les méthodes de production agroécologique et que les agriculteurs pilotes appliquent effectivement dans leurs exploitations, certains depuis plus de huit saisons agricoles maintenant s'est confortée. Il y a également les Unions des OPB qui ont reçu des dépôts de stockage des produits agricoles et ouvrages connexes (aires de séchages et toilettes) ainsi que des matériels de mouture de maïs et d'extraction d'huile de palme. Ces Unions rationalisent de plus en plus la gestion de leurs investissements. Par exemple, des provisions pour grandes réparations et pour amortissements sont faites par la majorité des Unions et que des comptes bancaires sont ouverts pour sécuriser le cash mis de coté pour cette fin. De même, certaines Unions qui étaient en-dessous de leur seuil de rentabilité ont été appuyées à mettre en place des stratégies pour dépasser rapidement ces seuils et positionner durablement leurs activités dans les zones de rentabilités. Ceci presage d'un maintien voire d'un accroissement des services délivrés à leurs membres mais aussi de manière plus générale à la communauté.

Les mêmes principes de gestion rationnelle sont inculqués aux OPB féminines bénéficiaires du FAIF dont la sélection cette année a été plus exigeante pour garantir la rentabilité, une rentabilité qui rime avec une durabilité des acquis et des retombées.

Tout en continuant de renforcer les capacités des STD, l'action de PRODAKOR devra s'appesantir sur ces acteurs locaux de la société civile afin de garantir sa durabilité.

## 2.2.5 Conclusions

2020 qui marque le début de la phase de transition de PRODAKOR a été marqué par plusieurs faits qui peuvent être résumés comme suit :

- Un contexte assez particulier avec la survenance de la pandémie COVID 19 dès mars 2020 et une pandémie qui a été présente pendant tout le reste de l'année. Elle a obligé à repenser le mode opératoire ; un mode opératoire qui s'est malgré tout traduit par plus

d'efficacité et plus d'efficience. La pandémie a aussi obligé, dans de rares situations, à suspendre quelques activités comme l'alphabétisation.

- Des progrès très satisfaisants de l'Outcome avec une augmentation significative des revenus agricoles mais aussi du taux d'adoption d'innovations des ménages appuyés. Cette bonne performance peut s'expliquer par plusieurs facteurs parmi lesquels (1) une plus grande mobilisation des agents des IPA et ITA permettant aux agriculteurs de bénéficier de conseils agro-écologiques appropriés et à temps opportun pour améliorer leur pratique, (2) une relative bonne pluviométrie par rapport à l'année 2019 et (3) les retombées des investissements antérieurs (palmiers à huile dont la production est dans une phase de croissance, des unités de transformation et de stockage mis en place en 2019 et dont l'exploitation significative n'est intervenue qu'en 2020 ; une exploitation qui ajoute de la valeur aux produits agricoles des agriculteurs). La tendance à l'augmentation des revenus issus de l'agriculture (au sens large) devrait sans doute se maintenir les prochaines années suite à l'augmentation des productions des palmiers (pour encore 3 à 5 ans) mais aussi les productions piscicoles à venir. Les nouvelles unités de transformation (malaxeurs, égreneuses) en cours d'installation contribueront aussi à cette augmentation de revenus.
- Des réalisations variables en termes d'outputs avec de bonnes performances dans l'output 1 (services d'expérimentation et d'appui-conseil, semences et production), l'output 3 (gouvernance du secteur agricole) et l'output 4 (leadership des femmes rurales) et de moindre bonne performance pour les Output 2 (stockage, transformation et commercialisation) et l'output 5 (pôle de développement agricole). La faible performance de l'output 2 s'explique en partie par (1) la méthodologie de collecte de données avec des enquêtes faites dans un rayon plus important des unités de stockage et de transformation. Malgré la baisse de l'indicateur, les quantités de produits agricoles transformées au niveau des Unions ont sensiblement augmenté. Bien que diminuée par rapport à 2019 qui était une année exceptionnelle, les ventes groupées sont dans la même tendance que 2018 et 2017. Pour ce qui est de l'Output 5, la nouveauté de l'approche au sein de l'équipe de mise en œuvre ainsi le retard dans la contractualisation avec le bureau d'étude pour l'appui technique expliquent le retard enregistré dans la conduite des activités devant mener à ce résultat.
- Des réalisations plus efficaces. Avec un budget légèrement inférieur à la prévision, la cible de l'Outcome relative au taux d'adoption des innovations a été significativement dépassé (74% contre de 60% en 2020). Quant au revenu, entre 2019 et 2020, il a progressé de 26%. A ce rythme, la cible finale pourrait être atteinte voire dépassée.
- La durabilité reste un défi majeur surtout en lien avec la nécessaire continuité des services d'appui-conseil par les STD (IPA et IPDR) conformément à leur mandat afin de consolider voire élargir les acquis obtenus jusque-là dans des bassins de production couverts et non couverts par PRODAKOR. Cependant à l'échelle d'appuis ponctuels comme le financement de micro-projets par le FAIF, l'appui aux agri-multiplicateurs dans la production de semences de qualité ou l'installation d'une unité d'un malaxeur d'huile de palme ou d'une égreneuse de maïs ; des efforts sont déployés dans toute la chaîne d'appui pour garantir la durabilité des investissements et des services qui sont attendus de ces derniers. Cela passe aussi par le renforcement des capacités en entrepreneuriat des bénéficiaires et l'adoption de techniques de gestion rationnelles pour assurer la pérennité de leurs appuis. Ce renforcement des capacités en entrepreneuriat continuera en plus des

plaidoyers auprès des autorités budgétaires provinciales pour l'inscription de lignes dédiées au soutien des activités d'appui-conseil.

•

Intervention Manager Enabel
<b>Fodé Niang</b>
<b>Mbuji Mayi le 26 février 2021.</b>

## 3 Suivi des résultats

### 3.1 Evolution du contexte

#### 3.1.1 Contexte général et institutionnel

A l'instar des autres pays et provinces de la RDC, 2020 a été une année particulière en raison de la pandémie COVID 19 ; une pandémie qui a obligé à repenser le mode opératoire du projet (réduction des effectifs dans les formations/ateliers pour respecter la distanciation sociale, travail à distance, déplacements en petites équipes, réduction des déplacements au strict minimum...). Un des impacts opérationnels de cette pandémie est la fermeture des centres d'alphabétisations initiées pour le leadership des femmes rurales ; une fermeture qui est intervenue en fin d'années en même temps que celle décidée par les autorités des écoles et universités. D'autre part, la survenance brusque de la pandémie en mars 2020 a bouleversé le système de monitoring du projet avec quelques données de suivi qui auraient dues être collectées deux fois dans l'année. Pour ces données, les collectes devant être faites en **mars et avril 2020** n'ont pu l'être.

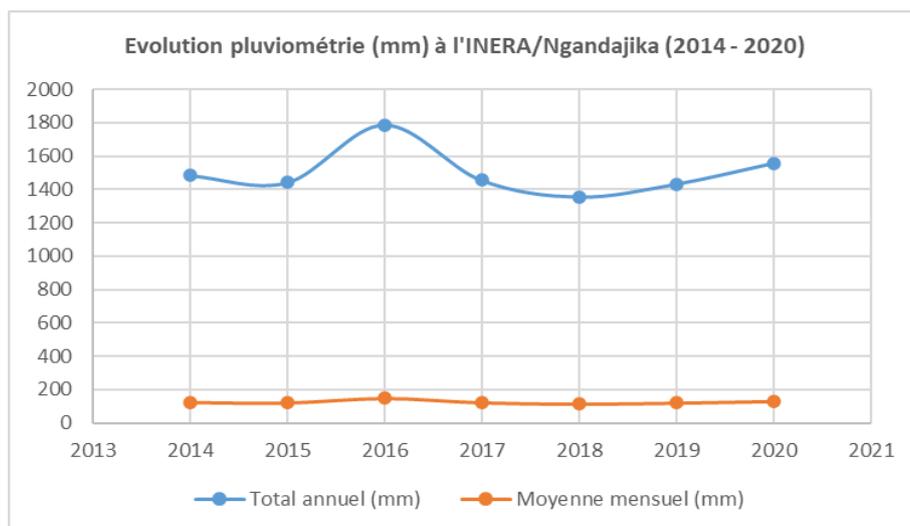
En plus de cela, le contexte général a été caractérisé par quelques tensions entre les deux coalitions FCC et CACH qui gouvernent le pays. Mais, en cette fin d'année 2020, la situation semble s'être apaisée avec notamment la mise en place d'une nouvelle majorité parlementaire chargée d'appuyer les actions du président de la RDC actuellement en charge de la gestion du pays. Cette situation semble avoir créé un apaisement au niveau du Kasai, région d'origine du président actuel.

Le contexte opérationnel est aussi marqué par la dégradation progressive des pistes de desserte agricole ; dégradation qui rend difficile l'accès à certaines zones mais aussi l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation. Cette situation est rendue davantage compliquée avec la reprise des activités dans le territoire de Kamiji.



Etat de la route sur l'axe Kamiji

La circulation sur ces routes est rendue difficile par l'importance de la pluviométrie enregistrée cette année avec un cumul annuel de 1557 mm (relevé de la station de INERA Ngandajika). Comparée aux autres années, 2020 a été une année très pluvieuse. Comme le montre ce même graphique, mis à part 2016, 2020 a été la plus pluvieuse depuis 2014. Cette bonne pluviométrie de 2020 a été sans doute très utile aux cultures annuelles et saisonnières ainsi qu'aux revenus générés par l'agriculture. Il n'en sera pas toujours ainsi dans les années à venir si des mesures plus consistantes ne sont pas prises pour l'entretien des pistes rurales.



Graphique n° 1 : Evolution de la pluviométrie annuelle de la zone de Ngandajika de 2014 à 2020. Source : station météo de l'INERA Ngandajika

### **3.1.2 Contexte de gestion**

En 2020, PRODAKOR a bénéficié d'un avenant au DTF prolongeant ainsi sa période de mise en oeuvre jusqu'en fin 2022. Un budget additionnel de 7.5 millions d'euros lui a ainsi été accordé amenant son budget total à 19,5 millions d'euros. En plus des quatre résultats précédents, un cinquième résultat intitulé "Un pôle de développement agricole est créé dans le territoire de Ngandajika" partagé avec Edukor a été ajouté au DTF. En plus de ce cinquième résultat, des activités additionnelles ont été ajoutées à certains résultats parmi lesquelles le soutien au développement de la pisciculture (dans le résultat 1); un ajout justifié par les potentialités offertes par ce sous-secteur avec notamment l'existence d'une infrastructure de base pour appuyer durablement la production d'alevins de qualité.

Au début de 2020, PRODAKOR a commencé à opérer avec un effectif relativement réduit. Sur les 12 staffs 100%-dédiés-PRODAKOR, seulement 7 étaient en place au mois de mars passé. Le recrutement du staff restant a pris plus de temps que prévu; la plupart des nouveaux staffs n'ayant pu commencer leurs prestations que réellement en novembre 2020. L'Intervention Manager (IM) recruté en mars a travaillé à distance jusqu'au début de juillet 2020. C'est aussi le cas du coordonateur provincial qui a commencé au mois d'Avril 2020 et qui a travaillé à distance aussi jusqu'en juillet 2020. Le travail à distance alternatif avait été érigé comme modus operandi même pour les staffs présents au Kasai et Lomami dans la première vague de la pandémie COVID. Il n'a pas facilité les échanges au sein de l'équipe compte tenu du fait que la connexion Internet au Kasai était très souvent de mauvaise qualité.

Cependant, le maintien de l'équipe surtout l'ancien responsable national intérimaire du projet (devenu entretemps Expert en Renforcement des capacités) a été bénéfique en ce sens que cela a facilité une certaine continuité dans la conduite des activités même avec une équipe réduite.

PRODEKOR a pris fin définitivement en juin 2020. Des activités résiduelles telles que la mise en service de quelques bacs en même temps que des ressources (1,500,000 retenus du PRODEKOR en date du 17/11/2019) ont été ainsi transférées à PRODAKOR. En plus de cela, PRODAKOR a inscrit dans son avenant du DTF 2020-2022 des activités visant au maintien de conditions permettant une circulation minimale dans les routes de desserte agricole. Le défi reste immense au vu de l'importance des besoins (avec des routes qui se dégradent de façon très rapide) et de la modicité des ressources dédiées à ce chantier.

#### **3.1.2.1 Modalités de partenariat**

Compte tenu de l'importance de l'appui-conseil agricole pour la génération de meilleurs rendements et de revenus, PRODAKOR a continué à soutenir le déploiement des équipes des IPA et des IPDR afin de fournir l'appui-conseil technique et organisationnel aux agriculteurs et à leurs associations. L'idée d'un soutien dégressif accompagné par le développement d'un mécanisme de désengagement se traduisant par une diminution progressive des appuis financiers du projet a guidé la collaboration avec ces STD cette année 2020. Ces collaborations ont été faites dans le cadre de la mise en oeuvre en régie de fiches d'activités par Enabel. En attendant la tenue d'une évaluation du partenariat avec ces STD; des fiches d'activités ont été définies afin de renforcer techniquement et organisationnellement les OPB. Dans le même ordre d'idées, des fiches d'activités ont été mises en oeuvre en régie avec une implication étroite du comité provincial de la

femme et du service en charge du genre. C'est le cas notamment de la sélection des bénéficiaires du FAIF. Ces deux structures ont été mises en avant dans les activités de ciblage des difficultés et des blocages rencontrés par les femmes rurales ainsi que l'élaboration de plans d'actions visant à les lever.

En marge des appuis donnés aux agrimultiplicateurs, PRODAKOR a soutenu la relance des activités du COPROSEM. Ce soutien a permis la définition d'un mécanisme de fonctionnement autonome de COPROSEM pour assurer sa durabilité et celle du secteur semencier en général.

Par ailleurs, une nouvelle convention de subside a été signée avec l'INERA pour soutenir la maintenance varitétale mais aussi la diversification semencière. Dans cette diversification, les aspects récurrents liés au changement climatique sont largement pris en compte.

Une convention de collaboration a été signée avec le gouvernement provincial de Lomami en vue de la relance des activités du centre d'alevinage principal (CAP-Tshioji) dans le territoire de Ngandajika.

Un protocole de collaboration a été conclu avec PRODI (projet Ditunga Ngandajika) dans le cadre de la mise en oeuvre des activités du développement local.

### **3.1.2.2 Modalités opérationnelles**

Les modalités opérationnelles actuelles sont pertinentes et n'ont pas besoin d'être réajustées.

Les réunions du comité de pilotage (SMCL) se tiennent régulièrement et de manière alternée entre les deux provinces.

Comme le prévoit le DTF additionnel, quelques visites de terrain avec les autorités provinciales ont été faites dans le but d'appuyer des actions du projet. C'est le cas notamment de la visite faite avec le ministre provincial de l'agriculture lors du lancement et de l'inauguration des travaux de réhabilitation du CAP de Tshioji ainsi que lors du démarrage de la convention de subside conclue avec INERA. C'est le cas aussi de la visite faite avec le ministère provincial de l'agriculture du Kasai pour s'enquérir de la situation du Bac de Tshilemba et relancer les activités nécessaires à sa rapide mise en service.

D'autres rencontres se sont tenues aussi entre l'équipe de coordination du Programme Enabel au Kasai Oriental et Lomami et les autorités provinciales des deux provinces au sujet de la phase de transition des interventions EDUKOR et PRODAKOR.

Par ailleurs Le **Festival AlimenTerre**, organisé en partenariat avec l'ONG Belge **SOS Faim**, et avec les organisations locales de la société civile, et aussi les acteurs publics parmi lesquels des STD, l'Université de Mbudji Mayi, ou l'INERA; a servi de prétexte pour aborder des questions liées au développement agricole dans les deux provinces.

Ces rencontres ont donné lieu à des échanges fructueux entre les autorités et les équipes d'exécution des interventions et aussi avec les organisations de la société civile de deux provinces, de manière à construire la compréhension mutuelle des questions de développement, la complémentarité dans les actions et de s'aider mutuellement dans la mise en oeuvre des activités.

## 3.2 Performance de l'outcome



L'objectif global (impact) de PRODAKOR est la réduction du déficit alimentaire et de la pauvreté des populations rurales du Kasai Oriental et de Lomami. Cela doit passer par la croissance de leurs revenus (l'objectif spécifique – "outcome") qui découlerait de l'augmentation de leurs productions et/ou des rendements de leur production au champ. Bien que jusqu'à ce jour l'agriculture familiale reste la principale option qui caractérise les activités principales des exploitations agricoles dans la zone d'intervention de PRODAKOR, elle est jusque-là encore caractérisée par une faible productivité, avec des charges de production élevées, notamment les coûts de la main-d'œuvre et ceux des intrants agricoles qui réduisent sensiblement les bénéfices des exploitants agricoles.

Le but de PRODAKOR est sans doute d'améliorer cette agriculture familiale pour qu'elle puisse générer plus de revenus mais qu'elle soit également plus durable.

### 3.2.1 Progrès des indicateurs

Il y a deux indicateurs qui permettent de suivre l'évolution de l'outcome. Il s'agit de :

1° Niveau d'adoption des innovations durables par les ménages dans leurs exploitations familiales.

2° Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles (cultures vivrières et palmier à huile)

Les données de suivi de ces indicateurs en 2020 sont reprises dans le tableau ci-dessous.

**Tableau n° 01 : Suivi des indicateurs de l'outcome**

<b>Outcome : Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans les provinces du Kasai oriental et de Lomami, dans un processus respectueux de l'environnement en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes.</b>							
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base (2015)	Valeur 2016	Valeur 2017	Valeur 2018	Valeur 2019	Valeur 2020	Cible finale
Niveau d'adoption des innovations durables par les ménages dans leurs exploitations familiales.	0	68 %	88 %	81 %	65 %	74 %	75%
Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles / saison agricole	< 50 USD	--	--	--	133 USD	168 USD	250 USD

### 3.2.2 Analyse des progrès réalisés

#### 3.2.2.1 Indicateur 0.1 : Niveau d'adoption des innovations durables par les ménages dans leurs exploitations familiales.

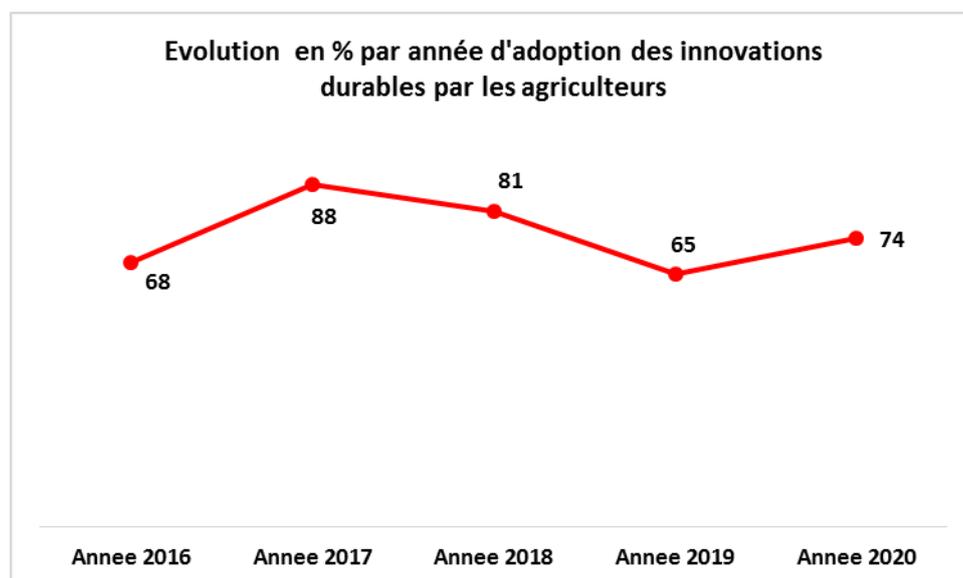
Le paquet technique d'innovation promu par PRODAKOR comprend les techniques agro-écologiques utilisables dans les parcelles vivrières mais aussi d'autres innovations telles que la pratique de l'agroforesterie, celle de la culture de palmiers avec des variétés améliorées, la

pisciculture avec des souches améliorées de poissons, ou une implication active dans les opérations de ventes groupées.

Sans être exhaustif, les innovations ont tourné autour des actions suivantes :

1. Utilisation de semences améliorées en particulier certifiées;
2. Pratique de l'association des cultures (maïs + légumineuses) ;
3. Utilisation de la jachère améliorante de *Mucuna pruriens* (plante légumineuse) ;
4. Utilisation d'autres plantes légumineuses comme engrais verts et cultures vivrières (arachide, niébé, soja, pois carré) ;
5. Respect des écartements de semis ;
6. Utilisation de biopesticides.
7. Introduction de variétés améliorées de palmier à huile
8. Introduction de pratiques agroforestières dans le système de production
9. Introduction de la pisciculture avec souches de poissons améliorées
10. Implication active dans un dispositif de vente groupée des produits agricoles.

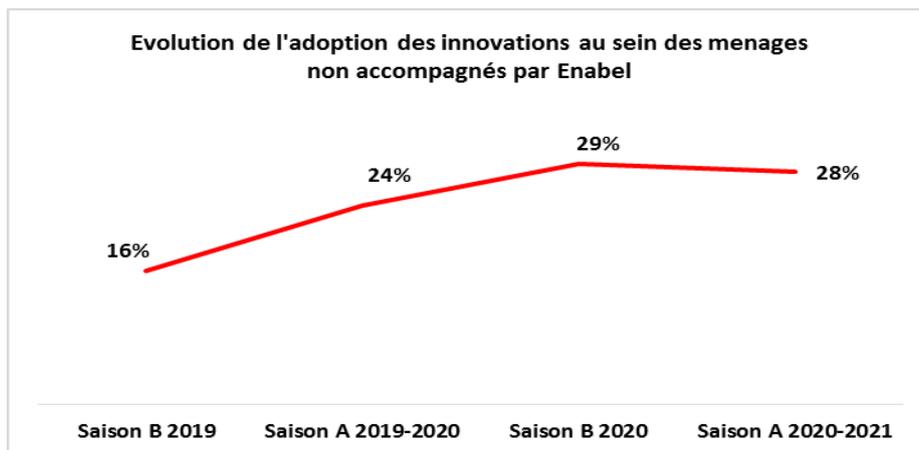
En 2020, des progrès notables sont constatés dans l'adoption des innovations par les ménages agricoles des bassins de production appuyés. Le taux d'adoption a atteint 74% par rapport à une cible de 68% pour l'année 2020. De plus, comme le montre le graphique ci-dessous, après un repli enregistré en 2018 et 2019, l'adoption des innovations est repartie à la hausse cette année 2020.



Les efforts d'appui-conseil, avec une mobilisation de plus d'agents des IPA cette année 2020, figurent sans doute parmi les causes de cette hausse. La baisse de l'adoption des innovations entre 2018 et 2019 montre la fragilité de certains acquis de PRODAKOR (avec un risque de retour aux anciennes pratiques à l'absence d'un moniteur agricole) et la nécessité d'assurer une continuité du service d'appui-conseil afin de les (acquis) consolider. Afin de toucher un plus grand public mais aussi de conforter les acquis, des émissions radios seront diffusées les saisons à venir pour promouvoir les techniques agroécologiques mais aussi les autres types d'innovation susceptibles de créer des changements positifs dans la zone.

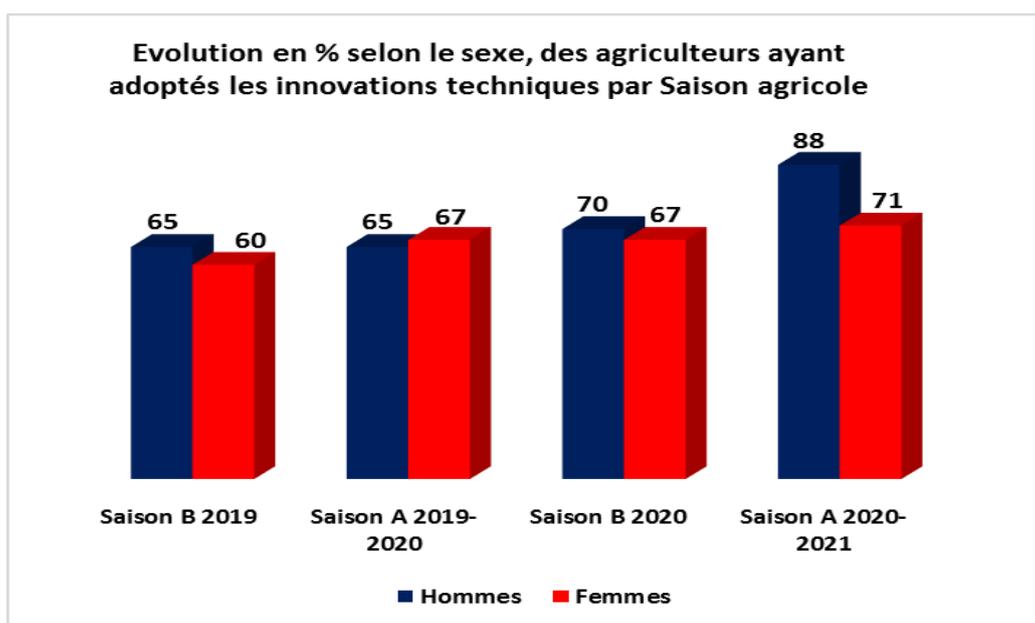
D'autre part, comme le montre le graphique ci-dessous, l'adoption des innovations par les ménages non-accompagnés s'est accrue entre 2019 et 2020. Bien que moins importante que chez les ménages accompagnés, elle représente une nouvelle encourageante surtout pour la durabilité des acquis du projet. En effet, si l'adoption d'innovations par les ménages accompagnés pourrait être imputable à la forte présence des moniteurs et des chefs de cellule qui usent de toute leur influence pour favoriser cette adoption, celle des ménages non-appuyés se fait avec plus de

conviction et est à ce propos plus durable.



En 2020, avec 69% l'adoption des innovations reste toujours plus modeste chez les femmes comparées aux hommes qui se trouvent à 77%. Cela s'explique par d'une part le fait que dans l'agriculture familiale, les femmes sont plus utilisées comme main- d'œuvre et non comme propriétaire des champs au même titre que les hommes. Considérées comme simple main-d'œuvre, elles influencent moins les décisions en matière de choix d'itinéraires techniques. D'autre part, les femmes participeraient moins dans les activités de démonstrations dans les champs d'expérimentation. Cependant, comme les années passées, l'adoption des innovations chez ces femmes est dans une dynamique croissante comme l'atteste aussi la croissance du nombre d'agricultrices de référence (67 en 2020 contre 39 en 2019). Des efforts substantiels devront être faits dans les années prochaines pour accroître le taux d'adoption d'innovations chez les femmes parallèlement à la promotion du leadership féminin dans le secteur. Une telle adoption chez ces dernières sera sans doute très bénéfique au secteur eu égard à leur plus grande responsabilité dans plusieurs opérations agricoles des ménages.

**Graphique 01 : Répartition des enquêtés ayant adopté les innovations en pourcentage selon le sexe.**



### 3.2.2.2. Indicateur 02 : Revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles

PRODAKOR, en plus de la promotion de techniques plus durables, cherche également à accroître les revenus des agriculteurs dans le Kasai et la Lomami conformément à la note technique de la DGD « De la subsistance à l'entrepreneuriat ».

L'enquête de la saison A 2020 a montré que ce revenu moyen se situe actuellement à 168 USD. Bien que mesuré sur une seule saison, ce niveau de revenu reflète bien la réalité de cette année 2020.

Par ailleurs, les enquêtes menées cette année montrent aussi que le revenu issu de l'agriculture au Kasai et Lomami est généré principalement par 5 spéculations. En termes de contribution au revenu agricole, le maïs vient en tête (50%) en générant près de la moitié des revenus des agriculteurs. Il est aussi la spéculations de base pour l'alimentation et arrive en tête des superficies emblavées. Suivent ensuite le niébé (22%), l'huile de palme (11%), le manioc (10%) puis l'arachide (7%) comme le montre le tableau ci-dessous.

Spéculations	Revenu en FC <sup>1</sup>	Revenu en \$US	% Contribution au Revenu Total
Maïs	166320	84	50%
Niébé	73260	37	22%
Arachide	23760	12	7%
Manioc	33660	17	10%
Huile de Palme	35640	18	11%
<b>Autres</b>	0	0	0%
<b>Total</b>	<b>332640</b>	<b>168</b>	<b>100%</b>

Comparé à celui de 2019, le revenu issu des activités agricoles de 2020 a progressé de 26%. La hausse consistante du revenu peut s'expliquer par une combinaison de plusieurs facteurs parmi lesquels sans être exhaustif on peut citer :

- Un meilleur accès aux semences de qualité surtout la dernière saison A 2020.
- Une pluviométrie généralement meilleure en 2020.
- Un dispositif d'appui-conseil plus densifié avec un triplement des agents des IPA mobilisés (bénéficiant des primes) permettant des conseils de proximité. Avec ces conseils de proximité, les producteurs qui ont installé le maïs dans des jachères de mucuna ont pu générer des rendements moyens de 1017 kg/ha avec des pics allant jusqu'à 3 860 kg/ha pour les agriculteurs de Ngandajika qui ont installé leur culture sur une jachère de mucuna. Le rendement moyen généralement observé est de 750 kg/ha.
- L'entrée en production des palmiers à huile variété CIRAD surtout ceux de 2015 et 2016 dont la production est dans une phase de croissance.
- Un volume de produits agricoles transformés avec par exemple une augmentation des quantités de maïs transformés dans les Unions de plus de 67% ainsi que de la valeur ajoutée aux mains des agriculteurs.

### 3.3 Performance de l'output 1



En 2020, le progrès réalisé pour l'atteinte de l'output 1 l'a été à travers quatre filières, à savoir, les trois principales filières agricoles appuyées par le PRODAKOR lors de la phase 1 : **semences**,

<sup>1</sup> Pour cette année le taux retenu est celui de 1980FC pour 1USD

**cultures vivrières, palmier à huile et la filière piscicole. Cette dernière a été ajoutée avec** l'avenant au DTF mis en place au début de 2020.

La stratégie d'impliquer des paysans dans la technique et le choix des innovations porteuses a joué aussi un grand rôle dans l'adoption des innovations agro-écologiques. En effet, avant la saison agricole, l'équipe de PRODAKOR a largement recueilli les avis des agriculteurs sur les meilleures techniques agricoles applicables dans les conditions de la zone. Sur cette base, la stratégie d'appui-conseil a été réajustée tenant compte de ces avis des agriculteurs.

A cela s'ajoute aussi, le niveau d'instructions des agriculteurs qui influence grandement l'adoption des innovations. Cette adoption est plus importante chez les agriculteurs qui ont fait des études secondaires et supérieures (76% d'adoption chez les agriculteurs de niveau secondaire et supérieur contre 69% d'adoption chez les niveaux primaires). Il a été aussi constaté que les agriculteurs qui pratiquent l'agriculture comme « source principale de revenu familial » adoptent plus facilement les itinéraires techniques préconisés (75% d'adoption chez les agriculteurs qui pratiquent l'agriculture comme principale source de revenu familial, contre 48 % d'adoption chez ceux qui ne la pratiquent pas comme principale source de revenu familial).

### 3.3.1 Progrès des indicateurs

Les progrès réalisés dans cet output sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 2 : Suivi des indicateurs de l'output 1

<b>Output 1 : Les services d'innovation technique, d'expérimentation paysanne et d'appui-conseil destinés aux exploitations agricoles familiales sont améliorés.</b>				
Indicateurs	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible finale
1. Pourcentage d'agriculteurs qui ont accès (physique et économique) aux semences de qualité	46	74		65
2. Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent des techniques agroécologiques dans leurs champs des cultures vivrières	46	70		65
3. Pourcentage d'agriculteurs qui disposent d'au moins 50 ares de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques (ITK)	58	60		70
4. Pourcentage d'agriculteurs qui attestent avoir bénéficié d'un appui-conseil des techniciens agricoles (privés ou agents de l'Etat)	91	98		95
5. Nombre d'alevins produits par le CAP-Tshioji.	ND	ND		45000
6. Nombre des ménages dont leurs activités piscicoles ont été relancées par l'appui du Programme dans les territoires de Ngandajika et de Tshilenge	ND	ND		200
7. Rendement des étangs piscicoles des ménages appuyés par le programme	ND	ND		600

La lecture du tableau ci-dessus, nous permet de dégager les enseignements suivants :

- ✓ Un accès très satisfaisant à la semence de qualité chez les agriculteurs appuyés par le programme avec un pourcentage d'accès de **74 % sur une cible de 2020 de 50%**. L'accès des femmes aux semences qui est de 69 % est sans doute plus faible par rapport

aux hommes (77%). Cette bonne performance en matière d'accès aux semences est certainement due au noyau d'agri-multiplicateurs qui ont pu se professionnaliser au fil des années et qui ont pu développer des stratégies/partenariats avec certaines organisations paysannes pour écouler leurs semences. Certains continuent de pratiquer le métayage (crédit semence en nature).

- ✓ Un recours très satisfaisant aux techniques agro-écologiques avec 70% des agriculteurs qui ont eu recours à l'une ou l'autre des techniques agroécologiques en 2020. La cible pour 2020 était de 50%. La densification de la mobilisation des techniciens des IPA figure parmi les causes de cette bonne performance.
- ✓ Un accès satisfaisant aux palmiers améliorés. Le pourcentage d'agriculteurs disposant d'au moins 50 ares de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques (ITK) est de **60%** sur un objectif de 60% pour 2020. Ainsi 2925 petits planteurs ont pu bénéficier de la variété depuis le début du projet. PRODAKOR prévoit un lot de graines prégermées de palmier variété améliorées en 2021 rendant très probable l'atteinte de la cible (70%) finale en 2022.
- ✓ Un accès aux services d'appui-conseil très satisfaisant avec un pourcentage d'agriculteurs ayant bénéficié d'un appui-conseil de **98% sur un objectif 92% en 2020**. Cet appui conseil a touché près de 20,000 producteurs en 2020. Le petit bémol pour cette performance reste le lien très probable entre l'accès aux services d'appui-conseil avec les ressources mobilisées dans le cadre du projet. En effet, le risque de voir une baisse de performance pour cet indicateur avec une éventuelle diminution des ressources mobilisées pour le partenaire IPA avec notamment les primes payées à ses agents, est très grand.

Les indicateurs liés au développement des activités aquacoles ajoutés par l'équipe du projet n'ont pas été mesurés cette année. Leurs mesures pourront commencer à partir de 2021 avec l'entrée en production des étangs d'alevinage à mi-2021. Pour rappel, ces étangs ont été empoissonnés au second semestre de 2020.

### 3.3.2 État d'avancement des principales activités

Tableau n° 3 : Etat d'avancement des activités de l'output 1

État d'avancement des principales activités <sup>2</sup>	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardés	En sérieux retard
<b>Sous-Résultat 1.1 Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final</b>				
1.1.1. Production de semences de pré-base selon des plans de production et gestion transparente au niveau de l'INERA et/ou au niveau d'agri-multiplicateurs professionnalisés		X		
1.1.2 Production de semences certifiées au départ de semences de base par des associations de producteurs et agri-multiplicateurs professionnalisés		X		
1.1.3 Production de semences de qualité déclarée (SQD) au départ de semences certifiées par des associations de producteurs et agri-multiplicateurs professionnalisés		X		

<sup>2</sup>

<b>Sous-Résultat 1.2 L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la recherche et développement (R&amp;D)</b>				
1.2.1 Introduction de techniques innovantes par le biais de la recherche participative		X		
1.2.2. Faciliter l'accès à des outils, équipements et petits intrants technologiquement appropriés			X	
<b>Sous-Résultat 1.3 La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée</b>				
1.3.1 Mettre en place et suivre une stratégie d'appui-conseil		X		
1.3.2. Accompagner les agronomes des secteurs, les OPB et les prestataires de proximité dans leur de fournitures de service et d'appui-conseil		X		
1.3.3. Etablir les liens avec les établissements d'enseignement technique de formation professionnelle agricole		X		
<b>Sous-Résultat 1.4. La culture du palmier à huile est consolidée dans le Kasai Oriental et la Lomami</b>				
Réalisation d'une évaluation scientifique des actions « palmiers » réalisées pendant la première phase			X	
Appui au renforcement du développement des vergers familiaux de palmiers à huile.		X		
Accompagnement des organisations de producteurs dans la conduite des vergers familiaux		X		
<b>Sous-Résultat 1.5. Appui au développement des activités aquacoles</b>				
1.5.1. Réhabilitation des infrastructures piscicoles du Centre d'Alevinage Principal (CAP) de Tshioji nécessaires au (re)développement des activités piscicoles et à l'enseignement théorique et pratiques de la pisciculture au sein de l'ITAV Ngandajika		X		
1.5.2. Identification des pisciculteurs encore actifs dans les Territoires de Ngandajika et de Tshilenge et analyse de la filière pisciculture et pêche dans ces territoires.		X		
1.5.3. Appui aux pisciculteurs actifs pour redynamiser la filière piscicole et organisations de formation sur les techniques d'aménagement des étangs, de mise en charge et de conduite de la pisciculture			X	
1.5.4. Actions test de repeuplement des étangs naturels			X	

En ce qui concerne l'état d'avancement des principales activités en 2020, celles du secteur semencier sont dans les délais. En effet, il y a eu :

- ✓ Dans le cadre d'une nouvelle convention de subside, mise en place de champs de maintenance variétale ayant permis de maintenir 2200 familles de maïs, 20 kg des semences de la catégorie souche et 757 kg de la catégorie prébase toutes espèces confondues. L'appui de PRODAKOR a permis la finalisation du système solaire de conservation au froid en vue de la maintenance variétale et plus particulièrement celles des semences souches. Depuis le début saison A2020, des semences souches de 8 variétés homologuées sont désormais conservées au froid parallèlement à la production en de semences prébase et base pour assurer l'approvisionnement diversifié et de qualité aux agri-multiplicateurs.
- ✓ Au cours de l'année 2020, l'accès à la semence par les utilisateurs finaux a connu une amélioration sensible. Cela a été confirmé par l'enquête du projet mais aussi le rapport du SENASEM Lomami et Kasai Oriental. Ce rapport mentionne que 656 ha des champs semenciers de maïs, niébé, arachide, soja et manioc ont été inspectés auprès de 67 agri-multiplicateurs et de l'INERA/Ngandajika. Un total de 274,5t des semences et 310 km des boutures de manioc avaient été certifiés ;

- ✓ Avec l'appui des phases précédentes du projet, les agri-multiplicateurs ont été renforcés. Quelques-uns qui se profilent comme de véritables entrepreneurs dans la production de semences certifiées ont été sélectionnés pour un accompagnement de proximité dans l'entrepreneuriat semencier. Le processus pour leur accompagnement a débuté et ils ont reçu en saison A2020, 1340 kg des semences de base et ils seront en plus dotés progressivement, en 2021, de capacités managériales pouvant leur permettre de bien développer leurs entreprises de production des semences de qualité certifiées. Leur accompagnement ciblera aussi le marketing de leurs semences. D'ores et déjà, le projet les appuiera avec des emballages étiquetés pour faciliter la commercialisation de leurs semences.
- ✓ Bien que la production de semences de qualité déclarée (SQD) ne soit pas encore formellement reconnue, il y a lieu de remarquer qu'une grande quantité des semences produites répondent aux critères de la SQD. La formalisation de cette catégorie permettra une grande avancée dans l'accès à la semence ;
- ✓ Il y a eu également l'appui, par PRODAKOR, au cours de 2020, de l'organisation d'une réunion des acteurs-clés du COPROSEM. Ces derniers ont élaboré le premier draft d'un mécanisme de fonctionnement autonome et durable du COPROSEM.

Par rapport à l'innovation et à la diversification au sein des exploitations familiales, si l'introduction de techniques innovantes est promettante, il faut toutefois reconnaître que la facilité pour l'accès à des outils, équipements et petits intrants technologiquement appropriés a pris du retard dû essentiellement au recrutement tardif du personnel. En effet, l'Expert agro-écologiste qui devait porter cette activité a été recruté avec un délai. Mis à part cela, les autres activités liées à ce volet ont bien progressé permettant de faire les réalisations suivantes : :

- ✓ Plus de 1191 OPB et 90 Agriculteurs et Planteurs de référence sont accompagnés dans leurs activités de production vivrières par des conseils directs mais aussi à travers des parcelles de démonstration des techniques agro-écologiques telles que : engrais verts, rotation des cultures, association des cultures. En 2020, les rendements moyens du maïs des paysans qui ont appliqué l'une ou l'autre technique agro-écologique se sont élevés en moyenne à 1017 kg à l'hectare. Ces rendements moyens pour les paysans qui ont eu une jachère de mucuna sont de l'ordre de 2 189 kg/ha avec des pics observés de 3 860 kg/ha dans la zone de Ngandajika. En outre, au moins 63 pépinières des agrumes et arbres à chenilles ont été mises en place pour soutenir l'aspect agroforesterie ;
- ✓ Un partenariat pour mettre en place une filière de formation sur la traction animale et promouvoir la culture attelée est en discussion avancée. Les échanges ont abouti aux modalités du démarrage des activités et à l'harmonisation sur des points de vue. La liste des matériels a été élaborée et le processus d'acquisition est en cours. La feuille de route et la Fiche d'Activités sont aussi en cours d'élaboration.

L'amélioration de la fonction d'appui-conseil aux producteurs s'est poursuivie normalement au cours de 2020. En effet :

- ✓ Deux Fiches d'Activité (FA) visant à appuyer les IPA et IPDR de 2 provinces à délivrer l'appui-conseil technique et organisationnel aux OPB des filières vivrières (maïs, niébé, arachide, soja et manioc) et pérennes (palmiers à huile, bananiers et essences forestières) agricole pour la saison A2020 ont été élaborées.
- ✓ Dans le cadre de la convention de subsides avec INERA et en synergie avec l'ITAV/Tshioji, un renforcement des capacités des élèves sortants et planteurs modèles sur les techniques de production de rejets de bananiers améliorés par la technique PIF est en cours.

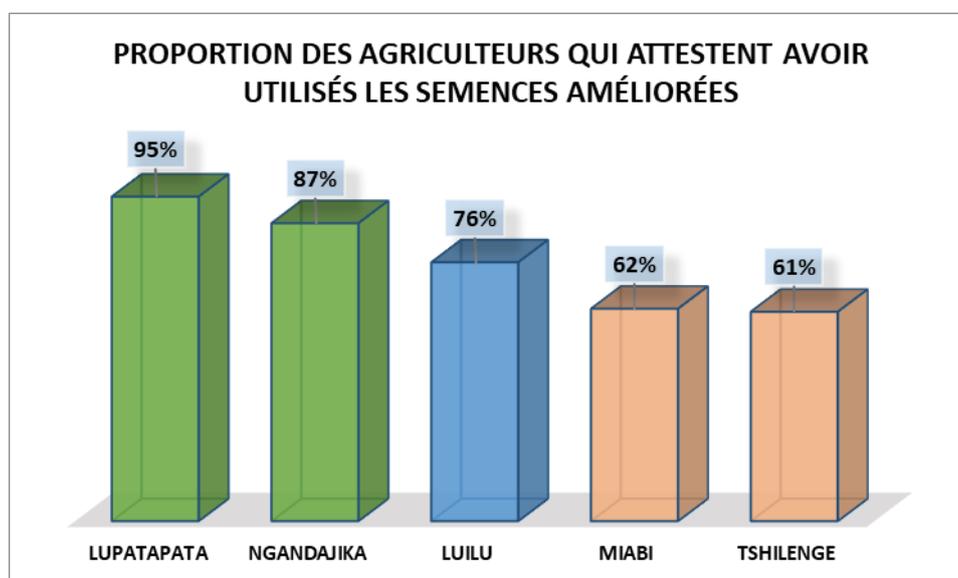
Les activités liées à la consolidation de la culture du palmier à huile ont connu une certaine avancée. En plus des 2658 agriculteurs ayant déjà réalisé 2173 ha de plantations de palmiers améliorés (variété CIRAD), il y a eu un nouvel approvisionnement de 74 000 graines prégermées mis à la disposition de 267 bénéficiaires pour emblaver près de 400 ha. L'évaluation de l'expérience palmier à huile a pris du retard à cause de la pandémie COVID 19. Cette activité a été replanifiée dans le courant de 2021.

Concernant les activités d'appui au développement du secteur piscicole, celles liées à l'appui aux pisciculteurs et au repeuplement des étangs ont connu de légers retards. Les réalisations dans ce sous-résultat ont principalement consisté à la réhabilitation et au repeuplement de 27 étangs d'alevinage ainsi que la construction d'une digue-barrage pour garantir l'approvisionnement en eau des étangs d'alevinage. Les étangs réhabilités ont été empoisonnés avec 32,000 alevins - souches de 3 espèces, à savoir : *Oreochromis niloticus*, *Clarias gariepinus* et *Heterotis niloticus*. Le CAP/Tshioji a été appuyé en matériels divers, en aliments des alevins et formations.

### 3.3.3 Analyse des progrès réalisés

#### **Sous-Résultat 1.1: Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final**

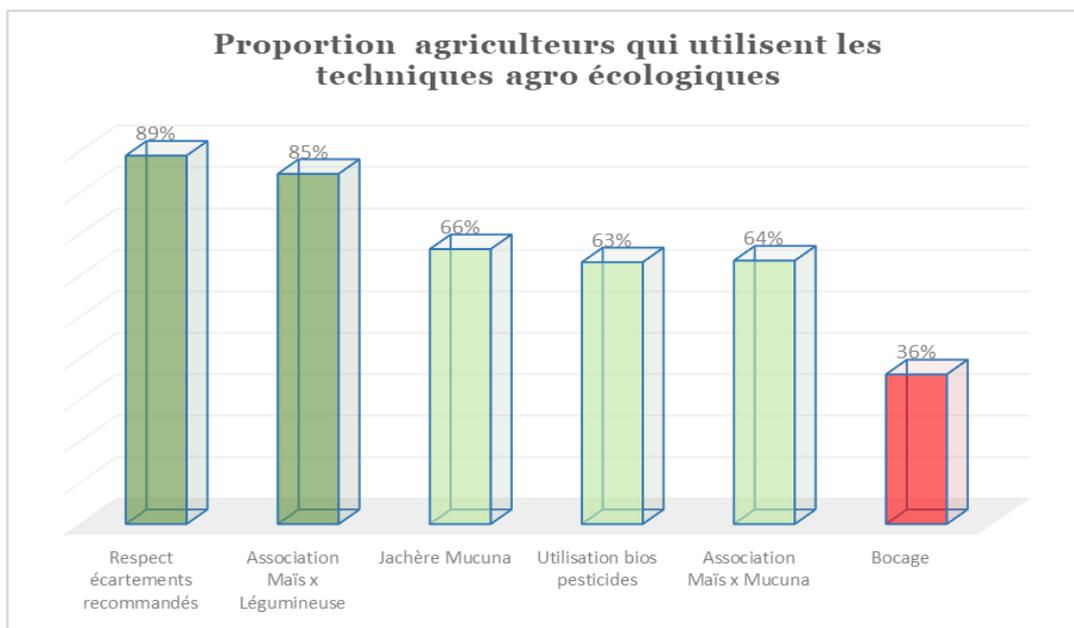
Comme mentionné plus haut, l'accès aux semences de qualité chez les agriculteurs appuyés par le programme est très satisfaisant avec un taux de 74% sur le 60% ciblés. Il faut mentionner cependant comme le montre le graphique ci-dessous cet accès est variable en fonction des territoires. Si à Lupatapata, l'accès est presque total (95%), il convient de noter que cet accès est relativement faible à Tshilenge avec un taux de 61%. Des efforts devront être faits dans les années à venir pour élever ce niveau d'accès et booster le secteur semencier dans ce territoire. Cette faible performance de Tshilenge (61%) s'explique aussi par le fait que ce territoire reste l'un où l'activité agricole est la moins florissante. Par ailleurs c'est dans ce territoire aussi qu'on trouve le plus faible pourcentage d'OPB de niveau autonome. Les stratégies qui se sont révélées gagnantes en matière d'écoulement de semences comme l'organisation de foires semencières ou le partenariat avec les Unions et OPB pour effectuer du métayage devraient être explorées dans ce territoire. Ce type de partenariat est en train d'être encouragé pour renforcer davantage l'accès aux semences de qualité.



**Graphique 01 :** Proportion des agriculteurs des territoires enquêtés qui déclarent avoir accès économique et physique à la semence de qualité.

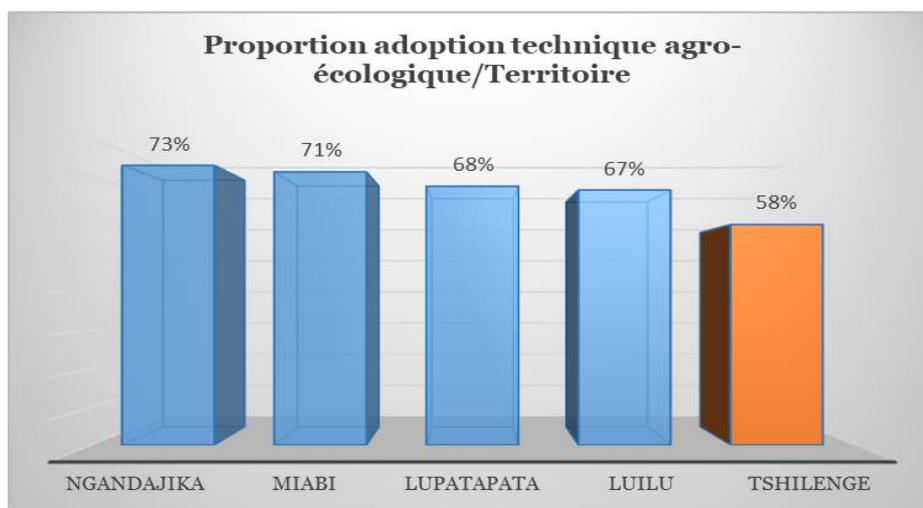
#### **Sous-Résultat 1.2 : L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la Recherche & Développement**

Une bonne performance est aussi notée au niveau du recours aux techniques agro-écologiques de 70% qui dépasse de loin la cible visée pour cet indicateur en 2020 qui est de 50%. Avec un taux d'utilisation par 89% des agriculteurs, le respect des écartements est sans doute la technique la plus utilisée. Les techniques agroforestières particulièrement le bocage sont les techniques les moins bien utilisées à l'heure actuelle (36%). L'installation de pépinières (agro)forestières en cours ainsi que le recrutement d'un expert en Agroforesterie-sylviculture devrait permettre de hausser la place de l'agroforesterie parmi les techniques agroécologiques les plus utilisées.



**Graphique 04 :** Proportion agriculteurs qui utilisent les techniques agro-écologiques appuyées.

Par rapport aux territoires, l'adoption de ces techniques est plus importante dans les territoires de Ngandajika et de Miabi. Le territoire de Tshilenge vient en dernière position avec 58%. Le caractère moins agricole de ce territoire si proche de la ville minière de Mbuji Mayi explique cette moins bonne performance comme le montre le graphique ci-dessous.



Il n'a pas été possible de disposer des données sur la production et le rendement en 2020, étant donné que suite à la situation particulière de l'année 2020 (Covid-2019), l'enquête après la récolte

de la saison B2020 n'a pas pu avoir lieu et que celle de la saison A2020 devra attendre la récolte qui interviendra entre février et mars 2021.

***Sous-Résultat 1.3 : La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée***

En saison A 2020, grâce à des fiches d'activités, PRODAKOR a accompagné les IPA de 2 Provinces dans la délivrance des services d'appui-conseil. Près de 20 000 agriculteurs et planteurs, issus de 1425 OPB de la zone d'intervention de PRODAKOR, ont reçu régulièrement des conseils techniques agricoles de 180 techniciens dans 870 parcelles expérimentales, exploitations familiales, pépinières de palmier à huile, vergers expérimentaux ou plantation de palmier à huile. Les agriculteurs accompagnés incluent 376 agriculteurs, planteurs de référence et indépendants. En dehors du renforcement des connaissances des techniciens d'IPA, le projet a pu dans une logique dégressive mettre à la disposition des techniciens des IPA des primes de motivation, du carburant et lubrifiant pour faciliter leur mobilité sur le terrain. Pour le territoire de Kamiji où les activités de PRODAKOR venaient d'être relancées après leur suspension depuis 2018 suite au phénomène Kamwina Nsapu, des vélos, des imperméables, des bottes, des sacs à dos, des registres et stylos ont été ajoutés à l'appui des 15 Moniteurs agricoles mobilisés pour la zone. En saison A2020, les activités d'appui conseil dans les parcelles expérimentales, champs communautaires et individuels étaient centrés autour des 5 principaux Itinéraires Techniques (ITK) suivants :

- (i) Association Maïs + Mucuna ;
- (ii) Association Maïs + Niébé/Arachide ;
- (iii) Association Maïs + Stylosanthes ;
- (iv) Association Maïs + Vigna angularis (KAMBOLOKON) et
- (v) Jachère Mucuna

En vue de renforcer l'agroforesterie au sein des exploitations agricoles, 252 pépinières accueillant plusieurs espèces d'agrumes (mandarinier, orangers, citronniers et pamplemoussiers), d'arbres à chenilles (Maesopsis et Antadopsis) et d'arbre pour bocage (Acacia) ont été mises en place.

L'accompagnement qui a touché 98% des agriculteurs des bassins de production continuera cette saison B 2021 et A 2021 afin de consolider les acquis.



*Distribution d'équipements de travail (vélos, bottes, imperméables, cartables et autres documents de travail) aux moniteurs de l'ITA/Kamiji.*

### ***Sous-Résultat 1.4 : La culture du palmier à huile est consolidée dans le Kasai Oriental et la Lomami***

PRODAKOR a continué à accompagner les 2658 planteurs de palmiers à huile qui avaient emblavé 2508 ha de la variété CIRAD entre 2014 et 2019. Grâce aux fiches d'activité de soutien aux IPA, l'appui-conseil a été délivré aux planteurs avec un focus sur les planteurs de référence. Avec l'entrée en production des palmeraies de 2016, des formations de mise à niveau portant sur l'entretien des palmeraies en rapport (production) ont été aussi données aux techniciens des IPA chargés de les dupliquer auprès des planteurs. Afin de répondre à une demande de la variété CIRAD de plus en plus croissante des agriculteurs, en fin 2020, un nouveau lot de 74000 graines prégermées a été commandé pour servir 267 bénéficiaires à emblaver environ 400 ha. Des pré-pépinières, à travers les 15 bassins de production qui constituent la zone d'intervention de PRODAKOR sont déjà en place.



*Réception d'un nouveau lot de 74 000 noix pré-germées variété CIRAD en octobre 2020*

Par rapport à 2019, il y a eu une augmentation de 2% des planteurs disposant des palmeraies d'au moins 50 ares. La proportion de ces planteurs est passée de 58% en 2019 à 60% en 2020. Ceci s'explique par le fait que la mise en place définitive du dernier lot (2018) des noix pré-germées distribué aux bénéficiaires s'est poursuivie en 2020. Les données montrent que le territoire de Ngandajika vient en tête avec 72% tandis que Lupatapata enregistre moins des planteurs ayant au moins 50 ares, soit 27%. Les territoires de Tshilenge et Luilu ont respectivement les proportions de 67 et 62% et celui de Miabi, 58%.

Les premiers palmiers mis en terre en 2015 et 2016 ont commencé à donner de petits régimes depuis 2019. L'année 2019 était donc la première année de l'entrée en rapport de la variété améliorée de palmier à huile introduite dans la zone d'intervention du PRODAKOR. Le nombre des régimes en 2019 avait varié de 8 à 22, avec une moyenne de 12 régimes par palmier. Ce nombre moyen est passé à 15 régimes avec une taille des régimes qui s'est sensiblement accrue.

Il y a lieu de noter qu'en mi-août 2020, il avait été observé, à Tshioji, dans une palmeraie de la variété PalmElit-CIRAD, la pourriture mole des fruits dans la partie terminale des régimes et la « rouille orangée » sur les feuilles. Une enquête sommaire et rapide avait été diligentée dans quelques bassins de production en vue de se rendre compte de la situation sur un échantillon plus large. En conclusion, il avait été noté que : (i) les symptômes observés sur les feuilles ne sont pas à imputer à la variété « PalmElit-CIRAD » ; (ii) selon les symptômes constatés sur les feuilles, toutes les palmeraies évaluées (CIRAD et Locales) seraient en souffrance potassique ; (iii) la pourriture mole des fruits dans la partie terminale des régimes n'a pas été observée dans la plupart des palmeraies évaluées, il s'agirait du reste d'une infection moins alarmante car due à la

proximité des premiers régimes avec le sol. En échange avec PalmElit-CIRAD, la recommandation suivante avait été faite : (i) faire un diagnostic agronomique de la nutrition minérale des sols des différents bassins dans lesquels sont implémentées les palmeraies avec la variété « PalmElit-CIRAD » en vue des recommandations idoines. Ce diagnostic pourra se faire lors de l'évaluation scientifique programmée initialement en 2020, mais qui, sauf imprévu, sera finalement effective en 2021.

### ***Sous-Résultat 1.5 : Appui au développement des activités aquacoles***

L'année 2020 a été consacrée essentiellement à appuyer la relance des activités d'élevage du CAP-Tshioji. Cela a été possible après la réhabilitation de 27 étangs d'élevage, la construction d'une digue-barrage de l'étang de captage d'eaux. CAP a été appuyé pour acquérir 32,000 alevins-souches-géniteurs de 3 espèces qui ont permis la mise en charge des étangs. L'appui donné au CAP comprend aussi des intrants (aliments des alevins) et du matériel de pisciculture.

Présentement, il s'y poursuit la conduite de l'élevage pour la production effective des alevins à mettre à la disposition des ménages impliqués dans cette filière piscicole.

L'identification des ménages piscicoles bénéficiaires est actuellement en cours. Elle pourra se clôturer au début de 2021 pour enchaîner directement avec leur accompagnement technique surtout pour l'aménagement de leurs étangs piscicoles, la facilitation à l'accès aux alevins et la mise en charge des étangs remis dans des normes techniques d'exploitation pour une bonne production piscicole figurent aussi parmi les activités à supporter.

Les actions test de repeuplement en poissons des étangs naturels qui ont été identifiés dans la zone du Programme pourront être envisagées après une étude socio-économique et culturelle pour déterminer leur droit de jouissance et les aspects socio-culturels qui les régissent. Le marché de recrutement d'une consultance pour mener cette étude sera lancé en ce début 2021.



*Fig : Mise en charge des étangs de production des alevins au CAP-Tshioji.*

### 3.4 Performance de l'output 2



Il était prévu en 2020 d'étendre les appuis du volet conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles aux OPB migrant vers niveau 3 et aux planteurs et agriculteurs de référence. Ainsi, outre les 4 Unions CIPOUD, FUTULUKAY, PRODDIM et UADAT appuyées en 2019, l'Union UADR, 17 OPB migrant vers le niveau 3 et 44 agriculteurs et 22 planteurs de référence ont sélectionnés pour recevoir les appuis matériels. Ils ont été accompagnés tout le long de 2020.

Comme mentionnés dans le DTF, les 3 indicateurs ci-après ont servi à mesurer les progrès réalisés pour cet output :

- Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles ;
- Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation ;
- Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées.

#### 3.4.1 Progrès des indicateurs

*Tableau n° 4 : Suivi des indicateurs de l'output 2*

##### Les mesures

<b>Output 2 : Les services de conservation, de transformation et de commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorés</b>				
Indicateurs	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Valeur cible année 2022
1. Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles	68	64		80
2. Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation	39	15		80
3. Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées	68	53		80

Globalement, il est à noter que les réalisations dans le volet post **récoltes telles que mesurées par ces indicateurs sont en-deça des cibles fixées pour 2020** dans le DTF; des cibles qui étaient de 70%, 45% et 71% successivement pour l'utilisation des services de vente groupée; celles de la transformation et celles d'entreposage.

La mesure de ces indicateurs en 2020 a été élargie à des agriculteurs et des planteurs de référence ainsi qu'à des OPB 3 sensés recevoir des appuis post-récolte cette année 2020, des appuis qui ont tardé à être livrés. Aussi, contrairement à 2019 où la mesure n'avait été faite qu'autour des Unions qui avaient plus de facilités pour toucher les membres. De plus en 2019, cette mesure était limitée à un rayon de 2 km contrairement à 2020.

Il convient de noter que même si le recours aux services de transformation a diminué (compte tenu de la méthode de calcul de l'indicateur associé aux services de transformations), les

quantités de produits agricoles transformés ont significativement augmenté cette année 2020. En effet, la quantité de maïs transformée a augmenté de 67% de 2019 en 2020 pendant que celle de l'huile de palme a augmenté de plus 175% pour la même période.

L'accompagnement des OPB 3, des agriculteurs et planteurs de référence sera intensifié en 2021 avec des appuis ciblés en équipements de transformation (Malaxeur motorisé d'huile de palme et égreneuse motorisée de maïs) et structures de stockage (construction de dépôts relais ou secondaires) de produits agricoles et en renforcement de capacités sur la commercialisation (vente groupée), le marketing, l'entrepreneuriat rural et la gestion financière.

### 3.4.2 État d'avancement des principales activités

Tableau n°5 : Etat d'avancement des activités de l'output 2

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
Sous-résultat 2.1 : Les OPA et groupements disposent des équipements de transformation et de stockage				
2.1.1. Faciliter l'accès aux équipements de stockage et de transformation des produits agricoles			x	
2.1.2. Accompagner les propriétaires dans la gestion et la maintenance des investissements		x		
2.1.3. Poursuite de l'amélioration de la qualité des produits mis sur les marchés		x		
Sous-résultat 2.2 : Améliorer les capacités des OPA et de leurs faitières dans la commercialisation				
2.2.1. Appui aux activités de marketing et de commercialisation des produits agricoles		x		
2.2.2. Accompagnement en entrepreneuriat agricole		x		

Comme mentionné plus haut et dans le tableau ci-dessus, la facilitation à l'accès aux équipements de transformation de produits n'a pas été finalisé dans les délais bien que 14 malaxeurs motorisés d'extraction d'huile de palme prévus en 2020 aient été effectivement livrés et 11 égreneuses motorisées de maïs sont en cours de livraison (dédouanement en cours à Kinshasa). Le retard dans l'accès aux malaxeurs est dû au fait que les 14 hangars qui les (malaxeurs) abriteront sont en cours de construction, donc les machines non installées. Le temps pris pour la sélection des sites dans un objectif de maillage des services de transformation constitue une autre explication de ce retard.

Le système d'information sur les marchés (SIM) et sur les prix (SIP) est opérationnel dans la zone. Les agriculteurs se servent des informations provenant de ce système pour déterminer le meilleur moment de vente de leurs produits gardés en stock. Cependant le système de suivi des statistiques de production, de transformation et de commercialisation n'est pas encore au point.

L'accompagnement des Unions et des nouveaux bénéficiaires des infrastructures et équipements se poursuit, afin de renforcer leurs capacités en entrepreneuriat, en gestion ainsi que la transparence dans la gestion des biens collectifs, car très souvent ce sont des insuffisances en matière de gestion qui causent la faillite de ce genre d'initiatives. Un coaching rapproché est assuré auprès des gestionnaires des Unions ; et, cela va se poursuivre aux nouveaux bénéficiaires à l'année 2021 parallèlement à la dotation en équipements et infrastructures de stockage et de transformation de produits agricoles.

### 3.4.3 Analyse des progrès réalisés

#### 3.4.3.1 : Les OPB et groupements disposent des équipements de transformation et de stockage

En 2020, les ménages agricoles autour des Unions ont pu vendre de la farine de maïs Mus et de l'huile de palme bien traitées et conditionnées, dans les sacs pour la farine et dans des bidons pour l'huile, avec les labels de leurs structures. Les dépôts construits en 2019 ont permis aux agricultures de regrouper leurs produits des villages réduisant ainsi le coût de transport et de manutention.

Par ailleurs, les équipements de transformation pour les nouveaux bénéficiaires sont en cours de livraison ; et les infrastructures de stockage pour ces derniers seront construites en 2021.

#### 1° Transformation du maïs grain en farine de qualité

Les statistiques comprises dans le tableau ci-dessous montrent une évolution de 67,7% des quantités de maïs transformés en cette année 2020 par rapport à l'année 2019.

Tableau n°6 : Quantité de farine de maïs produite et valeur monétaire

Unions	Nbre OPB impliquée	Nbre personnes impliquée	Produits transformés			
			Maïs Kg	Farine kg	Rendement %	Valeur farine USD
CIPOUD	2	4	990	881	89	405
FUTULUKAY	1	4	2 600	2 080	80	1352
PRODDIM	6	49	27 000	22 900	85	17 830
UADAT	2	6	1846	1 665	90	1665
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>63</b>	<b>32 436</b>	<b>27 526</b>		<b>21 252</b>
Moyenne de rendement					<b>86</b>	

D'autre part, ce tableau montre que les équipements mis à la disposition des Unions ont permis un rendement de transformation de 86% ; un rendement très satisfaisant si on le compare à celui généralement obtenu pour ce type d'équipements qui est de 75 %.

Pour ce qui est de la farine de maïs, les Unions ont réalisé 21 252USD de recettes contre 15 056 USD en 2019. Une grande performance est constatée au niveau de l'Union PRODDIM de Kanyenga dans le territoire de Ngandajika, qui a traité 83% de la quantité de maïs grain.

Signalons que 1 kg de maïs grain est vendu en moyenne à 0,4 USD par le paysan aux commerçants à la récolte. Après une transformation (qui inclut aussi l'emballage et l'entreposage, le tout coutant 0,12 USD au total), le maïs est généralement vendu à 0,7 USD aux consommateurs après transformation par les Unions des OPB. Donc une valeur ajoutée de 0,18USD ou 34,6% en valeur relative.



Sacs de farine de maïs Mus entreposé pour la vente (Farine produite par l'Union CIPOUD)

Avec un seuil de rentabilité évalué à 4 061USD, ou 10 152,5Kg de maïs à transformer par année pour une unité (de transformation de maïs), l'Union PRODDIM est parvenue à dépasser ce seuil et est en train déjà d'opérer dans une zone de rentabilité malgré les contraintes diverses rencontrées surtout cette année. En effet, pour cette première année de pleine exploitation, l'Union a pu générer un chiffre d'affaire de 17 830 USD en transformant plus de 27 tonnes de maïs grains. Compte tenu de ce succès, PRODDIM est offert en exemple aux autres Unions pour leur permettre de s'en inspirer et de positionner durablement, dès 2021, la transformation de maïs dans la zone de rentabilité afin d'assurer la durabilité de ces unités de transformation et surtout des services qu'elles offrent aux agriculteurs.

## 2° Extraction d'huile de palme

Les nouvelles palmeraies avec la variété CIRAD étant encore en phase de démarrage de la production, donc une production des régimes de noix de palme encore négligeable, les Unions disposant les équipements d'extraction d'huile de palme se sont contentés d'extraire l'huile des agriculteurs à partir de noix Dura qui existent dans le milieu.

Les statistiques récoltées auprès de l'Union FUTULUKAY et UADAT montrent que près de 179 personnes au total ont recouru régulièrement aux équipements fournis par PRODAKOR pour réaliser leurs opérations d'extraction d'huile à l'année 2020.

*Tableau n°7 : Quantité d'huile de palme produite par les Unions des OPB*

UNIONS	Nbre OPB impliquée	Nbre personnes impliquées	PRODUITS D'HUILE		
			Noix kg	Huile kg	Rendement %
FUTULUKAY	4	16	49300	12 325	25%
UADAT	6	163	24565	6 141,25	25%
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>179</b>	<b>73865</b>	<b>18466,3</b>	

Sur les trois Unions ayant bénéficié des équipements d'extraction d'huile de palme, seule PRODDIM n'a presque pas travaillé avec ses équipements. En effet, les palmeraies (CIRAD) des

membres bien que significatives sont encore jeunes et génèrent peu de production et que les palmiers traditionnels localisés aux alentours génèrent de très faibles productions.



*Malaxeur motorisé d'extraction d'huile de palme (village Kanyenga, territoire de Ngandajika)*

L'Union UADAT a produit près de 6 tonnes d'huile de palme à l'aide d'un malaxeur motorisé et avec un rendement d'extraction de 25%, alors que l'Union FUTULUKAY a produit environ 12 tonnes d'huile de palme à l'aide d'une presse à huile motorisée, une technologie d'extraction différente du malaxeur motorisé et aussi le taux d'extraction est de 25%.

Il faut signaler que le rendement de ces deux équipements dépasse largement celui des malaxeurs artisanaux, qui se situe entre 10 et 12%. Ils sont (rendements d'extraction d'huile obtenus par les Unions) proches de ceux des unités industrielles qui se situent entre 28 à 32%.



*Presse motorisée d'extraction d'huile de palme (Village Lusuku, territoire de Luilu)*

Quant au seuil annuel de rentabilité de l'exploitation de la presse d'extraction d'huile de palme, il est de 2 150USD, soit 150 930Kg de noix/an ; et celui du malaxeur est de 950,4USD, soit 89 760kg de noix de palme par an. Les deux Unions sont restées en dessous de ce seuil dans cette année 2020. Les responsables ont été sensibilisés sur la nécessité d'accroître les efforts de mobilisation de noix/régimes de palme l'année 2021 pour atteindre ce seuil qui est gage de la continuité et d'accès à ce service d'extraction d'huile de palme

Le faible taux d'utilisation de ces équipements s'explique par les grandes distances que doivent parcourir les ménages agricoles (plus de 2 km parfois) avec leurs noix de palme pour atteindre les unités d'extraction.

Pour résoudre ce problème, il faudra que les Unions disposent d'un moyen de transport des noix des paysans lointains vers ces Unités. La mobilisation de ressources internes y compris leur cash-flow sera envisagée avec les responsables des unions en 2021.



*Tournage du manège de malaxeur traditionnel à la force musculaire des enfants*

Par ailleurs, ces équipements motorisés d'extraction d'huile ont réduit sensiblement le temps de travail d'extraction qui est passé de 6 heures (en extraction artisanale), pour 170 kg de noix de palme, (de la cuisson des noix à la clarification d'huile), à 2 heures 30 minutes. Ils ont aussi permis d'alléger la pénibilité de travail surtout pour les femmes tout en permettant d'éloigner les enfants qui souvent participaient au tournage des malaxeurs traditionnels (comme le montre la photo ci-dessus). D'ailleurs, ces équipements sont maintenant manipulés par les hommes, membres de ces Unions (voir photo ci-dessus) permettant de libérer les femmes pour d'autres tâches.

L'expérience de ces équipements étant fructueuse, 14 nouveaux malaxeurs motorisés ont été achetés par le programme en novembre de cette année pour être installés au début de l'année 2021 dans huit bassins de production où les palmeraies CIRAD sont en phase de production.

### **3° Egrenage de maïs**

À la fin de l'année 2019, les 4 Unions avaient été appuyées avec 1 égreneuse motorisée de maïs chacune. Ces égreneuses et n'ont été utilisées qu'en 2020. Le tableau 08 ci-dessous donne les statistiques de production de ces égreneuses par Union :

*Tableau n°08 : quantité de maïs grain par Union*

Union	Maïs grain égrené en kg	Valeur du service rendu en USD
CIPOUD	14 141	212
FUTULUKAY	1 500	22,5
PRODDIM	15 000	2250
UADAT	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>30 641</b>	<b>2484,5</b>

Il se dégage du tableau ci-dessus qu'environ 30,6 tonnes de maïs ont été égrenés cette année 2020 par les égreneuses mises à la disposition de ces 4 Unions. 96,6% de cette quantité de maïs égrenés dans l'année 2020 sont de CIPOUD (46,6%) et PRODDIM (50%). L'expérience de PRODDIM montre que le modèle d'équipement mis à la disposition des Unions permet d'égrener en une heure 500Kg de maïs; quantité qui aurait nécessité au moins 83 jours si égrenée manuellement.



*Egreneuse motorisée de l'Union CIPOUD (village Kamanda Kadile)*

Comme pour les malaxeurs, les égreneuses motorisées réduisent substantiellement le temps consacré à l'égrenage, diminuent sa pénibilité et allègent les tâches des femmes (avec implication des hommes dans l'égrenage) tout en éloignant les enfants de ces types de travaux.

Le seuil de rentabilité moyen de l'égreneuse est 700USD par an, soit environs 46 tonnes de maïs par an. Aucune Union n'a atteint ce seuil cette année 2020. La nouveauté de cet équipement ainsi que les difficultés pour transporter le maïs en épis des champs vers les sites d'installation de ces

égrenées expliquent cette faible performance. Il a été convenu qu'en 2021, les Unions devront faire circuler leurs égrenées dans les localités voisines pour accroître les quantités égrenées et espérer renouveler l'équipement dont le prix local est estimé à 1 760 USD d'à partir de 3 ans après sa mise en service.

### **8. Entreposage des produits agricoles**

En 2019, PRODAKOR avait construit trois dépôts en faveur des Unions CIPOUD, PRODDIM et UADAT soit pour agrandir leur capacité de stockage (cas de PRODDIM et CIPOUD) soit par manque d'infrastructure de stockage (cas de UADAT) pour diminuer les pertes post-récoltes et faciliter le regroupement des produits agricoles de leurs membres. Jusqu'à présent, ce regroupement est souvent fait dans le but de faciliter la vente groupée des produits agricoles.

En termes de produits stockés dans les dépôts, l'essentiel est constitué de maïs et de manioc comme le montre le tableau ci dessous.

*Tableau n°09 : Quantité des produits agricoles stockés par Union*

UNIONS	Nbre personne impliquées	Quantité des produits			
		Maïs Kg	Niébé Kg	Manioc Kg	Huile conditionnée litre
CIPOUD	22	8 877	690	43 680	0
FUTULUKAY	10	10 748	465	5 000	7 250
PRODDIM	70	537 600	5 100	81 200	0
UADAT	29	1 840	0	0	3 74,5
<b>TOTAL</b>	<b>131</b>	<b>559 065</b>	<b>6 255</b>	<b>129 880</b>	<b>7 624,5</b>

Le tableau montre aussi que l'Union PRODDIM du village Kanyenga du Territoire de Ngandajika a plus stocké de produits en 2020 (96% de maïs, 81,5% de niébé et 59% de manioc par rapport aux stocks de toutes les Unions). Ceci a comme conséquence l'installation de plus en plus de grossistes pour l'achat des produits. Avec le regroupement des produits, les tracasseries administratives et policières qui pèsent sur le prix de revient des produits des paysans ont été réduites.

### **3.4.3.2. Les capacités des OPB et faitières dans la commercialisation sont améliorées**

#### **1. Appui aux activités de marketing et de commercialisation des produits agricoles**

Un système d'information de marché (SIM) simplifié a été mis en place depuis 2018 et il a continué à fonctionner normalement en 2020, dans la zone d'intervention du PRODAKOR. Le système fonctionne de manière autonome en étant totalement pris en charge par les Unions des OPB elles-mêmes et permet aux agriculteurs de prendre les meilleures décisions pour la vente de leurs produits.

Le système de vente groupée des produits des membres des OPB membres des Unions a été adopté depuis 2017 comme mode privilégié de commercialisation des produits agricoles. Ce système de vente groupée ayant montré une certaine efficacité, les agriculteurs y adhèrent de plus

en plus. Il améliore la position des agriculteurs dans les chaînes de valeur. Les agriculteurs réunis en groupe et disposant d'un endroit approprié pour un stockage décent de leurs produits possèdent une meilleure capacité de négociation surtout face à des commerçants non autochtones qui ne pourraient appliquer le même prix pour l'ensemble des participants. La vente groupée permet aussi de lutter contre les unités de mesure non standards qui favorisent souvent les commerçants.

En 2020, 4 Unions d'OPB ont été accompagnées dans leurs opération de vente groupée. Cette opération a concerné cette fois près de 21 OPB membres de ces Unions, sur un total de 90. Elle a concerné à la fois les produits bruts mais aussi transformés. Le tableau ci dessous donne les quantités qui ont été commercialisées selon le système de vente groupée.

*Tableau n°10 : Quantités des produits agricoles vendues par les Unions en vente groupée*

UNIONS	Nbre OPB impliqué	Nbre personne impliqué	Quantité des produits vendus							
			Maïs Kg	Valeur USD	Niébé Kg	Valeur USD	Manioc Kg	Valeur USD	Huile conditionnée litre	Valeur USD
CIPOUD	4	22	8 877	5 175,3	690	862,5	43 680	15288	0	0
FUTULUKAY	3	10	10 748	6 514	465	469,5	13 000	5909	7250	4821,4
PRODDIM	8	20	97 300	48 500	5 100	3 187,5	81 200	28 275	0	0
UADAT	6	24	1 840	1 073	0	0	0	0	374,5	224,7
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>76</b>	<b>118 765</b>	<b>56 087</b>	<b>6 255</b>	<b>4 519,5</b>	<b>137 880</b>	<b>49 472</b>	<b>7 624,5</b>	<b>5 046,1</b>

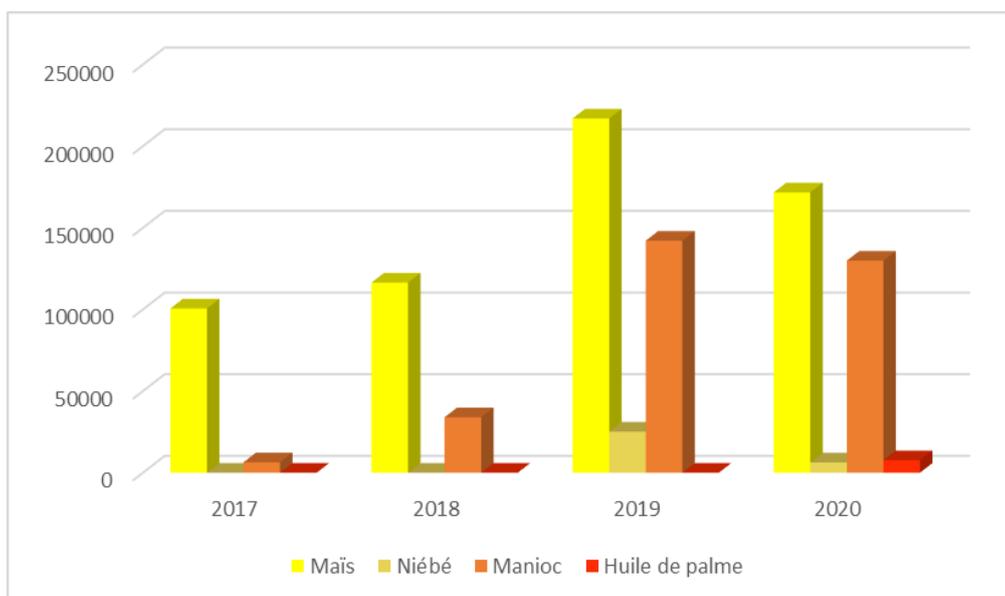
La vente d'huile conditionnée dans de bidons étiquetés est aussi introduite aux marchés cette année 2020.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les quantités de produits vendus ont connu une baisse cette année par rapport à l'année 2019. Ces quantités sont toutefois restées dans les mêmes tendances que les années 2017 et 2018. Parmi les facteurs explicatifs de cette baisse, il y a lieu de citer l'existence l'année passée d'une forte demande favorable aux ventes groupées, une demande qui était portée par des ONG internationales dans le cadre d'une réponse à une crise alimentaire dans la zone. Cette demande était favorable tant en termes de quantité qu'en termes de prix offerts. Cette année, le marché est retourné à la normale avec des niveaux de vente groupée similaire à ceux des années 2017 et 2018 comme le montre le graphique ci-dessous.

Pour le maïs, l'Union PRODDIM de Ngandajika a vendu environs 60% de la quantité totale et elle a réalisé plus des recettes par rapport à l'année 2019 où à l'Union UADAT de Tshilenge, qui est plus proche de Mbuji Mayi (environ 55 km), avait une meilleure recette.

Sa transformation (avec des malaxeurs de meilleure performance) aidant, la vente d'huile de façon groupée a été introduite cette année 2020. En plus de l'amélioration de sa qualité, celle de son conditionnement avec des bidons plastiques étiquetés de 5 litres et de 20 litres notamment chez l'Union FUTUTLUKAY et l'OPB féminine PFP (voir statistique de PFP output 4) a permis aux bénéficiaires d'obtenir des prix très rémunérateurs avec des prix unitaires et des marges qui ont plus que doublé.

Graphique n° 7 : Evolution des ventes des produits agricoles de 2017 à 2020



Quelques sacs de maïs stockés dans le dépôt en prévision de l'opération de vente groupée (village Kanyenga, territoire de Ngandajika).



La vente groupée des produits et la commercialisation de produits finis par les agriculteurs semblent avoir été les deux activités qui ont répondu favorablement, pour le moment, à l'atteinte de l'output 2 et de l'Outcome. Ces deux activités vont se poursuivre et seront renforcées en 2021 avec 5 Unions, 17 OPB 3, ainsi que les OPB qui accueillent les 44 agriculteurs de référence et 24 planteurs de référence.



*Huile conditionnée dans le bidon étiqueté de 5 litres pour la vente par FUTULUKAY*



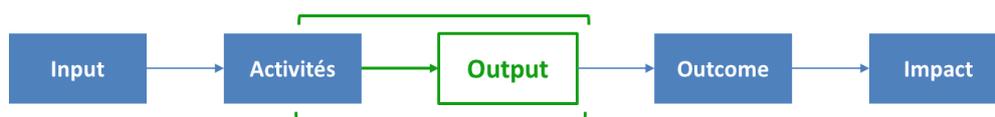
*Farine de qualité de maïs Mus conditionnée dans les sacs de 25Kg et 10Kg pour la vente (Union CIPOUD)*

Ces activités ont créé 18 emplois permanents et rémunérés autour des Unions des OPB et des unités de transformation (4 emplois en moyenne par Union).

## **2. Accompagnement en entrepreneuriat agricole**

Au cours de l'année 2020, 17 OPB 3, 1 Union (UADR), 14 planteurs de palmier à huile et 26 agents des inspections provinciales de développement rural des 2 Provinces ont suivi la formation sur les notions de base de l'entrepreneuriat et de gestion d'une petite entreprise rurale et des équipements de transformation de produits agricoles.

### 3.5 Performance de l'output 3



#### 3.5.1 Progrès des indicateurs

Pendant la phase de transition du PRODAKOR, allant de 2020 à 2022, le résultat 3 qui traite de la gouvernance du secteur agricole, a été revu, avec l'adjonction de la dimension « **appui à l'entretien des pistes agricoles** », dans le prolongement du travail réalisé par PRODEKOR, qui a définitivement clôturé ses activités le 30 juin 2020.

C'est ainsi qu'un indicateur a été ajouté, pour mesurer également le travail dans le domaine d'entretien des pistes agricoles, avec la nouvelle stratégie, qui exige un fort engagement communautaire.

Les indicateurs retenus pour le résultat 3 en cette phase de transition sont les suivants :

- Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres ;
- Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPPEL et IPDR) appuyés par PRODAKOR qui ont amélioré leurs capacités d'appui-conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes ;
- Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole ;
- Nombre de tronçons routiers entretenus directement par les acteurs-bénéficiaires dans les villages ou avec le soutien des structures étatiques, suite à un réel engagement communautaire ou à un plaidoyer initié par les acteurs-bénéficiaires locaux.

Le suivi qui est réalisé en cette année 2020 est repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°11 : Suivi des indicateurs de l'output 3

Output 3 : La gouvernance du secteur agricole dans la province est améliorée				
Indicateurs	Valeur année 2019	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Valeur cible année 2022
1. Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres	44	47		50
2. Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPPEL et IPDR) appuyés par PRODAKOR qui ont amélioré leurs capacités d'appui conseil technique et de structuration au niveau des organisations paysannes	10	19		15
3. Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole	0	2		9
4. Nombre de tronçons routiers entretenus directement par les acteurs-bénéficiaires dans les villages ou avec le soutien des structures étatiques, suite à un réel engagement communautaire ou à un plaidoyer initié par les acteurs-bénéficiaires locaux.	0	0		ND

Dans cette année 2020, l'équipe technique du PRODAKOR n'a pu mesurer que trois indicateurs sur les quatre retenus pour ce résultat. L'indicateur 4 sur le nombre de tronçons routiers entretenus ne sera mesuré qu'à partir de 2021 après la consolidation de la stratégie de mise en œuvre par les acteurs locaux /les parties prenantes (communauté).

**1° Pour ce qui est du premier indicateur en rapport avec le pourcentage des OPB autonomes** sur le plan organisationnel et technique, sur un nombre de 38 OPB en phase d'évolution vers le niveau 3, nous constatons qu'en plus des 17 OPB soit 44 % qui ont évolué positivement en 2019, il s'est ajouté une OPB en 2020. Ce qui donne **un total de 18 OPB**, soit un taux de **47 %** sur les 38 OPB ciblées, qui représentent les 100 %.

Bien que le processus d'évaluation du niveau d'autonomie des OPB soit itératif, il signifie que si l'OPB est bien structurée, fonctionne bien et est gérée selon les règles établies dans ses documents officiels et qu'elle rend réellement des services de qualité qui sont appréciés par les membres, elle peut obtenir une évaluation positive et monter vers le niveau d'autonomie. Par contre si elle connaît des conflits internes, des problèmes de gestion et de non-respect des textes réglementaires, elle peut perdre des points et s'éloigner du niveau d'autonomie.

Pour cette année 2020, il a été constaté que les 17 premières OPB ont gardé leur position de 2019 et 1 autre s'est ajoutée cette année pour faire un total de 18 OPB en bonne évolution vers l'autonomie totale. A l'instar des autres résultats, celui atteint paraît satisfaisant surtout si on tient compte du contexte dans lequel le travail s'est réalisé, notamment la pandémie mondiale qui a restreint les déplacements et les rencontres regroupant un grand nombre de personnes, la reprise du déploiement après le repli occasionné par l'annonce de la clôture en fin 2019, le retard dans la fixation des profils de chaque poste et le recrutement du personnel additionnel, tout cela n'a pas permis une relance rapide des activités pouvant garantir un meilleur score.

**2° Pour ce qui est du deuxième indicateur en rapport avec les agents de l'État qui ont amélioré leurs capacités d'accompagnement des agriculteurs sur le terrain**, le travail d'évaluation de cet indicateur est en cours et n'est pas encore finalisé. Le contexte du Covid a réduit sensiblement le niveau d'interaction nécessaire au captage du mouvement de cet indicateur.

En 2019, compte tenu du contexte de clôture annoncée du programme à l'époque, le PRODAKOR n'avait mobilisé que 66 agents des IPA et IPDR sur les 309 mobilisés au plus fort des activités pour accompagner les agriculteurs sur le terrain. Ce nombre a été revu significativement à la hausse en 2020 avec un total de **207 agents** dont 27 agents des IPDR des deux provinces et 180 agents des IPA du Kasai Oriental et de Lomami. Parmi ces agents, il y a 136 moniteurs agricoles et 44 superviseurs. Il n'a pas été possible de reprendre tous les 309 agents, suite à un changement de stratégie d'accompagnement du PRODAKOR qui s'intéresse maintenant beaucoup plus aux acteurs qui ont émergé à la première phase de mise en œuvre pour les amener vers une réelle consolidation de leurs activités et faire d'eux des « **exemples** » qui pourront motiver les autres agriculteurs à suivre la voie du changement recherché. Ces 207 agents des services techniques déconcentrés de l'État appuyés par PRODAKOR s'occupent donc prioritairement des OPB 3, des agriculteurs et planteurs de référence pour les IPDR et pour les IPA, il faut ajouter les OPB des niveaux 2 et 1.

**3° En ce qui concerne le troisième indicateur qui a trait à la capacité des services techniques de l'État, les IPA et IPDR, à produire des notes techniques** pour aider les autorités dans l'élaboration des politiques agricoles provinciales et la gouvernance du secteur agricole, ces deux administrations ont pu produire et transmettre deux notes techniques au Ministère provincial du Kasai Oriental en charge de l'agriculture et du développement rural. Il s'agit de la note technique sur l'accompagnement stratifié des OPB par l'IPDR Kasai Oriental et celle sur la gestion de la fertilité des sols par les exploitants agricoles familiaux par l'IPA du Kasai Oriental.

Des efforts sont encore à fournir dans l'accompagnement des services techniques de la Province de Lomami, qui ont encore des difficultés pour produire ce genre de notes-synthèses, qui sont des courtes communications écrites sur des sujets précis et qui pourront aider les autorités à prendre des décisions éclairées sur les problématiques abordées.

**4° Pour ce qui est du quatrième indicateur sur le nombre de tronçons routiers entretenus avec un fort engagement communautaire**, il y a encore très peu d'activités jusqu'à ce jour, compte tenu du fait qu'il fallait d'abord asseoir la stratégie, recruter le personnel technique nécessaire et ensuite démarrer le travail sur terrain avec une enquête sur l'état des lieux dans ce domaine.

L'enquête a été effectivement réalisée et elle a permis d'identifier un total de 4 catégories d'axes routiers qui pourront faire l'objet des actions diversifiées, avec une implication totale des acteurs bénéficiaires dans les villages.

Ces routes, au nombre de 20 peuvent être classées de la manière suivante :

**a) les pistes qui peuvent faire l'objet d'un entretien direct par les populations** vivant en milieu rural, il y a 6 au total, dont 5 dans le territoire de Tshilenge et 1 dans le territoire de Ngandajika ;

**b) les pistes agricoles pour lesquelles des plaidoyers pourraient être menés** pour demander au pouvoir public, provincial et national, de débloquer des moyens financiers pour que leur entretien soit assuré. Il y en a 7 au total, dont 5 dans le territoire de Luilu et 2 dans celui de Miabi ;

**c) les pistes agricoles qui mènent vers les infrastructures de franchissement que sont les bacs**, construits ou réhabilités par le projet PRODEKOR, il y en a 7 au total, dont 2 dans le territoire de Tshilenge, 4 dans celui de Ngandajika et 1 dans celui de Luilu.

Ce premier état de lieux réalisé, il sera question d'entamer les échanges sur le terrain avec les différents acteurs pour expliquer la nouvelle stratégie d'entretien de ces pistes, confirmer les choix de ces pistes par les bénéficiaires qui vivent aux abords et collecter les données sur le terrain pour amorcer les travaux d'entretien proprement dits ou de plaidoyer.

### 3.5.2 État d'avancement des principales activités

Tableau n°12 : Suivi de l'état d'avancement des activités

Principales activités	État d'avancement :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Améliorer la collecte et l'échange d'information sur les interventions du secteur agricole		X		
2. Améliorer la concertation entre les différents acteurs du secteur agricole et suivi des interventions			X	
3. Appuyer la capitalisation des expériences des différents acteurs du secteur agricole afin d'harmoniser les approches et d'augmenter l'impact des interventions			X	
4. Appuyer un processus des structurations des OPA et des Unions et faitières		X		

Nous pouvons voir dans le tableau ci-dessus que les activités de concertation entre les différents acteurs du secteur agricole et le suivi des activités sur le terrain ont connu un retard dans la mise en œuvre, cela pour des raisons déjà évoquées plus haut, notamment : la réduction de la mobilité des équipes sur le terrain et l'interdiction de rassembler un nombre important de personnes en un

seul endroit, suite aux mesures barrières édictées par le gouvernement de la RDC pour lutter contre le Covid.

Quant aux activités en relation avec la capitalisation des expériences et la communication, elles ont également connu un retard de mise en œuvre par le fait que le temps d'élaboration de la stratégie a été plutôt long et que l'Expert qui s'occupe de cette matière n'a été recruté qu'en Q3 2020.

Signalons que les activités de formation pour le renforcement des capacités des agents des IPDR et des IPA en fonction des thèmes choisis se sont déroulées à temps et de manière satisfaisante. Même l'activité de formation pour l'usage de l'outil de collecte des données KoboCollect s'est réalisée à temps et nous permet de gagner du temps dans le traitement des données qui viennent du terrain.

### **3.5.3 Analyse des progrès réalisés**

Contrairement à l'année 2019, nous pouvons constater qu'il y a une certaine évolution dans le travail d'accompagnement des services publics, des OPB et des agriculteurs sur terrain.

**1° Les efforts d'accompagnement se concentrent maintenant vers les meilleurs résultats obtenus dans la première phase de mise en œuvre du PRODAKOR.** Ainsi donc pour les agents de l'État, l'appui du PRODAKOR concerne surtout les encadreurs de deuxième niveau que sont les agronomes des secteurs, les agents en charge de la production et protection des végétaux (PPV) des secteurs et des territoires, les Inspecteurs des territoires de l'agriculture et du développement rural et leurs supérieurs au niveau des bureaux des Inspections provinciales.

Le niveau le plus bas, c'est à dire les moniteurs agricoles, n'a reçu qu'un appui matériel en mobilité (vélos) et matériels de travail. L'accompagnement à ce niveau est totalement assuré par les responsables provinciaux des services de l'agriculture et du développement rural. Le PRODAKOR exige cependant des rapports et réalise quelque fois des visites sur terrain pour se rassurer que ces agents soient effectivement présents sur le terrain et font leur travail de tous les jours, sans une quelconque prime du partenaire technique et financier. Le travail se fait réellement et cela est une bonne évolution, même s'il y a encore des stimulants venant du partenaire qui peuvent justifier cette motivation (les moyens de transport et les matériels de travail notamment).

Par rapport au nombre de bénéficiaires atteints directement par les administrations des IPDR de deux provinces, près de 767 agriculteurs de 35 OPB 3, parmi lesquels il y a 400 femmes, sont accompagnés ainsi que 117 agriculteurs de référence des cultures vivrières, dont 11 femmes et 76 planteurs de référence de palmier à huile, parmi lesquels il y a 5 femmes. **Ce qui fait un total de 960 agriculteurs atteints directement par les agents des IPDR Kasai Oriental et Lomami, parmi lesquels il y a 416 femmes, soit 43 %.**

Les IPA des deux provinces, qui ont plus d'agents sur le terrain, ont pu atteindre directement à partir du mois de septembre 2020, environ 20 113 agriculteurs, parmi lesquels il y a 8 444 femmes, soit 42 % du total. La différence avec le nombre d'agriculteurs accompagnés par l'IPDR se justifie par le fait que les IPA de deux provinces ont plus d'agents sur terrain, soit 180 contre 27 seulement pour les IPDR et que ces agents de l'IPA étendent leur accompagnement jusqu'aux OPB de niveau 2, qui sont au nombre de 1 334, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n° 13: Statistiques de l'action d'accompagnement assuré par les IPA et IPDR auprès des agriculteurs.

Provinces	Territoires	OPB vers niveau 3 vivrières	OPB vers niveau 3 palmier	OPB2 vivrières	OPB2 Palmier	Agriculteurs référence	Planteurs référence	Hom	Fem	Total agriculteurs atteints
<b>1. Kasai Oriental</b>	1. Lupatapata	4	2	108	15	10	5	340	279	619
	2. Miabi	6	1	183	106	24	28	2.463	2.365	4.828
	3. Tshilenge	3	2	303	0	24	6	3.663	1.691	5.354
	<b>Sous-total Kasai Oriental</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>594</b>	<b>121</b>	<b>58</b>	<b>39</b>	<b>6.466</b>	<b>4.335</b>	<b>10.801</b>
<b>2. Lomami</b>	4. Kamiji	0	0	98	16	0	12	621	511	1.132
	5. Lulu	4	2	171	70	30	15	2.872	1.566	4.438
	6. Ngandajika	4	7	168	96	32	23	1.730	2.032	3.762
	<b>Sous-total Lomami</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>437</b>	<b>182</b>	<b>62</b>	<b>50</b>	<b>5.223</b>	<b>4.109</b>	<b>9.332</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>21</b>	<b>14</b>	<b>1.031</b>	<b>303</b>	<b>120</b>	<b>89</b>	<b>11.689</b>	<b>8.444</b>	<b>20.133</b>

Ces données sont issues des rapports mensuels fournis par ces services techniques qui font remonter les informations de terrain liées à leur travail d'accompagnement. De temps en temps les agronomes du PRODAKOR font des descentes sur le terrain pour vérifier l'exactitude de ces informations.

**2° La recherche de la rentabilité économique des investissements réalisés** devient un enjeu majeur. En effet, cette rentabilité permet de voir que les investissements réalisés arrivent à aider les bénéficiaires et que les outils de travail peuvent être améliorés ou renouvelés sans que le partenaire n'ait à intervenir de nouveau. Cette rentabilité n'est pas encore assurée pour tous les bénéficiaires, mais des suivis sont réalisés et l'accompagnement nécessaire pour faire évoluer les activités dans ce sens est également fait. C'est ainsi que les 4 Unions des OPB (UADAT, PRODDIM, CIPOUD et FUTULUKAY) ainsi que l'OPB PFP qui ont bénéficié des unités de transformation des produits agricoles ont été accompagnées sur le calcul du seuil de rentabilité de leurs activités. Il ressort du suivi réalisé, que seule l'Union PRODDIM pour l'activité de production de farine de maïs de qualité et l'OPB de femmes Promotion de la Femme Paysanne « PFP » pour la production de savon dépassent le seuil de rentabilité. Pour les autres Unions, il y a encore du travail à faire. Fort heureusement leurs responsables sont largement conscientisés sur cette question.

**3° Les formations de renforcement des capacités sont réalisées en rapport avec l'évolution positive du niveau et des besoins des bénéficiaires.** C'est ainsi que 55 agents des IPA et IPDR du Kasai Oriental et de Lomami ont été formés sur les techniques de collecte des données en utilisant l'outil KoboCollect. Ceci pour les habituer avec l'usage de cet outil, mais aussi pour améliorer la collecte des données sur terrain et garantir leur fiabilité grâce aux mesures de contrôle qu'offre cet outil électronique.

La formation sur la méthode de résolution des problèmes (MRP) a concerné dans un premier temps un premier noyau de 27 agents des IPDR qui devront aider les agriculteurs membres des OPB, les agriculteurs et planteurs de référence à réfléchir plus souvent sur les problèmes qu'ils rencontrent et à développer des solutions qui sont conçues par eux-mêmes et qui sont à leur portée pour leur mise en œuvre. Le but est de casser l'attentisme et de croire que les solutions aux problèmes qu'ils vivent ne peuvent venir que d'ailleurs, alors qu'ils ont du potentiel et des ressources pour amorcer le changement nécessaire.

La formation sur l'entrepreneuriat agricole permettra aux agriculteurs et à leurs Unions de travailler comme des microentreprises agricoles en développant petit à petit des vraies capacités de gestion qui leur permettent de juger de l'efficacité et de la rentabilité de leur travail.

Nous sommes actuellement engagés sur ces nouveaux éléments d'accompagnement des bénéficiaires des actions du PRODAKOR dans le domaine du renforcement de leurs capacités (de réflexion d'abord, d'actions ensuite et d'évaluation de leurs activités enfin).

Dans le but de renforcer les capacités des IPA à mieux suivre et piloter les activités agricoles dans la zone, 22 pluviomètres ont été installés dans la zone. Parallèlement à cette installation, des Agronomes des Secteurs (AgroSec), des Inspecteurs Territoriaux de l'Agriculture (ITA) ainsi que des Délégués Techniques (DT) de quelques Unions ont été initiés sur la mise en place d'un pluviomètre, le prélèvement et l'analyse des données pluviométriques. Grâce à ces pluviomètres, les agriculteurs de ces 22 sites et ceux d'autres villages qui les entourent appuyés par les techniciens des IPA/ITA seront informés sur l'évolution de la pluie dans leurs milieux et seront en mesure de prendre des décisions idoines sur leurs activités agricoles (semis, sarclage, labour traitement phytosanitaire, etc.).

**4° La communication permanente avec les autorités provinciales, en amont et en aval de la mise en œuvre des activités, devient de plus en plus une réalité.** Les communications écrites sous forme des notes techniques produites par les services techniques déconcentrés de l'administration publique à l'intention des autorités provinciales, les visites sur terrain de ces derniers et leur implication au démarrage ou à l'inauguration des grandes activités permettent de créer et d'établir un meilleur climat de travail entre la partie gouvernementale et Enabel. Ceci est très important pour la responsabilité partagée des résultats obtenus sur le terrain surtout pour un projet exécuté en partenariat, même si Enabel assure la mise en œuvre financière en régie.

### 3.6 Performance de l'output 4



#### 3.6.1 Progrès des indicateurs

Pour le résultat 4 portant sur le renforcement du leadership des femmes rurales, les indicateurs ci-après ont servi à mesurer les progrès réalisés :

1° Nombre des femmes qui émergent comme agricultrices de référence.

2° Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produit des revenus mensuels partagés aux membres.

*Tableau n°14 : Suivi des indicateurs de l'output 4*

<b>Output 4 : Le leadership des femmes rurales est renforcé</b>				
<b>Indicateurs</b>	<b>Année 2019</b>	<b>Année 2020</b>	<b>Année 2021</b>	<b>Cible finale (2022)</b>
Nombre des femmes qui émergent comme agricultrices de référence	39	67		50
Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produit des revenus mensuels partagés aux membres	1	2		6

Pour le premier indicateur (agricultrices de référence), il s'est agi essentiellement d'évaluer la conformité, par rapport aux critères d'agricultrices de référence de plusieurs femmes bénéficiaires du programme. Cette évaluation a porté sur un lot pré-identifié de 170 femmes au total réparties dans les différentes zones d'interventions. Les évaluations faites sur le terrain montrent que des 170 femmes ciblées et évaluées, 67 d'elles (soit 56%) remplissent les critères, comme étant des « agricultrices de référence ». En guise de rappel, une agricultrice de référence doit :

- Être propriétaire d'une terre d'au moins 50 ares ;
- Avoir travaillé dans l'agriculture pendant au moins 2 années successives ;
- Pratiquer de l'agriculture avec respect des itinéraires préconisés ;
- Utiliser des techniques agro-écologiques.

Le dépassement significatif de la valeur cible satisfaisante par rapport à cet indicateur s'explique par la pertinence de plusieurs activités mises en œuvre parmi lesquelles les espaces d'échanges, l'accent à l'appui-conseil dédié aux femmes dans le cadre de la fiche d'activité avec les IPA qui met un accent particulier sur l'accompagnement des femmes ou carrément les activités du fond d'appui aux initiatives féminines notamment dans la catégorie promotion d'un environnement favorable / renforcement des capacités. La continuité de ces activités spécifique fera sans doute émerger d'autres agricultrices de référence dans les années à venir.

Pour le deuxième indicateur, une évaluation a été faite des OPB féminines qui ont reçu des appuis de PRODAKOR ; des appuis qui ont été de diverses natures incluant des appuis matériels, financiers, en conseils/coachings, formations... Les OPB ciblées sont celles qui mènent une activité économique capable de générer des revenus ; des revenus qui sont partagés sur une base mensuelle entre ses membres. Pour être qualifiée de féminine, une OPB doit avoir :

- 50% de ses membres qui soient des femmes. Un accent a été mis sur les OPB qui ont bénéficié de l'appui de PRODAKOR pour réaliser des micro-projets générateurs de revenus dans le cadre du Fond d'Appui aux Initiatives Féminines (FAIF).
- 50% des membres de son comité directeur / comité de gestion qui soient des femmes ;

Pour cette année 2020, 6 OPB appuyées par PRODAKOR menant des activités d'élevage de lapins, de production d'huile de palme et de fabrication de savon ont été évaluées. De cette évaluation, il est ressorti que 2 OPB génèrent des revenus distribués mensuellement permettant ainsi d'atteindre la cible pour cet indicateur en 2020. Ces deux OPB permettent à 40 personnes dont 29 femmes et 11 hommes de gagner des revenus sur une base mensuelle.

La plupart des OPB féminines évaluées font partie des 7 structures qui ont bénéficié des financements du FAIF en 2019. Ces OPB ont continué de bénéficier d'un accompagnement tout le long de 2020.

### 3.6.2 État d'avancement des principales activités

Tableau n°15 : Suivi de l'état d'avancement des activités de l'output 4

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
<b>Sous-résultat 4.1 : Environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé</b>				
1 Appuyer, au niveau du CPF et des communautés, l'expression des difficultés et des blocages rencontrés par les femmes rurales et accompagner la recherche des voies et moyens permettant de les lever.		X		
2. Renforcer les capacités et les compétences des femmes rurales, particulièrement en lien avec les appuis du Fonds aux initiatives féminines.			X	

<i>Sous-résultat 4.2: Un Fonds d'Appui aux Initiatives Féminines est opérationnel et soutien des actions qui permettent d'améliorer les capacités économiques des femmes</i>				
3. Appui aux activités qui contribuent à l'épanouissement des femmes rurales		x		
4. Soutien aux activités économiques des femmes rurales pouvant leur procurer une autonomie financière.		x		

Toutes ces activités ont été réalisées de manière transversale avec l'équipe du programme mais aussi en synergie avec les partenaires assurant la coordination de la promotion des femmes, à savoir les services provinciaux du genre, famille et enfant, du Conseil provincial de la femme ainsi que ceux de la société civile des deux provinces.

L'appui du CPF s'est traduit tout d'abord par l'identification des difficultés et blocages auxquels font face les femmes rurales. Ensuite, il s'est agi de faciliter l'élaboration de plans d'actions genre pour lever les principaux blocages et difficultés rencontrés par les femmes. En 2021, le projet appuiera la mise en œuvre de quelques-unes des actions retenues dans ces plans.

Concernant le renforcement des compétences et le soutien aux activités économiques des femmes rurales, particulièrement en lien avec les appuis du Fonds aux initiatives de la femme, quelques ajustements ont été apportés à la note stratégique. Ainsi, un plus grand focus est fait sur les projets agricoles générateurs de revenus. De plus, une attention particulière a été accordée à la rentabilité des projets afin de générer plus d'impacts mais aussi plus de durabilité. Le processus de sélection passait par plusieurs étapes qui comprennent (1) une publication large dans la zone d'intervention utilisant les radios locales, l'affichage, le bouche-à-oreille..., (2) la présélection des projets (3) l'appui à la rédaction de plans d'affaires puis (4) la sélection définitive par un autre comité. Le respect strict de ces étapes dans le but de sélectionner des projets rentables mais en toute transparence a entraîné un retard dans la finalisation de cette activité. Ainsi en fin 2020, seuls 7 projets sur les 20 déjà sélectionnés ont déjà reçu leurs appuis matériels et financiers.

Dans le cadre de l'appui aux activités qui contribuent à l'épanouissement des femmes rurales, 4 espaces d'échanges mixtes impliquant 120 ménages ont pu être tenus en collaboration avec les organisations paysannes. Ces espaces d'échanges ont pu aborder plusieurs thématiques qui intéressent les femmes rurales utilisant à l'occasion des boîtes à images minutieusement confectionnées.

Dans la même lancée, 5 centres d'alphabétisation fonctionnelle accueillant 150 femmes membres des OPB ont été mis en place. Il convient de noter que suite à la décision de fermeture des écoles prise par le gouvernement congolais, au mois de décembre 2020 pour contrecarrer l'expansion de la pandémie Covid 19 (avec la deuxième vague), ces centres ont été provisoirement fermés. Leur réouverture se fera lorsque la décision gouvernementale sera levée.

### **3.6.3 Analyse des progrès réalisés**

#### ***Sous-Résultat 4.1. Un environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé.***

Des enquêtes ciblant les ménages agricoles, membres des structures locales de développement (OP, Unions) sous l'égide des services genre ont conduit à l'identification des blocages et difficultés majeurs que connaissent les femmes rurales et qui comprennent entre autres l'accès à la terre agricole (propriété), les stéréotypes dont font face les femmes, le manque de gestion concertée des activités dans les ménages et au sein des structures communautaires de développement... Sur base de ces éléments d'enquête, **le programme a accompagné les deux provinces à travers leurs services genre à la rédaction du plan genre au service de l'égalité et équité des femmes rurales.** Il est attendu de la partie gouvernementale surtout du ministère en charge de la femme de faire le nécessaire pour mettre en œuvre les actions qui ont été définies par ses propres experts en recourant à ses ressources propres (inscription dans le budget provincial) ou à la recherche de financement auprès des partenaires techniques et financiers.



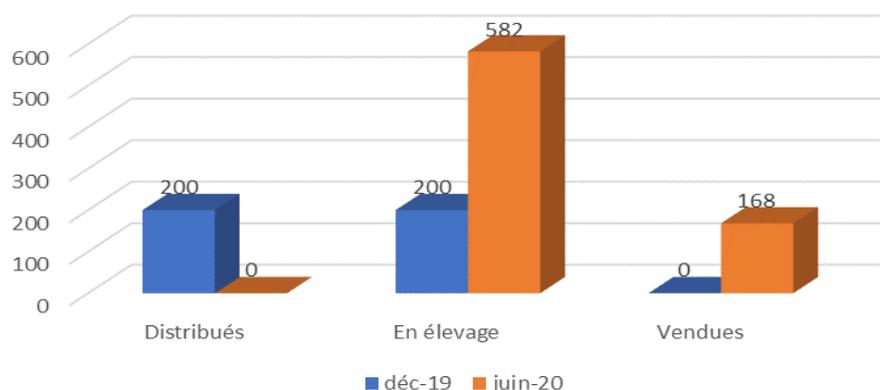
Séance sur la rédaction du plan genre provincial au service de l'égalité et équité des femmes rurales

En 2019, PRODAKOR dans le cadre du FAIF avait financé **7 microprojets** à hauteur de **2500Euros** chacun ; des microprojets touchant **837 femmes** et une diversité d'activités telles que l'élevage de lapins, la vente groupée de produits agricoles, la promotion des droits de la femme, le reboisement...). Le suivi de ces micro-projets du FAIF a révélé plusieurs résultats parmi lesquels :

Dans le cadre des actions FAIF visant à créer un environnement favorable à la promotion, les résultats obtenus de la cohorte de projets 2019 sont très satisfaisants notamment sur les aspects comme la prise de la parole en public, la capacité d'influencer des décisions du ménage mais aussi la capacité de gérer son propre argent sans l'influence de l'homme. Ces avancées significatives ont sans doute contribué à renforcer le leadership des femmes rurales. Malgré ces avancées, il y a encore des résistances liées aux barrières culturelles chez les femmes elles-mêmes et mais aussi chez les hommes.

De l'autre côté, les micro-projets orientés sur le renforcement du pouvoir économique des femmes rurales ont aussi contribué à renforcer leur leadership. C'est le cas particulièrement du projet élevage de lapins qui a permis en moins de six mois à presque quadrupler le nombre de lapins offerts avec les ressources du FAIF comme le montre le graphique ci-dessous.

### Evolution des lapins chez les femmes bénéficiaires entre décembre 19 et Juin 20



Le graphique ci-dessus, signale l'impact du projet d'élevage des lapins dans des ménages ; de 200 lapins distribués en Décembre 2019 et 750 trouvés en Juin 2020, une progression nette des 550 lapins.



Pour **2020**, **5 nouveaux projets** (voir tableau ci-dessous) de la catégorie renforcement des capacités des femmes / création d'un environnement favorable aux femmes (*Leadership, Droit, Participation citoyenne, maraichage+ distribution des intrants*) ont été sélectionnés. **Chaque projet a bénéficié d'un montant de plus ou moins 2500Euros. Le suivi de leur mise en œuvre sera surtout fait en 2021.** Signalons que, ces 5 projets impacteront de manière directe **737 bénéficiaires femmes** dans les deux zones ciblées Tshilenge et Ngandajika.

L'outil FAIF reste très pertinent pour accroître le leadership des femmes rurales au Kasai. Cependant sa mise en œuvre en régie à travers des fiches d'activité ne dépassant pas 2500 euros est une contrainte car on est appelé à exécuter de nombreuses petites dépenses dans plueieurs localités et à des moments différents ; ce qui nécessite un personnel dont le programme ne

dispose pas. La solution proposée consiste à destiner la plus grande partie des fonds à l'achat des fourniturees et services importants et de préférence depuis Mbuji Mayi et de demander aux candidats du FAIF de prendre en charge les petites dépenses nécessaires à la mise en œuvre de leurs plans d'affaire comme leur contribution locale.

**Projets FAIF /R.C 2020 dans les territoires de Ngandajika et de Tshilenge.**

<b>Territoires</b>	<b>Titre des projets</b>	<b>Exécutants</b>
<b>01. TSHILENGE</b>	01. Le renforcement des capacités des femmes leaders dans les structures locales sur le leadership et participation des femmes dans les activités de développement (sphères de décision)	<b>CITAPA</b> (Club des ingénieurs techniciens agronomes pour la promotion agro-pastorale)
	02. Le renforcement des capacités des femmes sur l'éveil de leurs potentiels humains (femmes actrices dans le développement)	<b>AFBP</b> (Action de Formation pour le bien-être des paysans)
<b>02. NGANDAJIKA</b>	03. L'accompagnement des ménages à la production agricole (le maraichage) (technique culturelle +appui en intrants)	<b>ADD</b> (Association Ditanta Dietu)
		<b>RDP</b> (Réveil du Paysan)
		<b>APEP</b> (Action pour la promotion économique du paysan)

Sous-résultat 4.2: Un Fonds d'Appui aux Initiatives Féminines est opérationnel et soutien des actions qui permettent d'améliorer les capacités économiques des femmes. En ce qui concerne l'appui aux activités qui contribuent à l'épanouissement des femmes rurales, plusieurs espaces d'échanges mixtes au sein de la communauté ont été organisés dans le but de favoriser l'émergence des femmes leaders surtout des agricultrices de références. Pour cette année, ces espaces d'échanges ont été focalisés sur plusieurs thématiques dont le droit et l'accès à l'information, la formation en faveur des couples (femmes-hommes). L'objectif est de déconstruire les stigmates négatifs collés aux femmes, de valoriser leurs potentialités, de développer leur esprit d'entreprise pour en faire des leaders comme les agricultrices de référence. Ces activités sont menées autour des Unions et des OPB accompagnées par le programme. Elles ont ciblé de façon directe 120 couples (hommes et femmes) des délégués des OPB, membres de 4 Unions et plusieurs OPB et des leaders locaux du milieu avec effet sur les autres ménages, des couples dans des OPB, membres des Unions, dont 3000 bénéficiaires indirects. Toutefois, un processus de mise en place d'un noyau d'animateurs locaux sur les thèmes transversaux (ACLTT) sera déclenché en 2021 pour ancrer dans la durée cette dynamique de conscientisation, d'échanges sur l'égalité femme-homme et l'équité de genre. Ces espaces d'échanges ont sans doute contribué à faire émerger des agricultrices de référence permettant de dépasser la cible pour cette année 2020. Ces activités devraient être renforcées pour permettre à ces agricultrices de référence de maintenir leur statut et même de faire émerger d'autres dans la zone.



**Animation des espaces d'échanges mixtes auprès des ménages, membres des Unions et OP**

Une des nouvelles activités qui va certainement contribuer à renforcer le leadership des femmes ainsi que l'émergence d'agricultrices de référence reste l'alphabétisation fonctionnelle initiée cette année 2020. Elle a ciblé 150 femmes, membres des Unions d'OPB dans le but d'améliorer leurs capacités en lecture, écriture et calcul en lien avec leurs initiatives. Cette activité suspendue pour le moment avec la mesure gouvernementale fermant les écoles et universités reprendra dès que celle-ci sera levée.

Pour le soutien aux activités économiques des femmes rurales pouvant leur procurer une autonomie financière.

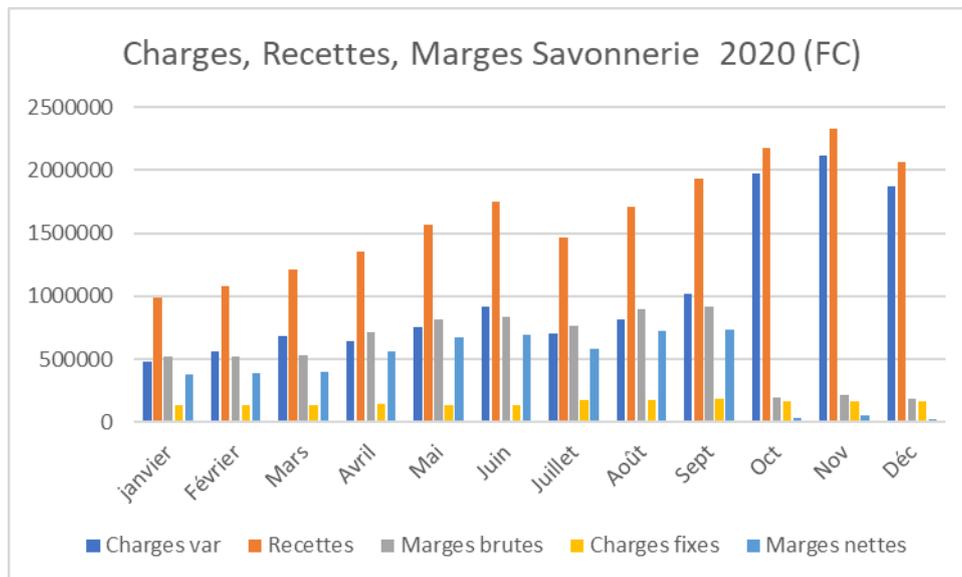
Dans le cadre de la promotion du leadership des femmes dans le secteur agricole, PRODAKOR a continué en 2020 à accompagner l'OPB Promotion de la femme paysanne (PFP) de Luilu dans ses activités de savonnerie (voir photo ci-dessous) et de production d'huile de palme. Cette OPB qui était la seule à générer des revenus partagés régulièrement à ses membres a confirmé ce statut en 2020. En effet, 2020 a vu ses recettes quadruplées pour la production de savons (4473000FC à 19639598FC) et presque multipliée par 12 pour l'extraction d'huile de palme en passant de 1464972 FC en 2019 à 18049098 FC en 2020. De plus cette OPB qui répond aux critères d'OPB féminines comprend maintenant la notion d'amortissement dans ses activités et fait maintenant des provisions pour cela ; des provisions logées dans un compte bancaire sécurisé.



La boudineuse à savons

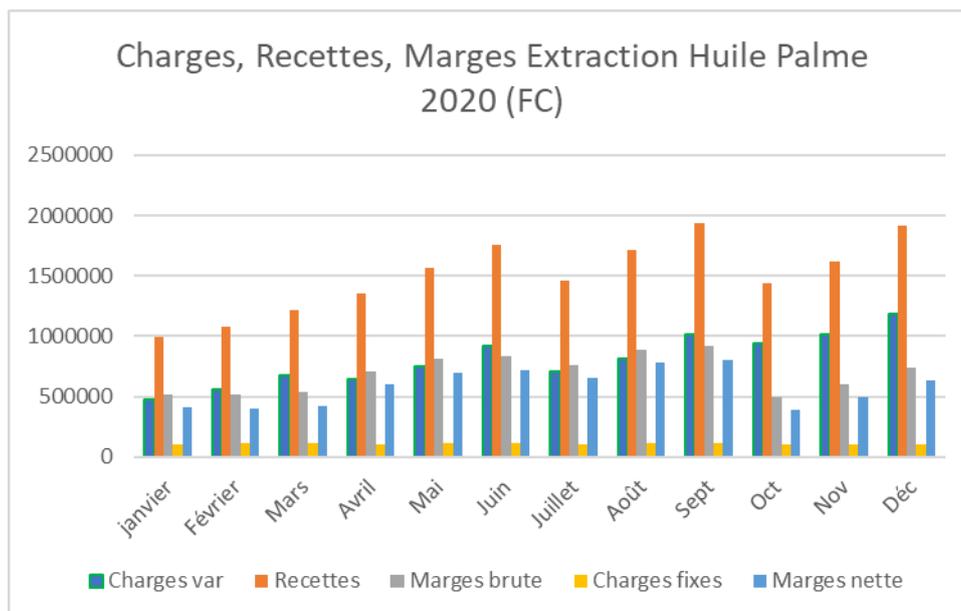
Le suivi accompagnement de la gestion financière des trois trimestres a de l'année 2020 peut être visualisé par le graphique ci-dessous.

Situation financière de production des savons



Il ressort de ce graphique que l'activité de savonnerie de PFP, comme le montre le graphique ci-dessus entre 2018 et 2020, n'a cessé de progresser.

Concernant la production d'huile de palme, elle est synthétisée à travers le graphique ci-dessous



15 autres nouveaux micro-projets orientés « pouvoir économique » (commercialisation des produits agricoles, Elevage des porcs, lapins, chèvres, production des savons, pains, production des semences améliorées...) portés par des structures féminines ont été sélectionnés en 2020. Ils bénéficieront d'un accompagnement financier (2500 Euros chacun) et aussi en Renforcement des compétences au début de l'année 2021 ; 10 de ces nouveaux projets seront appuyés par EDUKOR dans le cadre de la synergie avec PRODAKOR.



Comité de sélection des projets FAIF en plein travail d'analyse des projets

Ci-dessous le tableau des projets catégorie « amélioration du pouvoir économique des femmes » sélectionnés en 2020.

Territoires	Titre des projets	Association bénéficiaire	Provenance du financement
01. TSHILENGE	01. Elevage des lapins	(ADIMR)Association pour le développement intégral	EDUKOR

		du monde rural	
	02. Commercialisation de produits agricoles	(BTKND)Association Bamamu tuya kumpala nouveau dikala	EDUKOR
	03. Production des savons	Association paysanne DIKUMBI	EDUKOR
	04. Production d'huile de palme	(ASDK)Association pour le développement de Kalenda	EDUKOR
	05. Pisciculture	Centre féminin de formation et information pour le développement « CEFIDE »	PRODAKOR
	06. Elevage de porcs	PROJET D'ELEVAGE, D'AGRICULTURE ET COMMERCIALISATION » PEACDK »	PRODAKOR
02. NGANDAJIKA	07. Elevage des lapins	Association BUDISHIKAMINYI	EDUKOR
	08. Production agricole /culture vivrière cas de maïs	(GEAKA 1) Association Groupe d'exploitants agricoles de KAJIBA	EDUKOR
	09. Production des savons	(ADMK) Association pour le développement des mamans de Kabanda	EDUKOR
	10. Installation d'un moulin et Commercialisation des produits agricoles	(AFMEF/ITAV) Association des femmes mères d'élèves- filles de l'ITAV	EDUKOR
	11. Elevage des lapins	Association féminine DISCIPLE HOZANNA	PRODAKOR
	12. Elevage des porcs	Association FEMMES MARQUONS LES PAS « FMD »	PRODAKOR
	13. Elevage des chèvres	Association DOMAINE DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ET DEVELOPPEMENT « DR	PRODAKOR

		IDA »	
	14. Production des semences améliorées	Association POUR LA FORMATION INTEGRALE DES FEMMES DE TSHIYAMBA « ACEFIF »	PRODAKOR
	15. Elevage de lapins	Association WADIMUENA	PRODAKOR
	16 Elevage de chèvres	Association Paysanne KANTU NE BANTU KE NJILA « KABANJI »	PRODAKOR

### 3.7 Performance de l'output 5



#### 3.7.1 Progrès des indicateurs

Les indicateurs de l'Output 5 portant sur la création d'un pôle de développement agricole au centre du terroir de Ngandajika, n'ont pu être mesurés cette année 2020. Davantage d'activités sont nécessaires pour arriver à générer les résultats mesurables pour cet Output. Malgré un démarrage lent, il y a lieu de relever que les progrès réalisés restent appréciables avec la réalisation de plusieurs activités de base comme l'identification des acteurs susceptibles de porter le développement, la désignation consensuelle d'un animateur de développement avec lequel Enabel Kasā Oriental et Lomami a signé un protocole de collaboration pour la mise en œuvre de deux fiches d'activités devant aboutir à jeter les bases du pôle de développement agricole et du dispositif de l'incubateur rural de Ngandajika.

Tableau n°16 : Suivi des indicateurs de l'output 5

<b>Output 5 : Un pôle de développement agricole est créé au centre du terroir de Ngandajika.</b>				
Indicateurs	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Valeur cible année 2022
Nombre de solutions mises en œuvre suite à l'identification des problèmes des filières, faite avec tous les acteurs du territoire	0	0		ND
Appropriation d'un plan d'action stratégique <sup>13</sup> élaboré de commun accord par les acteurs de Ngandajika	N/A	0		ND
Nombre de bénéficiaires accompagnés par l'incubateur	0			250
Nombre d'élèves sortants de l'ITAV et de futurs agriculteurs porteurs de projets installés en auto-emploi	0			150
Nombre de porteurs de projet installés utilisant un système énergétique durable et déconcentré	0			70%

**3.7.2 État d'avancement des principales activités**  
**Tableau n°17 : Suivi de l'état d'avancement des activités de l'output 5**

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
<b>Sous-résultat 5.1 : Appui au rapprochement et à l'agrégation des acteurs porteurs du pôle de développement agricole de Ngandajika autour d'un plan de développement local.</b>				
1. Finaliser l'identification des acteurs clés (acteurs privés, acteurs communautaires, acteurs institutionnels et bailleurs de fond) et organisations (ITAV de Tshioji, PRODI, PRODDIM), potentiellement porteurs du concept via un processus de diagnostic participatif		X		
2 Identifier les éventuels cadres de concertation, formels, informels, traditionnels, préexistants.		X		
3 Capitaliser les plans de développement locaux élaborés au cours des dix dernières années dans le terroir.		X		
4 Produire une cartographie participative des infrastructures et des actifs existants qui par le potentiel peuvent appuyer la création du pôle de développement agricole de Ngandajika			X	
5 Produire une cartographie participative des zones disponibles pour les porteurs de projets agricoles, d'élevage, de pisciculture, d'agroforesterie, de maraîchage et identifier les modalités de leur occupation			X	
6 Identifier la zone d'action à partir des cartographies participatives			X	
7 Elaborer, en regroupant les cadres de concertations préexistants et les acteurs clés, un plan d'actions prioritaires sur 18 mois contenant une offre de services intégrés autour de questions qui interpellent le milieu			X	
8 Susciter la mise en place d'un mécanisme permanent de concertation intégrant les mécanismes de concertation préexistants			X	
<b>Sous-résultat 5.2: Appui aux chaînes de valeur agricole</b>				
1 Faciliter l'accès aux intrants nécessaires pour la production agricole, l'élevage et la pisciculture : semences, poussins, alevins, matières organiques et fertilisants etc		X		
2 Poursuivre les appuis encore nécessaires pour consolider l'accès durable à de semences de qualité et les actions destinées au maintien de la qualité agro écologique du terroir de Ngandajika, ainsi que celles qui améliorent par des techniques de production agricole adaptées, la fertilité des sols, protègent l'environnement et restaurent un couvert boisé		X		
3 Favoriser l'accès à des petits équipements et outils de qualité		X		
4 Promouvoir un système agricole (spécifications, assolement, rotation) tenant compte des pratiques agro-environnementales et agro-forestières ainsi que l'utilisation de la culture attelée qui permet l'association de l'agriculture et de l'élevage, diminue la pénibilité du travail et augmente sa productivité			X	
5 Expérimenter au niveau de la station INERA et de l'ITAV de Tshioji la pratique du maraîchage avec des techniques innovantes		X		

et une utilisation raisonnée de la ressource eau (pompes solaires, goutte à goutte, permaculture, etc.)				
6 Soutenir la mise en place de champs d'application à l'ITAV, permettant d'expérimenter la mise en pratique des techniques agricoles issues des enseignements dispensés		X		
7 Soutenir les actions de transformation des produits agricoles et d'amélioration des conditionnements en introduisant des innovations			X	
8 Contribuer à la mise en place et à la fonctionnalité (eau, énergie) d'un centre logistique comprenant des espaces de stockage, des unités de transformation, des espaces de formation et de soutien aux projets d'auto-emplois (incubateur), de fournitures d'intrants et de services agricoles			X	
9 Favoriser le marketing et la commercialisation des produits agricoles du terroir de Ngandajika y compris en appuyant les dynamiques locales liées à la mobilité multimodale des personnes et des biens			X	
10 Faciliter la circulation des informations commerciales			X	
<b>Sous-résultat 5.3: Appui au renforcement et à la formation du capital humain</b>				
1 Recruter et orienter le public ciblé (sortants de l'ITAV de Tshioji, jeunes porteurs de projets désireux de se positionner vers l'emploi agricole avec une discrimination positive vis-à-vis des femmes)			X	
2 Identification et description des compétences de base (y compris les soft skills à mobiliser - entrepreneuriat, éducation financière) pour pratiquer correctement les métiers agricoles, au sens large, nécessaires au développement agricole local			X	
3 Organisation, avec les acteurs locaux et sur base d'une ingénierie de formation, de formations agricoles courtes et professionnalisantes sur des thèmes précis et identifiés dans le plan de développement local (production agricole au sens large, actions environnementales, transformation et commercialisation des produits)		X		
4 Accompagnement in situ de la mise en œuvre des apprentissages par le public visé et les bénéficiaires des formations courtes		X		
<b>Sous-résultat 5.4: Stimulation et accompagnement de l'auto-entrepreneuriat agricole via l'incubateur intégré au pôle de développement agricole</b>				
1 Mobiliser les acteurs locaux clés (PRODDI, PRODIM, INERA, STD, CAP, ITAV, AIDN) pour la mise en route et le fonctionnement d'un dispositif d'incubation et d'accompagnement des porteurs de projets identifiés		X		
2 Intégrer dans le cours d'entrepreneuriat de l'ITAV l'identification et la validation d'un projet d'auto-emplois		X		
3 Identifier, recruter et financer (au moins partiellement) les ressources humaines nécessaires pour appuyer en permanence l'ITAV de Tshioji et l'incubateur pour la mise en œuvre des actions d'enseignement, de formation et d'accompagnement vers l'emploi			X	
4 Analyser les services actuellement offerts par les tontines traditionnelles, les systèmes		X		

de cotisations des OP et des membres de la FEC afin d'en tirer des enseignements utiles à prendre en compte pour les actions d'appui de l'intervention				
5 Tester l'offre de services non-financiers et financiers (Fonds de développement local, crowdfunding, leasing d'équipements) aux sortants de l'ITAV et aux porteurs de projets retenus			X	
<b>Sous-résultat 5.5: Facilitation de l'accès à des sources d'énergie durable</b>				
Finaliser l'identification des sources d'énergie, leurs fournisseurs et les besoins éventuels		X		
<b>Sous-résultat 5.6: Assurer le suivi des sortants 2018 et 2019</b>				
Renforcer les capacités en entrepreneuriat agricole, gestion de groupes et techniques de production en agri business		X		

Considérant la nouveauté même de l'approche développement local et la nécessité de construire sa juste compréhension à la fois par les staffs impliqués que par les acteurs locaux, les activités n'ont pas pu être menées au rythme souhaité. Ainsi, plusieurs activités ont été amorcées sans être finalisées. C'est le cas notamment de la « production d'une cartographie participative des infrastructures et actifs existants qui par leur potentiel peuvent appuyer la création du pôle de développement agricole de Ngandajika ». Parmi les avancées, il y a lieu de mentionner la désignation d'un animateur de cette dynamique de développement local ; désignation qui a été suivie par la signature d'un protocole de collaboration avec l'animateur ainsi désigné pour mettre en œuvre les activités devant conduire à terme à la création d'une structure de gestion du pôle de développement agricole ainsi que de l'incubateur rural.

S'agissant de la facilitation de l'accès à des sources d'énergie durable, une mission d'identification a été conduite en décembre 2020 par un cabinet international (MARGE) en vue d'appuyer la formulation de ce volet énergie. En vertu de l'accord-cadre, la signature du contrat de prestations sur l'appui à l'implémentation de l'approche développement local est un pas vers la consolidation de sa compréhension et de sa mise en œuvre.

### **3.7.3 Analyse des progrès réalisés.**

#### **Sous-Résultat 5.1. Appui au rapprochement et à l'agrégation des acteurs porteurs du pôle de développement agricole de Ngandajika autour d'un plan de développement local**

Une enquête a été menée par les agents STD pour l'identification des acteurs-clés et animateurs de groupes de concertation dans le terroir de Ngandajika sur formulaires KoboCollect. Outre les acteurs et organisations pré-identifiés, à savoir PRODDIM, PRODI, AIDN, ITAV, INERA, Services STD et CAP Tshioji, 14 autres acteurs et organisations de la chaîne de valeur ont été identifiés selon des critères bien définis ; soit un total de 22 acteurs-clés.

Un premier rapprochement des acteurs-clés a eu lieu le 8 juillet 2020 à Ngandajika au cours duquel un Animateur local a été désigné, suivant les critères définis par les acteurs clés eux-mêmes. Il s'agit de PRODI, Projet Ditunga.

Cet animateur local va piloter le processus de diagnostic participatif devant aboutir à un plan d'actions stratégiques de 18 mois, assorti d'un plan opérationnel annuel. Deux fiches d'activités ont été conclues avec cet animateur local. Elles portent sur le lancement du Pôle de Développement Agricole et de l'incubateur. Un Protocole de collaboration a été signé en date du 20/11/2020 entre PRODI et Enabel pour la mise en œuvre de ces deux activités qui démarrent en janvier 2021.

#### **Sous-résultat 5.2: Appui aux chaînes de valeur agricole**

Les activités d'appui aux chaînes de valeur agricole ont été prévues en 2021. Elles dépendent pour la plupart du PDA en cours d'élaboration par les acteurs locaux.

Toutefois, afin de faciliter l'accès aux semences de qualité, une convention de subside entre PRODAKOR et INERA a été signée.

Aussi, les champs d'action sont en train d'être redynamisés à l'ITAV/Tshioji. Des intrants nécessaires à leur mise en place ont été mis à disposition.

Les alternatives à la cotonnière pour la mise en place d'un centre logistique ont été identifiées et seront présentées aux acteurs locaux pour opérer un choix suivant les critères nécessaires afin d'assurer la mise en place et la fonctionnalité du centre.

### ***Sous-résultat 5.3: Appui au renforcement et à la formation du capital humain***

Les compétences de base pour pratiquer correctement les métiers agricoles ont été identifiées lors de l'enquête des acteurs. Leur description se fera en 2021 avec les acteurs-clés.

### ***Sous-résultat 5.4: Stimulation et accompagnement de l'auto-entrepreneuriat agricole via l'incubateur intégré au pôle de développement agricole***

La fiche d'activité pour le lancement de l'incubateur rural a été validée. Elle sera mise en œuvre en partenariat avec PRODI. Les besoins en ressources humaines pour le fonctionnement de l'incubateur ont été identifiés. Leur recrutement interviendra en Janvier 2021. La première cohorte de trente (30) porteurs de projets sera recrutée en février 2021.

### ***Sous-résultat 5.5: Facilitation de l'accès à des sources d'énergie durable***

Le bureau d'études « MARGE » a été recruté pour explorer les possibilités de mise en place d'une unité de production d'énergie ainsi que les mécanismes de sa gestion / gouvernance.

### ***Sous-résultat 5.6: Assurer le suivi des sortants 2018 et 2019***

Au cours de cette année, le suivi des sortants 2018 et 2019 de l'ITAV accompagnés à l'insertion professionnelle a continué. A ce jour, 51 jeunes repartis en 7 groupes sont accompagnés.

Deux groupes de jeunes ont été exclus de l'accompagnement. Le groupe dit « Elevage 2019 » a été exclu du fait de l'absence de motivation des membres ainsi que de la non-viabilité de leur activité. L'autre groupe (Tshioji 2018) a été exclu du fait de l'absence de motivation des membres.

Les activités du dernier groupe des sortants 2019 appelés PIF ont été lancés. Du fait des défis observés liés à l'insertion groupée, il a été décidé d'expérimenter l'approche d'insertion individuelle. Ainsi, chaque membre/sortant effectue ses propres activités quoi que faisant partie du même groupe.

Au cours de la campagne agricole A 2020 (septembre – décembre 2020), 21,5 ha de cultures vivrières (maïs, soja et arachide) ont été labourés et semés. Un macro propagateur pour la production des plants issus de fragments de tige (PIF) d'une capacité de 1 000 explants a été installé. Il va permettre la production des rejets sains de bananier au bénéfice des sortants du groupe PIF.

Le suivi des sortants est une activité résiduelle du DTF initial. Pour l'ensemble des groupes, l'appui financier (intrants, labour...) s'arrête à la fin de cette campagne agricole.

## **4 Suivi budgétaire**

Pour réaliser toutes les activités de sa planification opérationnelle de 2020, PRODAKOR misait sur un budget de 2100391,92 €. Au 31 décembre, ce budget a été consommé à hauteur de 2070805,5 € ; soit un taux d'exécution de 98,5%. Ceci dénote une très performance compte tenu de la reprise tardive des activités (PRODAKOR), l'arrivée avec des équipes (recrutements ayant

pris plus de temps que prévu) mais aussi le contexte de la pandémie Covid 19 ayant obligé le mode opératoire. Cette bonne performance de la gestion budgétaire va de paire avec une bonne performance opérationnelle avec notamment l'atteinte des cibles pour 2020 de l'outcome du projet.

Le budget global de l'intervention depuis le début de la phase d'exécution se situe ne fin 2020 à 66%. La situation depuis le début de l'intervention est résumée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 18 : Suivi de l'exécution financière de l'intervention PRODAKOR

Rubriques	Budget initial	Budget révisé	Budget Total	Dépenses	
				2020	Depuis début Projet
Output 1	4580940	1332231	5913171	532898,88	4825040,65
Output 2	648000	396073	1044073	102038,14	795261,75
Output 3	1305500	686485	1991985	240821,81	1454654,7
Output 4	437500	85200	522700	113834,33	343155,77
Output 5	0	3139562	3139562	77825,6	77825,6
Moyens généraux	3902875	2985634	6888509	1003386,74	5369570,44
<b>TOTAL</b>	<b>11000000</b>	<b>8500000</b>	<b>19500000</b>	<b>2070805,5</b>	<b>12865508,91</b>

## 5 Risques et problèmes

En janvier 2020, le PRODAKOR a une nouvelle fois bénéficié de l'accompagnement de MDF/Hollande. A la suite de cet accompagnement, la matrice de risques a été légèrement révisée. Par exemple pour certains risques, la probabilité d'occurrence ou la gravité ont été modifiés. Si le risque est toujours pertinent, le délai pour mettre en oeuvre l'action de mitigation a été aussi modifié. Le tableau ci-dessous donne la nouvelle matrice qui intègre aussi les gestes/actions posées en 2020 pour les mitiger.

Parmi les hauts risques, 4 paraissent très hauts. Ils nécessitent d'être étroitement suivis tout le long de 2021.

- Dégradation avancée des routes de desserte agricole nécessaires à l'évacuation des productions agricoles. Bien que les routes soient dégradées en ce moment, il ya risque qu'une dégradation plus poussée survienne de nouveau rendant encore plus difficile l'accès à plusieurs zones d'intervention mais aussi l'évacuation des produits agricoles. Cette évacuation des produits agricoles vers les marchés est nécessaire pour garantir des revenus aux agriculteurs qui dépendent encore des grands marchés comme Mbuji-Mayi ou certaines cités minières comme Miabi. Le projet prévoit d'intensifier les plaidoyers pour une implication effective des acteurs. Il sera question d'appuyer les petites initiatives locales d'entretien des routes avec possiblement de la formation et/ou des petits matériels.
- Retard dans le marché d'énergie propre qui porte sur 1,400,000 euros, avec le choix des zones à électrifier. Pour le moment, le projet essaie très rapidement de formaliser une structure chargée de la gestion des activités du Pôle de développement agricole. La grande inconnue reste la décision de la cotonnière qui si elle est négative nous amènerait à quelques mois en arrière/recommencement. Le risque de retard est aussi lié à la complexité de l'activité particulièrement à la définition de la stratégie adaptée, à l'acquisition des équipement ainsi que la mobilisation de l'expertise externe requise.
- Retard dans le marché de « fourniture de kits autonomes d'énergie solaire » portant sur 300,000 euros: Idem.

- Prolongation voire renforcement des mesures liées à la COVID rendant difficile la tenue à temps de missions et des activités. Avec l'apparition de plusieurs variants plus contagieux et possiblement plus agressifs dans le monde, le risque de voir les autorités congolaises corser les restrictions sur les déplacements, les regroupements mais aussi sur les activités de terrain en général sont très élevés. Avec davantage de restrictions, la conduite des activités pour l'atteinte des cibles pourrait être compromise.

Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s) Proposées	Deadline	Progrès
Instabilité politique en province	DTF et atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Low	High	Medium Risk	Suivre l'évolution de la situation politique avec focus sur les 2 provinces et réajuster les activités.	Permanent	Sous la supervision du coordonateur provincial. Un suivi régulier de la situation politique et sécuritaire est fait. 2 réUnions SECU par semaine impliquant les staffs ont permis de collecter analyser les infos SECU et de faire les ajustements dans la conduite de nos activités si nécessaires.
Insécurité et conflits tribaux	DTF et atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Low	High	Medium Risk	Suivre l'évolution de la situation sécuritaire y compris les conflits tribaux et réajuster la conduite des activités	Permanent	Idem plus haut, la situation sécuritaire fait l'objet de suivi étroit par la coordination provinciale appuyée par les chefs d'antenne.
Tensions/Conflits en raison d'une plus grande focalisation de l'intervention sur le Territoire de Ngandajika	Q4 2019	DEV	Low	High	Medium Risk	Sensibilisation, formation des autorités provinciales et locales sur les bénéfices attendus de l'approche DL Implication et responsabilisation des chefs traditionnels et autres leaders	Permanent	En cours. Lors des SMCL de juin, la coordination provinciale a profité de cette occasion pour expliquer le bien-fondé de l'approche. Il en est de même lors de grandes activités auxquelles prennent part des leaders traditionnels.
Rupture brusque de financement particulièrement suite à l'expansion de la pandémie COVID 2019	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019 & Planif Q1 2020	DEV	Low	High	Medium Risk	Adaptation rapide des actions et des ressources humaines, dans le temps et l'espace en fonction des moyens financiers disponibles.	Permanent	En cours de suivi mais pas besoin d'actions concrètes pour le moment

Faible qualité des matériels livrés par les fournisseurs	Atelier suivi chaîne des résultats (MDF - décembre 2019)	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Suivi du respect des spécifications techniques du dossier d'appel d'offres à la réception des fournitures livrées par les prestataires.	Permanent	En cours
Fraudes diverses dans le processus d'achat, dans les ateliers, détournements carburants, pièces de rechanges...dans la gestion des caisses, émissions et encaissement des chèques.....	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	Mettre en œuvre de façon rigoureuses les procédures standard prévues et les recommandations des derniers audits	Permanent	Procédures en place
Braquage au bureau Enabel, à la banque ou sur le trajet/de et vers les antennes/lors des ateliers/lors de activités de terrain	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	Seuils maximum de cash en caisse définis et appliqués Caisses rangées chaque soir dans coffre Présence d'un gardien à l'entrée du bureau. Entrées et sorties enregistrées dans un carnet Discretion et confidentialité des opérations de caisse et des mouvements de et vers la banque	Permanent	Mesures appliquées telles que recommandées. De plus, l'équipe reste attentive à l'évolution du contexte, change ses habitudes lors des déplacements vers les banques et antennes

Solidité bancaire et professionnalisme (erreurs volontaires ou involontaires de la banque, fonds non disponibles car retenus par la banque, commissions excessives, vulnérabilité financière)	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	Choix d'une banque solide, Contrôles et réconciliations bancaires au moins hebdomadaires Communication effective avec la banque en cas de problème pour une résolution rapide	Permanent	Soldes bancaires et transactions vérifiées continuellement
Faible appropriation des thèmes et des problématiques du développement local et du développement agricole par les responsables locaux.	13/04/2020	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Responsabilisation plus importante des acteurs locaux dans le cadre de l'approche Développement Local. Responsabilisation sur l'atteinte de résultats (changements) identifiés dans des espaces animés par les équipes Enabel.	31/12/2022	En cours avec la désignation d'un animateur local avec lequel un protocole de collaboration a été signé. En vertu de ce protocole, l'implémentation des activités du lancement du PDA et de l'incubateur rural lui est confiée
Mauvaises collaborations / synergies entre les équipes PRODAKOR et EDUKOR autour du résultat commun.	13/04/2020	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Suivi / appui de la coordination provinciale et des ECT.	31/12/2022	En cours. Des échanges réguliers portant sur notes techniques, méthodologiques, les termes de référence des activités sont organisés avec les ECT

Postures inadéquates des équipes Enabel compromettant les résultats attendus sur le DL.	13/04/2020	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Information/formation des équipes Enabel avec les appuis ECT Gouvernance et prestataire extérieur spécialisé.	31/12/2022	Un contrat-cadre développement local a été signé. Les premiers appuis devraient intervenir en février 2021. En attendant, un coaching étroit est en train donné par l'ECT gouvernance
Retard dans le marché d'énergie propre qui porte 1,400,000 euros ;	01/05/2020	OPS	High	High	High Risk	Anticiper le processus avec une rédaction des TDR/spécifications et impliquer étroitement les autorités provinciales et même nationales au plus haut niveau	31/12/2022	En cours
Retard dans le marché de « fourniture de kits autonomes d'énergie solaire» portant sur 300,000 euros	01/05/2020	OPS	High	High	High Risk	Anticiper le processus tant au niveau local et impliquer les autorités provinciales et même nationales au plus haut niveau	31/12/2022	en cours
Fluctuation prix et Réduction significative des débouchés commerciaux suite à une généralisation de la pauvreté engendrée par une prolongation de l'épidémie COVID 19 .	01/05/2020	DEV	Medium	High	High Risk	Mise en oeuvre du SIM/SIP Diversification débouchés et Adaptation de la stratégie commerciale des bénéficiaires pour réduction des coûts de transaction ou augmentation des opportunités d'économie d'échelle lors des opérations de commercialisation des produits agricoles,	31/12/2022	en cours

Un engagement insuffisant des acteurs locaux pour enclencher le processus du développement local.	13/04/2020	OPS	Medium	High	High Risk	Actions de sensibilisation, d'information et de formation des acteurs locaux. Personnel dédié dans l'équipe PRODAKOR/EDUKOR et appuis extérieurs pour formation et coaching des équipes Enabel et des responsables locaux	31/12/2022	Profitant de chaque opportunité qui se présente (réunions, ateliers, visites...) nos staffs sensibilisent les acteurs pour susciter leur engagement. Des échanges réguliers et directs avec l'ECT sont organisés pour mieux cadrer les actions et susciter un engagement des acteurs locaux
Une appropriation/adhésion de la partie congolaise insuffisante pour mettre en place les conditions permettant la durabilité du fonctionnement des STD.	13/04/2020	OPS	Medium	High	High Risk	Plaidoyer continu et organisé envers les autorités congolaises pour leur mobilisation dans le cadre du projet. Communication active sur le sujet.	31/12/2022	Lors de différentes occasions, les autorités au plus haut niveau sont sensibilisées.
Prolongation voire renforcement des mesures liées à la COVID rendant difficile la tenue à temps de missions et des activités	07/9/2020	OPS	High	High	High	Privilégier les activités en petits groupes (Représentation par des délégués des bénéficiaires puis restitution et suivi des restitutions Déléguer certaines activités simples aux STD avec des FA)	31/12/2021	En cours de mise en œuvre avec des ateliers limités à une vingtaine de participants

<p>Démotivation et épuisement moral du personnel suite à la prolongation d'un mode de travail atypique lié à la pandémie</p>	<p>07/9/2020</p>	<p>OPS</p>	<p>High</p>	<p>High</p>	<p>High</p>	<p>Organiser de petites activités sociales (5 à 7) ou sportives en petits groupes. Offrir la possibilité de reporter plus de jours de congés en 2021. Former le personnel sur la gestion du stress Explorer les voies routières pour prise de congé pour staffs originaires de Kinshasa</p>	<p>31/12/2021</p>	<p>Le principe de report supplémentaire de jour a été est déjà obtenu pour les congés 2020. L'équipe a aussi massivement participé au TEAM buiding organisé par la représentation et en petits groupes, des marches sportives sont régulièrement organisées.</p>
--	------------------	------------	-------------	-------------	-------------	---	-------------------	--

Ci-dessous les principaux problèmes

Tableau n° 19 : Matrice de gestion des problèmes sur la base de l'analyse effectuée

Problèmes	Periode d'identification	Catégories de problème	Impact Potentiel	Action de mitigation du problème	Deadline	Progrès
Conditions inédites de travail occasionnées par l'épidémie du COVID-19 obligeant à recourir systématiquement à des modes opératoires particuliers tels que le travail à distance, l'observation de la distanciation sociale/physique, des réunions en petits groupes, ou télétravail. Unions de coordination (impliquant une équipe dispersée à travers le monde) dans un contexte de réduction des possibilités de transport de matériels et/ou de personnes.	01/05/2020	OPS	High	Coaching rapproché/étroit par le Contrôleur Financier pour optimiser les règles et procédures afin d'aller plus vite. Allouer plus de ressources et optimiser les moyens logistiques pour faciliter le travail dans le contexte (crédit Internet, carburant pour faire plus de missions à petites équipes), Coacher le personnel sur les techniques de travail à distance.	31/12/2021	L'octroi de crédits internet a été généralisé à tous les staffs qui font le télétravail. Les documents / recommandations sur les techniques de télétravail venant du CPM, du siège ou d'ailleurs sont largement partagés avec le staff.
Dégradation de la fertilité des sols et de l'environnement.	13/04/2020	DEV	High	Développer la gestion intégrée des sols avec des nouvelles pratiques culturelles de restauration des sols. Promotion de la culture attelée.	31/12/2021	Une fiche d'activité avec IPAPPEL pour fournir un appui conseil aux agriculteurs avec un accent sur la GIFS et leur restauration est en cours d'exécution Echanges avec AIDN pour la mise en place d'une CdS axée sur la traction animale sont en cours.
Faible prise en compte du genre de façon transversale	03/07/2013	DEV	Medium	La participation, le ciblage, la responsabilité des femmes sont prises en compte dans les activités de production et de transformation des produits.	31/12/2022	L'ATN en charge du genre a appuyé les différents responsables à définir une stratégie genre spécifique à chaque résultat. Exemple dans le cadre de la transformation, un quota sera attribué aux OPB féminines

Dégradation des pistes de dessertes agricoles nécessaires à l'évacuation des productions agricoles.	13/04/2020	OPS	High	Appui pour l'organisation de la réfection au niveau des points chauds des pistes concernées.	31/12/2022	En cours
Faible niveau de coordination entre acteurs du secteur au niveau de la province	14/07/2020	DEV	Medium	Plus grande implication et présence active de l'équipe provinciale Enabel dans les espaces provinciaux de coordination.	31/12/2022	Ancien risque et nouveau problème

## 6 Synergies et complémentarités

### 6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Le PRODAKOR a travaillé en synergie avec les deux autres interventions du Programme de Enabel au Kasai Oriental et Lomami:

#### 1° Avec PRODEKOR

- La synergie a consisté en la réhabilitation des pistes agricoles prioritaires des bassins de production, sur base des besoins exprimés par PRODAKOR;
- PRODAKOR a ensuite hérité de quelques activités résiduelles de PRODEKOR qui a été clôturé définitivement en juin 2020.

#### 2° Avec EDUKOR

- Cette synergie est devenue une réalité surtout dans cette phase de transition de 2020 – 2022. Les deux projets partagent un résultat commun visant la mise en place d'un pôle de développement agricole au niveau du terroir de Ngandajika.
- Un même protocole de collaboration avec PRODI, animateur désigné du pôle de développement agricole ; un protocole comprenant des activités à la fois sous la responsabilité de PRODAKOR et d'EDUKOR.
- La mise en œuvre du FAIF sous le leadership du PRODAKOR. Des outils inspirés de ceux utilisés par EDUKOR ont servi à la sélection des bénéficiaires afin de garantir une plus grande rentabilité des projets. Un format qu'EDUKOR a l'habitude d'utiliser a servi pour produire des plans d'affaires des candidats au financement du FAIF. Cette collaboration s'est aussi traduite par le financement par EDUKOR d'un lot de 10 projets destinés à la fois à faciliter l'insertion professionnelle de jeunes tout en promouvant le leadership des femmes rurales.
- La synergie a concerné aussi la fourniture des plants sains de palmier CIRAD pour la création d'un verger de palmier au profit de l'école technique et vétérinaire ITAV/Tshioji, dans le but de contribuer à la formation pratique des élèves et à l'autofinancement de l'école, par l'installation d'une unité de production.
- Cette synergie a porté également sur la formation pratique des élèves de l'ITAV/Tshioji et de leurs encadreurs sur les techniques de production des plants sains de bananier à partir des fragments des tiges (technologie PIF). Près de 10 élèves ayant déjà terminé leurs études suivent cette formation qui peut leur donner des pistes d'auto-emploi. Cette collaboration étroite avec EDUKOR va se poursuivre pendant toute la transition.

Le PRODAKOR a eu aussi des échanges avec l'intervention PRODAT de la Province de la Tshopo.

#### 3° Avec PRODAT et PIREDD

Partage de rapports avec ces projets, partage de documents

Consultations permanentes

.

## 6.2 Avec les projets pour tiers

PRODAKOR est impliqué étroitement dans la formulation du PIREDD Kasai. Ce projet ambitionne de consolider voire d'élargir une partie des acquis du PRODAKOR notamment la promotion des techniques agroécologiques qui améliorent la fertilité des sols mais aussi qui réduisent les pressions sur les galeries forestières du Grand Kasai. Dans sa formulation en cours, plusieurs staffs du PRODAKOR ont souvent été sollicités pour donner un avis ou participer à des étapes précises (visites du FONAREDD).

## 6.3 Autres synergies et complémentarités

Le PRODAKOR est également entré en contact avec quelques ONG internationales Belges, qui ont cherché à collaborer avec lui pour la mise en œuvre de certaines activités sur terrain. Il s'agit de :

### 1° Budikadidi /CRS

Le PRODAKOR a eu des contacts avec le responsable de ce projet qui œuvre dans la zone. Ce projet a une forte expérience dans le domaine du renforcement des capacités des organisations paysannes. Il est prévu en 2021 une rencontre plus détaillée afin d'explorer les possibilités de synergie.

### 2° SOS Faim

Porté en RDC par l'ONG belge SOS Faim, le **festival des films AlimenTerre** a été de nouveau organisé dans la zone d'intervention de PRODAKOR. Après la cité de Ngandajika en 2019, c'était au tour de Mbuji Mayi d'accueillir ce festival qui dorénavant figure au cœur de l'agenda des événements majeurs intellectuels organisés dans la zone. Organisé du 15 au 16 décembre 2020, il a vu la participation de plus de 100 personnes venues de tous les horizons (autorités publiques provinciales, services publics de santé, ONG, OPB et leurs Unions, services techniques de l'Etat, Centre de recherche de l'INERA, Instituts supérieurs et universités locales, simples agriculteurs, médias etc). Au menu de ce festival 2020, il y avait 3 films qui sont (1) Quand on sait, (2) Semer, récolter, résister et (3) Sur le champ. Ces films ont servi de prétextes pour débattre sur plusieurs questions majeures liées au développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans la Zone. Une trentaine de recommandations ont été faites à l'endroit des acteurs qui comprennent les partenaires techniques et financiers, les organisations paysannes mais aussi les acteurs étatiques au niveau national et provincial.

## 7 Thèmes transversaux

### 7.1 Environnement et changement climatique

Depuis le démarrage de la mise en œuvre du PRODAKOR en juillet 2015, les questions de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques sont restées au cœur de son action.

L'ancrage agroécologique du projet demeure fort au regard des efforts déployés pour diffuser largement les techniques comme les engrais verts (à base de Mucuna), l'utilisation de biopesticides, les associations maïs-légumineuses... Afin de renforcer l'aspect agroforesterie du projet, des pépinières ont été mises en place dans les bassins de production d'intervention pour permettre, dans un futur proche, aux agriculteurs de disposer d'arbres fertilitaires mais aussi des

sources plus durables de bois-énergie ; des sources qui proviennent en grande partie des galeries forestières de la zone. En promouvant les cultures pérennes (palmiers à huile mais aussi arbres fruitiers) qui ne nécessitent pas des rotations incluant des jachères, PRODAKOR contribue sans doute à réduire la pression sur les surfaces naturelles. La traction animale en voie d'expérimentation contribuera aussi à une meilleure gestion de la fertilité des sols.

D'autre part, la nécessité d'accompagner les populations locales à s'adapter durablement au changement climatique ~~devenue une réalité~~, est une des raisons de la convention de subside signée avec INERA cette année 2020. En rendant disponible une diversité de variétés de semences locales résistantes au changement climatique comme prévu, le PRODAKOR contribue ainsi à renforcer leur résilience par rapport à ce phénomène.

## 7.2 Genre

La prise en compte du genre de manière transversale reste un défi quotidien pour l'ensemble du programme agricole qui travaille souvent avec des organisations paysannes mixtes dominées par les hommes. Rares sont celles qui, dans le comité directeur/organes de gestion, ont une représentation féminine significative. Ainsi pour la plupart, celles-ci sont membres ou elles ne jouent pas de rôle important et n'influencent pas les décisions de leurs associations et ne bénéficient comme cela devait être des retombées de leur association.

Afin de permettre à ce que ces femmes puissent bénéficier davantage des retombées des appuis, des notes stratégiques ont été rédigées donnant ainsi des orientations éclairées sur la participation et la représentation équitable des femmes et des hommes parmi les bénéficiaires de chaque volet de l'intervention. Ces notes ont été traduites en action concrètes dans la mise en œuvre des volets du PRODAKOR. C'est ainsi dans le cadre des appuis en transformation des produits agricoles, 3 femmes planteurs de référence ont été sélectionnées cette année pour bénéficier de malaxeurs ainsi que 1 autre agricultrice de référence a été sélectionnée pour bénéficiaire d'une égreneuse de maïs.

Les thèmes transversaux comme, **les Droits humains et le VIH/SIDA, des thèmes qui intéressent particulièrement les femmes** ont fait l'objet d'échanges participatifs auprès des ménages agricoles pour cette année 2020. De ces échanges, des engagements significatifs sur l'amélioration des relations femmes –hommes ont été pris par les ménages. : la prise en compte de pratique de dépistage volontaire, le positionnement des femmes dans les activités de développement local et dans la gestion. Il est très nécessaire de poursuivre les actions en lien avec d'autres thèmes (abus et exploitation sexuelles, genre et développement, violence sexuelle...) si on tient à promouvoir les femmes leaders dans le monde rural, l'égalité des chances, la justice sociale, et la construction d'un Etat de droit, tout en travaillant de manière efficace sur le renforcement des capacités et aux initiatives économiques des femmes.

Par ailleurs PRODAKOR a accueilli deux nouvelles collègues femmes. Ces dernières au nombre de 3, représentent maintenant près de 30% de l'effectif 100% dédiés.

## 7.3 Digitalisation

Un Système d'Information sur les Marchés (SIM) couplé à un Système d'Information sur les Prix (SIP), utilisant les SMS des réseaux téléphoniques locaux, est implanté et fonctionnel, dans la zone de travail du PRODAKOR pour soutenir la commercialisation des produits agricoles. 30 agriculteurs ont été formés pour supporter ces systèmes qui bénéficient environ à 3300

agriculteurs.

PRODAKOR a commencé à prélever toutes les données SIG des principaux vergers familiaux de palmier à huile. Bien que ce travail n'ait pas été finalisé, il est possible aujourd'hui de visualiser à travers google Earth, plusieurs vergers familiaux. La géolocalisation des réalisations du projet fait partie maintenant des pratiques ancrées dans l'équipe.

## 7.4 Emplois décents

Avec la mise en place des unités de transformation (Extraction huile de palme, égrenage mouture de maïs) ainsi que les activités de savonnerie puis d'élevage de lapins, il est dénombré au moins cette année **68 emplois décents** qui sont créés. Ces emplois distribuent des revenus réguliers à leurs détenteurs.

De plus, de nombreux emplois temporaires sont aussi créés surtout avec les plantations de palmier à huile CIRAD. Certains planteurs, qui disposent de grandes surfaces (plus de 5hectares) ont souvent recours à de la main-d'œuvre payée pour exécuter certains travaux d'entretien. C'est un aspect qui est en train de démarrer petit à petit, car la plupart du temps, les agriculteurs ont plutôt recours à la main d'œuvre familiale non rémunérée.

Quelques emplois périodiques ont été créés aussi par les OPB et leurs Unions, dans l'entretien de certains champs communautaires (*c'est le cas à Kanyenga, dans le territoire de Ngandajika*), ainsi que dans le remplissage des sacs et la manutention, lors des opérations de transformation des produits agricoles et de vente. Ces emplois sont occasionnels et sont liés au cycle de production et d'exécution des opérations post-récolte.

# 8 Leçons apprises

## 8.1 Les succès

1° Il faut toujours commencer par l'existant et éviter la création de nouvelles structures destinées à accueillir des appuis. L'Union PRODDIM constitue à ce point un exemple de réussite et de performance. En effet, en à peine un peu plus d'une année, elle a dépassé largement son seuil de rentabilité dans la transformation des produits agricoles. Elle est à présent en mesure de renouveler ses équipements et de pérenniser ainsi les services de transformation dans sa zone d'action.

2° L'implication des services techniques régaliens avec un dispositif d'appui-conseil permanent est un facteur important pour ancrer l'utilisation de techniques agro-écologiques par les ménages agricoles. En effet, il a été constaté que là où ces services sont permanents, l'adoption semble plus durable. De plus certains agriculteurs relâchent très vite en l'absence de techniciens-moniteurs agricoles.

## 8.2 Les défis

PRODAKOR devra faire face à plusieurs défis parmi lesquels :

1° La mise en œuvre en régie d'un fond comme le FAIF gagnerait considérablement en efficacité si les appuis « financiers » se limitaient à l'achat d'un nombre limité d'intrants et ou de matériels

puis leur mise à disposition auprès des bénéficiaires. En effet, dans la mise en œuvre actuelle du FAIF, les nombreux petits achats concernés par les fiches d'activité ainsi que leur livraison dans les différents sites épuisent le peu de ressources humaines disponibles et dilapident les énergies nécessaires au suivi des activités appuyées

2° Réussir l'orientation vers l'approche développement local nécessite de rompre avec des pratiques de routine actuellement ancrées tout en visant un engagement et une implication responsables des bénéficiaires et des acteurs à tous les niveaux pour espérer une appropriation et une durabilité.

3° Trouver les mécanismes et stratégies possibles pour palier ou anticiper les retards et les difficultés induits par les procédures vs contexte et environnement de la zone de mise en œuvre des activités.

### 8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Plusieurs questions d'apprentissage justifiaient la planification de certaines évaluations comme celle de l'expérience du palmier à huile. En effet, des questions liées à l'adaptabilité de la variété promue, ses performances en termes de production, son acceptation (prise en compte des préférences en termes de goût...) par les communautés restent sans réponse. En plus de l'évaluation, PRODAKOR se propose, dans les mois à venir, d'investir sur ces aspects pour mieux orienter son action.

Au demeurant la question de quelle approche pour relancer durablement la traction animale dans la zone en tenant compte de l'absence d'institutions pour financer les animaux de trait et ou les autres équipements de traction animale.

Cette question de financement concerne aussi les palmiers mais aussi la relance des activités piscicoles. Comment faire accéder les pisciculteurs aux alevins qui seront produits par le CAP reste une question que nous prospectorons et essaierons dans l'action de trouver une réponse.

La gestion des appuis matériels du développement local comme la future ferme solaire, le centre logistique avec ses nombreuses composantes (unités de transformation, de stockage, points de commercialisation...). Quel modèle d'affaire pour le centre logistique, comment garantir une implication active de la communauté... sont autant de questions dont les réponses ne sont pas connues avec précision maintenant ; des questions pour lesquelles, il est urgent de trouver des réponses.

### 8.4 Synthèse des enseignements tirés

Tableau n° 20 : Enseignements tirés de l'exécution des activités en 2020

Enseignements tirés	Public cible
<i>Description de l'enseignement tiré.</i>	<i>Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré</i>
1° Commencer par l'existant et ce qui essaye d'exister (et éviter la création de nouvelles structures destinées à accueillir des appuis) est déterminant pour réussir les actions de développement et l'émergence des entrepreneurs.	Autres interventions Enabel en RDC

2° L'implication des services techniques de l'état avec un dispositif d'appui-conseil et de suivi et supervision permanent est un facteur important pour ancrer l'utilisation des nouvelles techniques et pratiques ainsi que susciter une forte motivation /persuasion des bénéficiaires	Autres interventions Enabel en RDC
3° La mise en œuvre en régie d'un fond comme le FAIF gagnerait considérablement en efficacité si les appuis « financiers » se limitent à l'exécution d'un nombre limité de grandes dépenses.	Autres interventions Enabel en RDC
4° Nos pratiques actuelles à tous les niveaux constituent des barrières pour l'application d'une approche de développement local. Commencer le changement en interne dans l'élaboration et la mise en œuvre de nos activités puis inviter les partenaires et tous les collaborateurs à s'y conformer est une démarche incontournable pour rompre avec la routine.	Autres interventions Enabel en RDC
5° Nos procédures et systèmes de fonctionnement se trouvent confrontés au contexte de nos deux provinces ; une situation qui impacte à la fois l'efficacité et l'efficience de nos projets.	Autres interventions Enabel en RDC

## 9 Pilotage

### 9.1 Modifications apportées à l'intervention

Mis à part la modification apportée dans le cadre de l'avenant au DTF, il n'y a pas eu des modifications majeures apportées à l'intervention pendant l'année 2012. Toutes les activités se sont déroulées selon la stratégie mise en place depuis juillet 2015 et celles incluses dans le DTF.

Pour les changements dans l'avenant au DTF, les principaux sont :

- L'introduction d'une filière pisciculture dans le résultat 1. Dans ce même résultat l'appui à l'outillage pour la culture atelée a été aussi introduite.
- L'ajout d'un 5<sup>ème</sup> résultat visant la création d'un pôle de développement agricole dans le terroir de Ngandajika

## 9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Il n'existe pas à proprement parler de nouvelles décisions qui ont été prises dans cette année qui a vu être organisées deux SMCL malgré la pandémie de la COVID. Ces deux SMCL ont permis de présenter le rapport 2019, présenter le nouvel avenant au DTF couvrant la période 2020 à 2022.

Tableau n° 21 : Décisions reconduites par les comités de pilotage en 2020

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source
1. Que les gouvernements provinciaux du Kasai Oriental et de Lomami prévoient la possibilité de financer les agriculteurs par des crédits d'investissement. Ils pourront mener des démarches auprès du gouvernement central en cas de besoin	Mars 2019	RéUnion SMCL
2. La SMCL recommande aux IPAPEL du Kasai Oriental et Lomami de faire le suivi de l'entretien des palmeraies pour proscrire le buttage des palmiers et la coupe précoce des rameaux	Mars 2019	RéUnion SMCL
3. La SMCL recommande à l'INERA de faire le suivi du dossier d'inscription des meilleures variétés issues de leur recherche avec l'appui du PRODAKOR dans le catalogue national.	Mars 2019	RéUnion SMCL

Tableau n° 22 : Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la SMCL en 2019

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
1. Un arrêté sera pris par chacun de deux gouverneurs des provinces interdisant les feux de brousse et qui inclut également les barèmes de sanctions à l'endroit de ceux qui ne le respecteront pas, notamment vis-à-vis des autorités des villages qui sont censées faire respecter ces instructions au niveau de la base	Gouverneurs de Provinces Kasai Oriental et Lomami	Décembre 2019	Aucun arrêté n'a été pris par les deux Gouverneurs de provinces	A évaluer à la prochaine SMCL
2. Prévoir des lignes budgétaires dans les budgétaires des provinces ou entrevoir des possibilités de négocier avec les institutions de financements des possibilités d'appuis financiers aux agriculteurs sous forme des crédits remboursables à des taux préférentiels.	Ministères provinciaux de l'agriculture, du budget et des finances des provinces du Kasai Oriental et Lomami	Octobre 2019	Budget des provinces de l'exercice 2019 déjà exécuté et clôturé. Le PRODAKOR n'a eu aucun retour sur l'existence des lignes budgétaires évoquées avec l'arrivée des nouveaux membres des gouvernements provinciaux.	A évaluer à la prochaine SMCL
3. Poursuivre la formation des planteurs de palmier à huile sur les techniques de conduite d'une palmeraie	Agents IPAPPEL (moniteurs, agronomes de secteurs, PPV secteurs, PPV territoires)	Octobre 2019	Formations des agriculteurs assurées par les agronomes du PRODAKOR en cours	En cours d'exécution
4. Prendre contact avec l'INERA (direction générale) et avec SENASEM (bureau national) pour faire le suivi du dossier introduit auprès du SENASEM national d'homologation des semences	Directeur du Centre de l'INERA Ngandajika	Octobre 2019	Dossier transmis aux instances nationales à Kinshasa pour décision	En cours d'exécution

### 9.3 Réorientations stratégiques envisagées

La réorientation stratégique du PRODAKOR, issue de l'évaluation de la théorie de changement et des réflexions entre les équipes de PRODAKOR et EDUKOR, appuyées par la Représentation (ECT Agriculture, ECT Education et CPM) a conduit à la révision du cadre des résultats résumé dans le tableau n° 23 ci-dessous.

Cette réorientation est intégrée dans l'avenant au DTF élaboré pour la phase de transition.

Tableau n° 23 : Révision de la compréhension du cadre des résultats du PRODAKOR

<i>Filières</i>	<i>Recherche et production des semences</i>	<i>Production agricole</i>	<i>Conservation, transformation et commercialisation</i>	<i>Renforcement des capacités des acteurs</i>	<i>Genre</i>	<i>Développement d'un pôle de développement dans le territoire de</i>
<b>Palmier à huile</b>	<i>Recherche des nouvelles sources approvisionnement semences de palmier</i>	Réalisation des palmeraies et production des régimes de noix de palme	* Extraction d'huile de palme * Meilleur conditionnement * Marketing et * Commercialisation	* Identification des acteurs * Diagnostic participatif	* Extraction d'huile de palme * Conditionnement * Commercialisation	* Mise en réseau des acteurs ( <b>Développement local</b> ) * Offres des différents services * Appui à la dimension territoriale
<b>Cultures vivrières</b>	<i>Recherche sur les semences de qualité</i>	* Accès des agriculteurs aux semences certifiées de qualité * Production agroécologique (qui protège l'environnement)	* Transformation des produits agricoles (maïs, arachide, soja, niébé etc.) * Meilleur conditionnement * Marketing et * Commercialisation	* Élaboration plan de développement concerté * Renforcement de leurs capacités (structuration, organisation, action coopérative, gestion, alphabétisation des femmes etc.)	* Transformation des produits agricoles * Meilleur conditionnement * Commercialisation	* Appui aux chaînes de valeur agricole * Appui au renforcement et à la formation du capital humain * Stimulation et accompagnement à l'auto-emploi

<b>Pisciculture</b>	<i>Recherche et disponibilisation des alevins de qualité</i>	* Mise en charge des étangs * Repeuplement des étangs naturels * Production des poissons	* Transformation des poissons * Meilleur conditionnement * Marketing et * Commercialisation		* Transformation des produits agricoles * Meilleur conditionnement * Commercialisation	
	<b>RÉSULTAT 1</b>		<b>RÉSULTAT 2</b>	<b>RÉSULTAT 3</b>	<b>RÉSULTAT 4</b>	<b>RÉSULTAT 5</b>

## 9.4 Recommandations

Tableau n° 24 : Recommandations pour l'année suivant celle du rapportage

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Description des recommandations</i>	<i>L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année suivant celle du rapportage</i>
01. Finaliser le choix du site devant accueillir la ferme solaire, le centre logistique et l'incubateur du Pole de développement agricole de Ngandajika et mettre en place un <b>comité provisoire avec mandat de mener les négociations</b> avec la cotonnière au nom des acteurs locaux.	Chef d'antenne de Ngandajika.	Fin Février
02. Faciliter les négociations entre acteurs de développement local représentés par une commission provisoire avec les responsables de UTEX /Cotonnière pour fixer définitivement les conditions de la mise à disposition des infrastructures et terrain de la cotonnière afin d'accueillir plusieurs investissements du Pole de Développement Agricole de Ngandajika (ferme solaire, centre logistique, l'incubateur...)	Coordination provinciale et Représentation	Q1 2021
03. Faciliter l'octroi d'un marché public ciblé à CODEART pour accompagner diagnostiquer puis accompagner les activités de AIDN dans les activités de traction animale.	Responsable MP et CPM	Fin février

## 10 Annexes

### 10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
<b>1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?</b>					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
<b>1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?</b>					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
		X			

<b>2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens &amp; équipements) sont-ils correctement gérés ?</b>		
X	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
<b>2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?</b>		
X	<b>A</b>	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	<b>B</b>	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	<b>C</b>	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	<b>D</b>	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
<b>2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?</b>		
	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
	X			
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>				
X	<b>A</b>	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
	<b>B</b>	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont		

		pas causé beaucoup de tort.
	<b>C</b>	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?</b>		
X	<b>A</b>	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	<b>B</b>	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	<b>C</b>	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	<b>D</b>	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
<b>Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
		X		
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>				
	<b>A</b>	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	<b>B</b>	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	<b>C</b>	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	<b>D</b>	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>				
	<b>A</b>	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		

X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?</b>		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
<b>4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

## 10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

L'évaluation de la théorie de changement réalisée en janvier 2021 a permis de revoir la chaîne des résultats de la manière suivante :

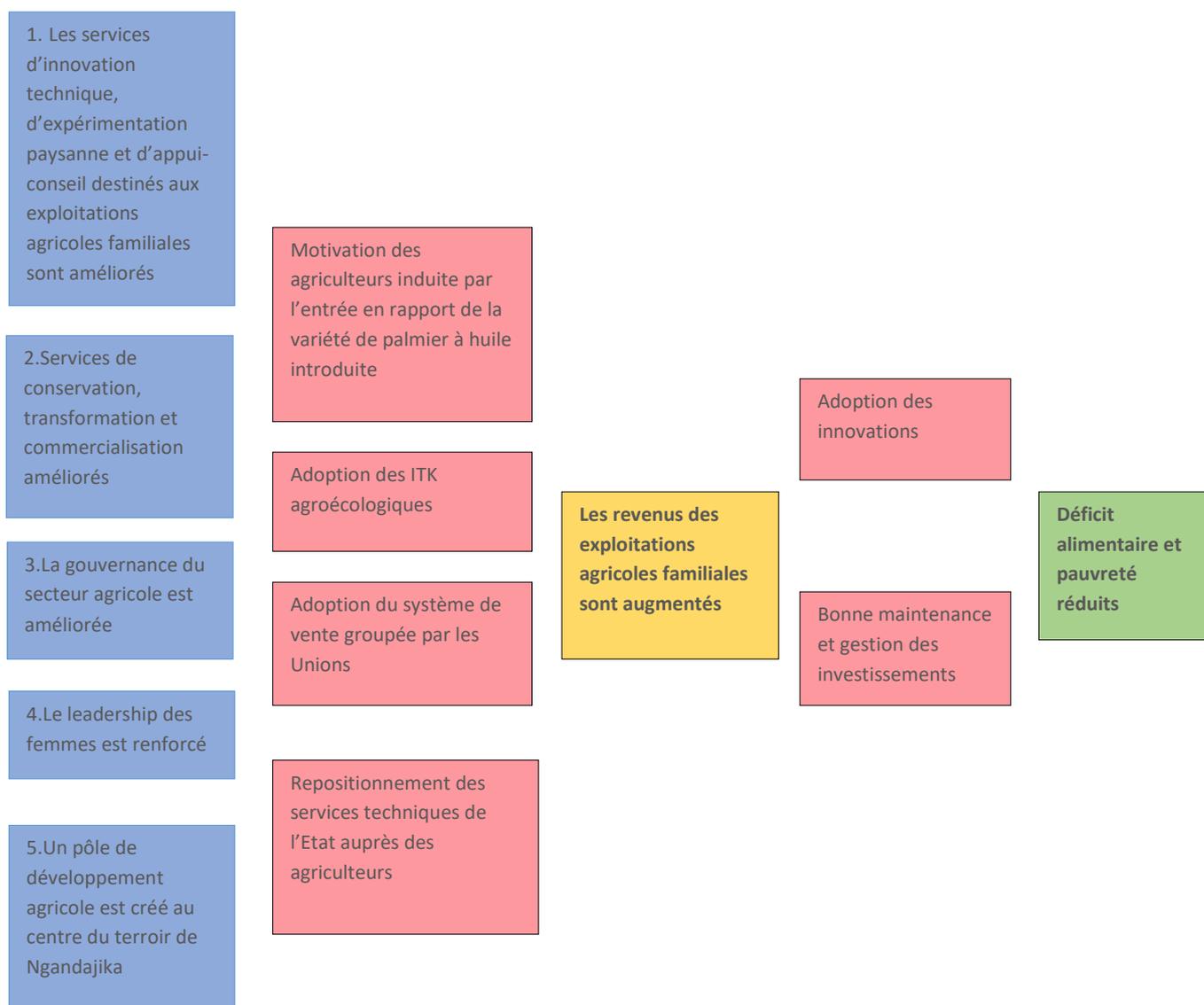
Les changements escomptés par le programme sont passés par l'offre des services capables de produire les effets de progrès recherchés. Aussi, tous les résultats opérationnels ont-ils été alignés pour favoriser l'atteinte de l'Outcome. Le chemin pour sa réalisation a été laborieusement construit à travers :

- Les capacités techniques renforcées des exploitants agricoles des OPB et des Unions sur les ITK porteurs de rendements et l'utilisation de semences de qualité ;
- Les progrès indéniables engrangés par les agriculteurs dans la conservation, la transformation et la commercialisation améliorée des produits agricoles grâce notamment à l'acquisition des machines de leur transformation ;
- Le repositionnement des services publics d'appui-conseil pour un accompagnement optimal des OPB ;
- Le renforcement du pouvoir économique de la femme rurale comme une des conditions du renforcement de son leadership ;
- L'émergence progressive dans le terroir de Ngandajika d'un pôle de développement local incluant une offre intégrée des biens et services aux besoins de la population.

La cascade de ces résultats (outputs et résultats intermédiaires) ainsi que leurs effets conjugués ont induit des changements perceptibles dans les chefs de bénéficiaires, lesquels constituent de signaux forts dans l'avancement vers l'atteinte de l'objectif spécifique du Programme. Il s'agit particulièrement du taux toujours croissant de l'adoption des ITK et de nouvelles techniques éco-agricoles par les agriculteurs, de la motivation née du bon développement des plantations des palmiers à huile produisant ainsi un véritable effet d'entraînement et de la maîtrise des paramètres de négociation des marchés (unités de mesure et vente groupée). Des enquêtes menées auprès de nos bénéficiaires ont confirmé l'augmentation toujours croissance des revenus provenant de leurs activités agricoles.

Bien plus, il s'observe, de plus en plus, une réelle adoption des innovations, une bonne gestion et une rentabilisation des investissements dans les chefs des Unions et de certaines OPB. Cette situation aura certainement un impact non négligeable sur la réduction du déficit alimentaire et de la pauvreté dans la zone d'intervention du programme en quoi consiste son objectif global.

Tableau n° 25 : Révision de la théorie de changement en 2020



En bleu, produits ou services offerts (output)

En rose, les changements induits

En orange, l'objectif spécifique (outcome)

En vert, l'objectif global (impact)

## 10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (voir guide gestion du contenu).

Titre Output 1
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ?  Si oui : lesquels ? (Éventuellement ToC modifiée en annexe)
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : ..... <input type="radio"/> Justification Décision 1 : ..... <input type="radio"/> Décision 2 : ..... <input type="radio"/> Justification Décision 2 : .....
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement faciliter le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?

## 10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Outcome (2 indicateurs)</li> <li>• Augmentation du niveau d'adoption des innovations durables par les ménages dans leurs exploitations familiales</li> <li>• Amélioration du revenu brut moyen des agriculteurs issu des activités agricoles</li> <li>• Output 1 (4 indicateurs)</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui ont accès (physique et économique) aux semences de qualité</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent des techniques agroécologiques dans leurs champs des cultures vivrières</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui disposent d'au moins 50 ares de plantation améliorée de palmier à huile avec respect des itinéraires techniques</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui attestent avoir bénéficié d'un appui conseil des techniciens agricoles (privés ou agents de l'Etat)</li> <li>• Output 2 (3 indicateurs)</li> </ul>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui utilisent le service de vente groupée des produits agricoles</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui transforment leurs produits avant la commercialisation</li> <li>• Pourcentage d'agriculteurs qui entreposent leurs produits dans des structures d'entreposage adaptées</li> <li>• Output 3 (3 indicateurs)</li> <li>• Pourcentage d'OPB autonomes sur le plan technique et organisationnel qui fournissent des services de qualité auprès de leurs membres</li> <li>• Pourcentage des agents des deux administrations (IPAPL et IPDR) appuyés par PRODAKOR qui ont amélioré leurs capacités d'appui conseil technique</li> <li>• Nombre de notes produites par les services techniques à l'intention des autorités provinciales pour le pilotage du secteur agricole</li> <li>• Output 4 (2 indicateurs)</li> <li>• Nombre des femmes qui émergent comme agricultrices de référence</li> <li>• Nombre d'OPB de femmes ayant une activité économique qui produit des revenus mensuels partagés aux membres</li> <li>• Output 5 : Un pôle de développement agricole est créé au centre du terroir de Ngandajika</li> <li>• Nombre de solutions mises en œuvre suite à l'identification des problèmes des filières, faite avec tous les acteurs du territoire</li> <li>• Appropriation d'un plan d'action stratégique élaboré de commun accord par les acteurs de Ngandajika</li> <li>• Nombre de bénéficiaires accompagnés par l'incubateur</li> <li>• Nombre d'élèves sortants de l'ITAV et de futurs agriculteurs porteurs de projets installés en auto-emploi</li> <li>• Nombre de porteurs de projet installés utilisant un système énergétique durable et déconcentré.</li> </ul>
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Du 25 septembre au 17 octobre 2017 (rapport final MTR : janvier 2018)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Décembre 2022
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>* 1<sup>ère</sup> mission Backstopping EST : du 06-08/11/2014</li> <li>* 2<sup>ème</sup> mission Backstopping EST : du 11-19/05/2015</li> <li>* 3<sup>ème</sup> mission Backstopping MDF : du 03-08/03/2016</li> <li>* 4<sup>ème</sup> mission Backstopping EST : du 20/09-03/10/2017</li> <li>* 5<sup>ème</sup> Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 04-14/03/2018</li> <li>* 6<sup>ème</sup> Visite ECT Gouvernance – Enabel RDC: du 18 -21/06/2018</li> <li>* 7<sup>ème</sup> Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 01 -06/07/2019</li> <li>* 8<sup>ème</sup> mission Backstopping MDF : du 03-06/12/2019</li> <li>* 9<sup>ème</sup> Visite ECT Agriculture – Enabel RDC: du 27 -31/01/2020</li> </ul>

## 10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Lignes	Budget Initial	Budget révisé	Total Budget	Déjà exécuté	Disponibles
RDC1217111	11000000	8500000	19500000	12865508,91	6482549,05
RDC1217111_A	4580940	1332231	5913171	4825040,65	1069198,01
RDC1217111_A01	2265500	89823	2355323	2267491,51	84791,15
RDC1217111_A0101	1168000	350782	1518782	1443221,41	72520,25
RDC1217111_A0102	852500	-166459	686041	680358,14	5682,86
RDC1217111_A0103	245000	-94500	150500	141058,42	9441,58
RDC1217111_A0104	0	0	0	2853,54	-2853,54
RDC1217111_A02	850000	750788	1600788	870035,99	714860,01
RDC1217111_A0201	590000	488577	1078577	597075,96	481501,04
RDC1217111_A0202	260000	12211	272211	262364,66	9846,34
RDC1217111_A0203	0	250000	250000	1210,64	232897,36
RDC1217111_A0204	0	0	0	36,36	-36,36
RDC1217111_A0205	0	0	0	8452,88	-8452,88
RDC1217111_A0206	0	0	0	895,49	-895,49
RDC1217111_A03	1465440	-20000	1445440	1430366,96	15073,04
RDC1217111_A0301	145000	-34593	110407	87543,43	22863,57
RDC1217111_A0302	1290440	13548	1303988	1330848,91	-26860,91
RDC1217111_A0303	30000	1045	31045	11974,62	19070,38
RDC1217111_A04	0	259500	259500	143177,66	116322,34
RDC1217111_A0401	0	60000	60000	0	60000
RDC1217111_A0402	0	180000	180000	129266,15	50733,85
RDC1217111_A0403	0	19500	19500	13903,12	5596,88
RDC1217111_A0404	0	0	0	8,39	-8,39
RDC1217111_A05	0	252120	252120	113968,53	138151,47
RDC1217111_A0501	0	80000	80000	49273,76	30726,24
RDC1217111_A0502	0	15000	15000	409,76	14590,24
RDC1217111_A0503	0	67620	67620	17557,11	50062,89
RDC1217111_A0504	0	22000	22000	12001,23	9998,77
RDC1217111_A0505	0	67500	67500	34726,67	32773,33
RDC1217111_B	648000	396073	1044073	795261,75	162748,85
RDC1217111_B01	518000	367000	885000	676830,02	122107,58
RDC1217111_B0101	300000	277228	577228	455419,42	35746,18
RDC1217111_B0102	153000	114772	267772	218927,11	48844,89
RDC1217111_B0103	65000	-25000	40000	2483,49	37516,51
RDC1217111_B02	130000	29073	159073	118431,73	40641,27
RDC1217111_B0201	60000	25000	85000	68995,06	16004,94
RDC1217111_B0202	70000	-20927	49073	49073,41	-0,41
RDC1217111_B0203	0	25000	25000	363,26	24636,74
RDC1217111_C	1305500	686485	1991985	1454654,7	537163,14
RDC1217111_C01	370500	122891	493391	394683,3	98707,7
RDC1217111_C0101	65000	-32263	32737	18964,79	13772,21
RDC1217111_C0102	265500	13183	278683	257676,82	21006,18
RDC1217111_C0103	40000	141971	181971	118041,69	63929,31
RDC1217111_C02	935000	40594	975594	958324,81	17102,03
RDC1217111_C0201	780000	-147776	632224	688891,84	-56667,84
RDC1217111_C0202	150000	160370	310370	262379,38	47823,46
RDC1217111_C0203	5000	28000	33000	7053,59	25946,41

RDC1217111_Co3	0	103000	103000	33998,72	69001,28
RDC1217111_Co301	0	38000	38000	8434,45	29565,55
RDC1217111_Co302	0	44000	44000	24127,74	19872,26
RDC1217111_Co303	0	21000	21000	1436,53	19563,47
RDC1217111_Co4	0	420000	420000	67688,63	352352,13
RDC1217111_Co401	0	350000	350000	67688,63	282352,13
RDC1217111_Co402	0	70000	70000	0	70000
RDC1217111_D	437500	85200	522700	343155,77	179544,23
RDC1217111_Do1	310000	-59800	250200	226330,82	23869,18
RDC1217111_Do101	220000	-108136	111864	159926,44	-48062,44
RDC1217111_Do102	90000	48336	138336	66387,48	71948,52
RDC1217111_Do103	0	0	0	16,9	-16,9
RDC1217111_Do2	127500	145000	272500	116824,95	155675,05
RDC1217111_Do201	107500	44440	151940	73076,05	78863,95
RDC1217111_Do202	20000	100560	120560	43748,9	76811,1
RDC1217111_E	0	3139562	3139562	77825,6	3016886,4
RDC1217111_Eo1	0	165000	165000	47293,66	117706,34
RDC1217111_Eo101	0	13500	13500	21699,13	-8199,13
RDC1217111_Eo102	0	9000	9000	24847,4	-15847,4
RDC1217111_Eo103	0	19000	19000	0	19000
RDC1217111_Eo104	0	16000	16000	0	16000
RDC1217111_Eo105	0	10000	10000	0	10000
RDC1217111_Eo106	0	13000	13000	0	13000
RDC1217111_Eo107	0	57500	57500	104,47	57395,53
RDC1217111_Eo108	0	27000	27000	642,66	26357,34
RDC1217111_Eo2	0	629935	629935	3575,89	626359,11
RDC1217111_Eo201	0	207335	207335	0	207335
RDC1217111_Eo202	0	80000	80000	0	80000
RDC1217111_Eo203	0	88000	88000	0	88000
RDC1217111_Eo204	0	50000	50000	0	50000
RDC1217111_Eo205	0	36500	36500	0	36500
RDC1217111_Eo206	0	31000	31000	3158,76	27841,24
RDC1217111_Eo207	0	96600	96600	417,13	96182,87
RDC1217111_Eo208	0	23500	23500	0	23500
RDC1217111_Eo209	0	17000	17000	0	17000
RDC1217111_Eo3	0	125000	125000	437,85	124562,15
RDC1217111_Eo301	0	0	0	437,85	-437,85
RDC1217111_Eo302	0	87500	87500	0	87500
RDC1217111_Eo303	0	37500	37500	0	37500
RDC1217111_Eo4	0	159627	159627	25027,44	134599,56
RDC1217111_Eo401	0	64000	64000	24904,03	39095,97
RDC1217111_Eo402	0	28127	28127	0	28127
RDC1217111_Eo403	0	67500	67500	0	67500
RDC1217111_Eo404	0	0	0	123,41	-123,41
RDC1217111_Eo5	0	2000000	2000000	1490,76	1953659,24
RDC1217111_Eo501	0	100000	100000	1433,93	53716,07
RDC1217111_Eo502	0	100000	100000	0	100000
RDC1217111_Eo503	0	1500000	1500000	56,83	1499943,17
RDC1217111_Eo504	0	300000	300000	0	300000
RDC1217111_Eo6	0	60000	60000	0	60000
RDC1217111_Eo601	0	60000	60000	0	60000
RDC1217111_X	125185	-125185	0	0	0

RDC1217111_X01	125185	-125185	0	0	0
RDC1217111_Z	3902875	2985634	6888509	5369570,44	1517008,42
RDC1217111_Z01	2574375	2512292	5086667	3623888,92	1462694,5
RDC1217111_Z0101	1440000	1112826	2552826	1729287,87	823538,13
RDC1217111_Z0102	462000	586211	1048211	874580,72	173630,28
RDC1217111_Z0103	276375	676264	952639	547364,91	405274,09
RDC1217111_Z0104	396000	136991	532991	472655,42	60252
RDC1217111_Z02	480500	77634	558134	590238,46	-32104,46
RDC1217111_Z0201	120000	54227	174227	169991,71	4235,29
RDC1217111_Z0202	45000	3287	48287	48416,32	-129,32
RDC1217111_Z0203	85500	27651	113151	119548,14	-6397,14
RDC1217111_Z0204	230000	-7531	222469	252282,29	-29813,29
RDC1217111_Z03	570000	398708	968708	973112,67	-2812,83
RDC1217111_Z0301	180000	105285	285285	255212,01	31342,06
RDC1217111_Z0302	290000	195037	485037	558403,36	-73043,59
RDC1217111_Z0303	25000	26350	51350	33762,04	17587,96
RDC1217111_Z0304	75000	72036	147036	125735,26	21300,74
RDC1217111_Z04	278000	-3000	275000	183157,95	88403,65
RDC1217111_Z0401	75000	-45486	29514	12013,53	17500,47
RDC1217111_Z0402	60000	48538	108538	57633,63	50904,37
RDC1217111_Z0403	60000	-3425	56575	56574,91	0,09
RDC1217111_Z0404	48000	3414	51414	38055,18	9920,42
RDC1217111_Z0405	35000	-6041	28959	18880,7	10078,3
RDC1217111_Z99	0	0	0	-827,56	827,56
RDC1217111	11000000	8500000	19500000	12865508,91	6482549,05

## 10.6 Ressources en termes de communication

1° Dans le cadre des activités d'appui aux échanges homme-femmes, des boîtes en images ont été mises en place. Il y a lieu de mentionner la contribution appréciable de l'Expert Junior C4D. Ces boîtes en images qui traitent de beaucoup de sujets touchant ou intéressant les femmes sont des outils essentiels pour engager une communication efficace surtout avec une cible analphabète que représente la majorité des femmes du Kasai Oriental et de la Lomami.

2° En 2020, il a été entamé la production de 3 vidéos-capsules d'une vingtaine de minutes maximum et portant sur la (1) la fertilisation des sols par le mucuna, (2) le palmier variété CIRAD et (3) transformation de l'huile de palme et du maïs au sein de l'Union Futulukay. Ces vidéos-capsules devront être terminées au début de 2021 avant d'être partagées.

3° Dans la même lancée plusieurs articles ont été draftés par nos experts en lien avec les techniques agricoles, le stockage et la transformation des produits agricoles ainsi le leadership des femmes. Ces articles seront finalisés au début de l'année 2021 avant leur diffusion large via divers canaux de communications

4° Une émission radio destinée à promouvoir les techniques agro-écologiques a été produite en fin 2020. D'autres émissions portant sur plusieurs sujets et thématiques pertinents au projet sont en cours de production. Toutes ces émissions seront diffusées dans les radios locales afin d'appuyer nos actions de terrain. Une entente avec des radios locales pour faciliter cette diffusion est en cours de négociation.